

## **MISSION D'EXPERTISE ET D'APPUI A LA MECANISATION AGRICOLE A MAYOTTE**

**Du 30/10/06 au 09/11/06**

**Gilbert Lannes  
Cirad UMR G-Eau**

**Jean Paul Danflous  
Cirad UMR Innovation**

## Table des matières

<b>RESUME .....</b>	<b>4</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>2. LA MECANISATION A MAYOTTE .....</b>	<b>7</b>
2.1 SITUATION .....	7
2.1.1 <i>Service de mécanoculture</i> .....	7
2.1.2 <i>L'ADVA</i> .....	9
2.1.3 <i>Les GVA</i> .....	10
2.1.4 <i>La mécanisation individuelle</i> .....	10
2.2 PRINCIPAUX HANDICAPS A LA MECANISATION .....	11
2.3 PRINCIPALES CAUSES DE DISFONCTIONNEMENT DES AGROEQUIPEMENTS .....	12
<b>3. IDENTIFICATION DES DEMANDES ET BESOINS .....</b>	<b>14</b>
3.1 DEMANDES D'EFM .....	14
3.2 DEMANDES DE L'ADEM.....	16
3.3 DEMANDES DE L'ADVA .....	17
3.4 DEMANDES DES AGRICULTEURS.....	17
<b>4. PROPOSITIONS D'ORGANISATION .....</b>	<b>18</b>
4.1 LE MAINTIEN ET LE RENFORCEMENT DES STRUCTURES ACTUELLES .....	18
4.2 LA CREATION D'UNE ETA .....	19
4.3 LA MISE EN PLACE D'UNE CUMA .....	20
4.4 LA GESTION PAR PROJET.....	22
<b>5. TYPE ET NIVEAU DE MECANISATION.....</b>	<b>22</b>
5.1 MATERIEL DE TRAVAIL PROFOND DU SOL.....	23
5.1.1 <i>Charrue</i> .....	23
5.1.2 <i>Machine à bêcher</i> .....	24
5.1.3 <i>Chisel</i> .....	24
5.1.4 <i>Actisol</i> .....	24
5.2 PULVERISEUR A DISQUES : TRAVAIL MINIMUM OU REPRISE.....	25
5.3 OUTILS DE REPRISE.....	26
5.3.1 <i>Herse rotative</i> .....	26
5.3.2 <i>Vibroculteur</i> .....	26
5.4 BROEUR DE VEGETAUX.....	26
5.5 REMORQUE PORTE OUTILS.....	27
5.6 CELLULE MOTRICE .....	28

5.7 AUTRES EQUIPEMENTS .....	28
5.8 ACQUISITION ULTERIEURES.....	28
5.9 SUCCESSIONS D’OUTILS ENVISAGEABLES (TRAVAIL DU SOL) .....	29
<b>6. COUTS PREVISIONNELS D’UTILISATION DES EQUIPEMENTS .....</b>	<b>30</b>
6.1 COUT D’UTILISATION DU TRACTEUR DE 60 CV .....	31
6.1.1 Charges fixes annuelles : .....	31
6.1.2 Charges variables/heure de fonctionnement:.....	31
6.1.3 Coût d’utilisation du tracteur .....	32
6.2 COUT D’UTILISATION D’UNE CHARRUE BISOCES REVERSIBLE.....	32
6.2.1 Charges fixes annuelles : .....	32
6.2.2 Charges variables/heure de fonctionnement:.....	32
6.3 COUT D’UTILISATION D’UNE HERSE ROTATIVE.....	32
6.3.1 Charges fixes annuelles : .....	32
6.3.2 Charges variables/heure de fonctionnement:.....	32
6.4 COUT D’UTILISATION D’UN BROYEUR A AXE VERTICAL .....	32
6.4.1 Charges fixes annuelles : .....	32
6.4.2 Charges variables/heure de fonctionnement:.....	33
6.5 COUT D’UTILISATION POUR 30 HECTARES .....	33
6.6 COUT D’UTILISATION POUR 20 HECTARES .....	33
6.7 COUT D’UTILISATION POUR 40 HECTARES .....	34
6.8 COMPARATIF DES COUTS DES PRESTATIONS .....	34
<b>7. MODE DE GESTION .....</b>	<b>36</b>
7.1 ORGANISATION GENERALE .....	36
7.2 SUIVI DES CHANTIERS .....	38
7.3 MODE DE FACTURATION DES PRESTATIONS .....	39
<b>8. INVESTISSEMENTS ET PERSONNEL.....</b>	<b>39</b>
8.1 INVESTISSEMENTS.....	39
8.1.1 Equipements agricoles.....	39
8.1.2 Equipement de l’atelier central : .....	40
8.1.3 Véhicules.....	41
8.2 PERSONNEL NECESSAIRE.....	41
<b>9 PERSPECTIVES.....</b>	<b>42</b>
<b>10 CONCLUSION .....</b>	<b>43</b>

## Résumé

L'agriculture mahoraise est majoritairement de type familiale et très faiblement mécanisée. Une part importante des produits issus de cette agriculture est destinée à l'autoconsommation ou aux échanges sociaux. La mécanisation individuelle est quasi inexistante et seuls quelques travaux lourds (essentiellement broyage, labour et affinage du sol) sont effectués par des tracteurs qui dépendent d'un service central rattaché à la DARTM ou de l'ADVA.

La mécanisation des exploitations se heurte à de nombreuses difficultés, parmi lesquelles la pente des parcelles, leur faible taille, les difficultés d'accès, ... De nombreuses demandes de travaux agricoles mécanisés restent aujourd'hui insatisfaites en raison de l'indisponibilité des engins, le plus souvent en lien avec des pannes. Les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées et la remise en état des engins sont les principales causes d'immobilisation des agroéquipements. Ces immobilisations sont à l'origine des délais d'intervention très importants, bien souvent incompatibles avec les attentes des agriculteurs et les calendriers culturaux.

En perspective de moderniser et de valoriser le métier d'agriculteur (diminution de la pénibilité de certaines tâches et réduction des temps de travaux, facteur essentiel dans des systèmes où la pluriactivité domine), un développement de la mécanisation est nécessaire. Afin de mieux satisfaire les attentes des agriculteurs et diminuer les délais d'intervention, il est proposé de renforcer les équipements actuels et de mettre en place une organisation permettant une meilleure réactivité. Les équipements proposés correspondent aux principales demandes actuellement formulées par les agriculteurs (réduction de la végétation de surface et travail du sol). En fonction de l'évolution des demandes, les chaînes proposées pourront à terme être complétées par l'acquisition de nouveaux matériels. Une gestion des équipements par l'intermédiaire d'une CUMA est comparée à une gestion par une entreprise de travaux agricoles (ETA), au système actuel et à la mise en place d'une régie autonome.

Afin d'optimiser la mécanisation, la mission recommande la mise en place d'une assistance technique qui aurait une mission de formation des tractoristes et de suivi de chantiers, mais interviendrait également sur les aspects organisationnels et de coordination, sur le conseil pour le choix d'équipements, ...

**Mots clé :** Mayotte, mécanisation, coût d'utilisation, mode de gestion

## **Calendrier de la mission**

**Vendredi 27 octobre** : voyage Montpellier Mayotte

**Dimanche 29 octobre**

Arrivée à l'aéroport de Dzaoudzi.

**Lundi 30 octobre** :

Entretien au CIRAD avec J-P Danflous et B Dolacinski représentant du Cirad à Mayotte pour présenter la problématique de la mécanisation.

Entretien à la DAF avec Mr Lyonnaz-Perroux sur les attentes de la mission.

**Mardi 31 octobre** :

Visite à Coconi de l'ADVA (Association pour le développement et la vulgarisation agricole). Présentation du parc de matériel et réunion avec le président, le directeur et les techniciens après une visite de terrain chez un GVA.

Visites de parcelles mécanisées

**Mercredi 01 novembre**

CIRAD : réunion avec JP Danflous

**Jeudi 2 novembre** :

Réunion avec Mr Domalain Jacques Directeur de la chambre d'agriculture de Mayotte

Réunion avec Mr Stéphane Eury Directeur de EFM (espace fraîcheur mahorais)

**Vendredi 3 novembre** :

Visite du parc de matériel de la DARTM.

Rencontre avec Mr Joubert directeur du lycée agricole de Coconi, du responsable de l'exploitation et du professeur de machinisme. Visite de l'exploitation agricole du lycée.

**Samedi 4 novembre** :

Visite d'exploitations agricoles

**Lundi 6 novembre** :

Visite de la société TECMA fournisseur d'agroéquipements à Mayotte

Réunion à la DARTM avec les responsables à Coconi.

Réunion à l'ADEM association des éleveurs mahorais. Rencontre avec des éleveurs ; visite de parcelles mécanisées pour la mise en place de canne fourragère

**Mardi 7 novembre** :

Visite de la station CIRAD à Dembeni.

**Mercredi 8 novembre** :

Restitution des premières recommandations sur les possibilités de mécanisation.

Départ pour l'aéroport.

# 1. Introduction

Située dans l'hémisphère sud, entre l'équateur et le tropique du Capricorne, à l'entrée du Canal du Mozambique, à mi-chemin entre Madagascar et l'Afrique, Mayotte est un petit archipel volcanique de 374 km<sup>2</sup>. Il forme lui-même la partie orientale de l'archipel des Comores.



Le relief de l'île est accidenté et la surface par exploitation est très faible : 55 % des ménages exploitent une surface cultivable inférieure à 1 ha, et seulement 1 % exploitent 5 ha ou plus. La gestion en indivision du foncier explique pour partie la faiblesse de ces surfaces, facteur peu propice au développement d'une mécanisation « conventionnelle » ou individuelle.

Si les cultures vivrières de manioc et de bananes restent dominantes et occupent environ 75 % de la surface agricole de l'île, les cultures maraîchères se sont fortement développées au cours des dernières années. L'élevage mahorais est relativement important (bovins et caprins) mais reste peu structuré. Malgré les difficultés d'alimentation des animaux, de très faibles surfaces sont dédiées aux cultures fourragères. L'ADEM (Association Des Eleveurs de Mayotte) appuie la mise en place de culture de cannes fourragères auprès de quelques agriculteurs et conduit des actions visant le développement de la culture de canne à sucre (test de variétés présentes sur l'île) afin de satisfaire l'alimentation animale durant la saison sèche, période durant laquelle la canne fourragère est très peu productive.

L'élevage, et plus généralement l'agriculture, restent souvent à l'écart de l'économie marchande formelle. L'agriculture est majoritairement vivrière (agriculture traditionnelle) et seule une partie de la production est commercialisée (mise en marché d'excédents ou commercialisation « conjoncturelle »). L'essentiel de la production est destiné à l'autoconsommation (bananes, manioc, ambrevade) ou alimente un système d'échanges non marchands fondé sur le don et le contre don qui est encore actif. De nombreuses actions conduites par divers partenaires du secteur agricole visent à la professionnalisation et la modernisation de l'agriculture. Cette professionnalisation a pour objectif de mieux satisfaire le marché local, actuellement fortement déficitaire en produits locaux et de permettre à des jeunes de s'installer en tant qu'exploitant agricole de façon durable. Elle vise à renforcer le statut et l'image du métier d'agriculteur et permettre à ceux-ci de pouvoir vivre de leur métier.

Dans le cadre de la professionnalisation de l'agriculture et face aux demandes en agroéquipements par divers agriculteurs ou associations, une évaluation de la mécanisation a été demandée au CIRAD. Cette étude vise à :

- Faire un état des lieux de la mécanisation présente sur l'île (évaluation technique et opérationnelle),
- Identifier les besoins en mécanisation et évaluer les demandes,
- Evaluer les coûts d'utilisation d'équipements adaptés aux conditions locales

- Proposer des solutions organisationnelles permettant d'optimiser le service aux agriculteurs.

Lors de cette mission, les visites de terrain et les discussions avec les principaux acteurs concernés ont permis de se faire une idée plus précise des difficultés rencontrées pour la mécanisation des exploitations (conditions agro pédologiques, difficultés d'accès aux parcelles, pente, présence de pierres, maintenance, manque de formation des tractoristes, ...) ainsi que sur les enjeux de la mécanisation dans le développement de l'agriculture et le maintien d'un tissu rural. Une évaluation de l'état fonctionnel du parc des matériels de la DARTM et de l'ADVA a été réalisée et a également permis d'appréhender certains facteurs de dysfonctionnement des équipements.

Conformément aux termes de référence établis par la DAF, le diagnostic de la mécanisation a servi de base à une proposition d'équipements adaptés aux conditions locales (type de mécanisation et niveaux de puissance) et à l'identification de modes de gestion permettant une meilleure réactivité et une meilleure efficacité, principaux problèmes soulevés par les agriculteurs et les organisations paysannes.

## **2. La mécanisation à Mayotte**

Malgré l'introduction de nombreux équipements au cours des 10 dernières années, la mécanisation reste encore peu développée sur l'île (une soixantaine d'hectares seraient travaillés mécaniquement). Les travaux agricoles sont réalisés dans leur majorité manuellement, le plus souvent par une main d'œuvre en situation précaire et faiblement rémunérée. Cette situation est peu favorablement au développement de la mécanisation (y compris sous forme de prestation de service).

Le faible taux de mécanisation des travaux est souvent expliqué par la difficulté que rencontrent les agriculteurs à faire réaliser les travaux au moment opportun par des prestataires de service (manque de disponibilité) et par la faible trésorerie dont ils disposent au moment où devraient se réaliser les travaux (difficultés de préfinancement).

### ***2.1 Situation***

#### **2.1.1 Service de mécanoculture**

Ce service, basé à Coconi, anciennement géré par la DAF, est aujourd'hui rattaché à la DARTM.

Il centralise le parc de matériels le plus important de l'île et est composé de 2 bulldozers, de tracteurs agricoles (puissance de 130 à 50 ch.) et de divers matériels agricoles (cf. liste en annexe). Une dizaine de tractoristes travaillent dans ce service.

De nombreux outils sont présents sur le parc, mais peu d'entre eux sont utilisés :

- certains d'entre eux sont inadaptés au contexte local, à l'exemple du pulvérisateur à disque autoporteur qui est difficilement utilisable sur des parcelles de taille réduite,
- certains autres équipements ne sont pas acceptés par les agriculteurs à l'image des outils à dents de type chisel. Les producteurs refusent cet outil car il n'y a

pas retournement de la terre (apparence d'un « non travail », alors que ces outils permettent souvent un travail de qualité)

- d'autres outils présents sous l'abri n'ont jamais été utilisés à l'image d'une charrue à disques
- de nombreuses machines sont en mauvais état de fonctionnement : la charrue à socs réversible fréquemment demandée par les agriculteurs ne peut être utilisée qu'en planches en raison de problèmes de torsion de socs sur deux des corps, un des broyeurs n'est plus opérationnel en raison de sa forte usure, le cultivateur rotatif à axe horizontal est dépourvu d'une majorité de bûches aboutissant à une mauvaise qualité de travail, ...

Le service de mécanoculture intervient à la demande des agriculteurs dans tous les secteurs de l'île. Une visite préalable des parcelles est effectuée afin de s'assurer de la faisabilité du travail et mesurer la surface à réaliser. Une facture est établie en fonction de la surface et de l'outil qui sera utilisé. L'intervention des machines n'intervient qu'après règlement de la facture par l'agriculteur (la collectivité subventionne les travaux agricoles à hauteur de 70%, rendant ainsi les prestations accessibles à une majorité d'agriculteurs). Pratiquement, le service de mécanoculture essaie, dans la mesure du possible, de regrouper les chantiers afin de diminuer les temps de déplacements et intervient successivement dans chacun des trois secteurs (nord, centre et sud). Malgré cela, les temps de déplacements sont extrêmement importants. Ils sont estimés à 50% du temps total. Ceci s'explique par le fait que tous les équipements sont centralisés sur la base de Coconi et que chaque utilisation d'outil nécessite le déplacement du tracteur pour l'acheminer sur la parcelle. Si une parcelle nécessite le passage de trois outils (broyeur, charrue et cultivateur rotatif par exemple), le tracteur se déplace une première fois avec le broyeur. Lorsque ce travail est terminé, le broyeur est ramené au centre de Coconi. La charrue est accrochée au tracteur qui effectue un nouveau déplacement sur route pour rejoindre la parcelle.

A la fin du chantier, la charrue est déposée au centre et le cultivateur est à son tour acheminé sur le chantier. Les conséquences de ces déplacements sont une importante perte de temps et une forte usure des pneumatiques, augmentant d'autant les charges de mécanisation.

Dans le contexte de Mayotte (faible surface des structures agricoles et faible formation des agriculteurs aux agroéquipements), la prestation de service constitue assurément une des solutions les plus opérationnelles et doit être, selon nous, maintenue et privilégiée. Elle permet à chaque agriculteur qui en fait la demande de pouvoir bénéficier des travaux sans avoir à supporter les contraintes habituelles liées à la mécanisation (investissement, contraintes de maintenance dans une zone où les approvisionnements en pièces détachées sont très difficiles, ...).

Les visites de terrain font ressortir que dans leur majorité, les agriculteurs souhaitent que les travaux mécanisés soient réalisés sous forme de prestation de service (refus de gestion des difficultés liées à la mécanisation).

La principale contrainte supportée par les agriculteurs faisant appel aux services de



mécanoculture est le manque de réactivité de cette structure. Les agriculteurs se plaignent de l'importance du délai entre la commande de la prestation et la réalisation effective des travaux. Certains agriculteurs déclarent attendre parfois près de 6 mois l'intervention des engins, délai jugé inacceptable, surtout par des maraîchers. Ces délais sont le plus souvent liés à une immobilisation des engins en attente de pièces détachées pour leur remise en route. Les formalités administratives imposées (longues et complexes) pour la commande de pièces détachées permettent difficilement de réduire ces délais. Un mode de gestion plus autonome de ce volet, avec commande directe de pièces détachées par le service de mécanoculture ou la gestion d'un stock de pièces, pourrait permettre de réduire les délais d'immobilisation des engins et ainsi améliorer la réactivité.

### **2.1.2 L'ADVA**

L'ADVA possède une chaîne mécanisée et intervient en prestation de services auprès des agriculteurs qui en font la demande. Les principaux travaux réalisés concernent le broyage et le travail du sol (labour et reprise). Le volet mécanisation est géré dans sa globalité par un chauffeur mécanicien. L'ADVA intervient sur tous les secteurs de l'île (y compris dans l'île de Petite Terre) et souffre des mêmes contraintes que le service de mécanoculture en terme de déplacements sur routes. Une remorque permettant le transport des différents outils en seul voyage permettrait de réduire les temps de déplacement (meilleure réactivité et diminution des charges de mécanisation).

Par le passé, l'ADVA a acquis de très nombreux équipements dont une grande partie n'est pas utilisée, soit par inadaptation au contexte local (cas d'un semoir en ligne, d'une herse étrille à relevage hydraulique ou d'un pulvérisateur porté), soit par inadaptation et panne (cas d'une ensileuse automotrice achetée d'occasion en Europe, tombée en panne très rapidement et parquée chez un agriculteur).

Le matériel de l'ADVA souffre de l'absence de remisage et de stockage adéquat. Récemment encore, le tracteur était remisé, sous abri, au Lycée Agricole Professionnel. Aujourd'hui, en raison de la récupération du local par le lycée pour sa propre utilisation, le tracteur est stocké à l'extérieur. Ce défaut de remisage sous abri du matériel est à l'origine de nombreuses pannes liées à l'oxydation de pièces. Par ailleurs, l'ADVA ne bénéficie d'aucun atelier pour effectuer son entretien courant ou les petites interventions mécaniques et ne possède aucun stock de pièces détachées lui permettant de faire face à de petites pannes.

Compte tenu de la proximité du service de mécanoculture et de l'ADVA, une mutualisation des moyens et un travail en concertation sur le terrain seraient souhaitables et permettrait de faire des économies d'échelle. Il n'est en effet pas rare que chacune des deux structures intervienne au même moment pour la réalisation d'un « petit » chantier dans le même secteur. Un travail en concertation et en partenariat pourrait permettre une meilleure efficacité de chacune des deux structures et une meilleure réponse aux attentes des agriculteurs.

Le technicien de l'ADVA en charge de la mécanisation intervient également auprès des GVA pour effectuer des formations et pour l'entretien des matériels acquis (notamment débroussailleuses).

Afin d'améliorer ses prestations, l'ADVA souhaiterait bénéficier d'un appui au programme mécanisation sous forme d'assistance technique. Cet appui pourrait se faire sous forme de formations, de conseils techniques (choix des équipements, entretien et maintenance, ...) ou de conseils de gestion (optimisation de l'organisation des chantiers, gestion de stocks de pièces détachées, ...). Par un suivi rapproché des chantiers, cette assistance contribuerait à identifier une gamme d'équipements adaptés aux différents besoins, optimiser les coûts de mécanisation et améliorer globalement la qualité des prestations (délais d'intervention, qualité du travail, ...).

### **2.1.3 Les GVA**

La majorité des GVA ont acquis des équipements qui sont gérés collectivement par le groupement. Les modes de gestion diffèrent cependant suivant les GVA. Pour certains d'entre eux, la gestion est réalisée par un des membres du groupe alors que pour d'autres, il n'y a pas de mode de gestion bien déterminé, aboutissant rapidement à une appropriation par certains membres ou à des dysfonctionnements techniques entraînant l'immobilisation de l'équipement. Les outils les plus utilisés par les agriculteurs des GVA sont les débroussailleuses et, dans une moindre mesure, les tronçonneuses. Certains GVA ont acquis des tarières à moteur, mais celles-ci sont généralement très peu utilisées (en raison essentiellement de la pénibilité de leur utilisation, d'autant plus importante que l'on se trouve en présence de cailloux ou de souches).

Le succès de la mécanisation de certains GVA est principalement lié au mode de gestion des équipements et à leur capacité à pouvoir entretenir et réparer le matériel. Ce mode d'appropriation collective permet d'optimiser l'utilisation des équipements, à condition toutefois qu'un mode de gestion accepté par tous les membres (et efficace) soit mis en place.

Certains GVA sont demandeurs et auraient aujourd'hui la capacité à gérer d'autres équipements agricoles. On pourrait penser à des motoculteurs (d'une puissance de l'ordre de 8 à 12 ch.) ou à un tracteur d'une puissance de l'ordre d'une quarantaine de chevaux. Ces équipements pourraient être utilisés auprès de l'ensemble des adhérents du GVA, voire pour la réalisation de travaux agricoles sous forme de prestations auprès d'agriculteurs voisins. Certains GVA souhaitent acquérir une chaîne motorisée (micro tracteur d'une douzaine de ch.). Nous attirons l'attention sur la fragilité de ces équipements, d'autant plus importante que les parcelles sur lesquelles ces équipements seront amenés à intervenir comportent le plus souvent des pierres ou des souches. Par ailleurs, leur utilisation sur des terrains en pente peut s'avérer dangereuse (risque de retournement lié au faible empattement). Ces équipements « de loisir » sont plus conçus pour réaliser des travaux légers sur terrains plats que pour effectuer de véritables travaux agricoles.

Dans l'hypothèse de la mise en place d'une assistance technique auprès de l'ADVA, celle-ci pourrait intervenir auprès des GVA afin d'améliorer le fonctionnement de la mécanisation (formation à l'utilisation, identification de modes de gestion appropriés en fonction du matériel et du type de GVA, conseils pour le choix des équipements, ...).

### **2.1.4 La mécanisation individuelle**

La mécanisation individuelle est très peu développée, à l'exception de quelques matériels tels que les tronçonneuses ou les débroussailleuses. Ces dernières sont

couramment utilisées par des agriculteurs pour réduire la végétation avant mise en culture d'une parcelle ou pour son entretien. La petite mécanisation de type motoculteur est quasi inexistante à Mayotte. Quelques rares agriculteurs ont investi dans des chaînes motorisées (tracteurs de faible puissance) et réalisent les opérations de broyage et de travail du sol sur leur exploitation. Malgré les aides à l'investissement octroyées par les pouvoirs publics, la mécanisation individuelle avec un tracteur sur des surfaces réduites a du mal à se justifier économiquement. Des prestations de services réalisées auprès de voisins permettraient de réduire significativement les charges de mécanisation et pourraient justifier l'acquisition d'une chaîne motorisée, mais cette pratique n'est pas répandue à Mayotte.

Outre la réduction des charges de mécanisation, la prestation de service « de proximité » réalisée par les agriculteurs équipés pourrait efficacement contribuer au développement de l'agriculture.

## ***2.2 Principaux handicaps à la mécanisation***

La mécanisation à Mayotte souffre de nombreux handicaps :

- **Le relief** : la majorité des parcelles cultivées sont en pente rendant la mécanisation difficile (risque de retournement des engins, mais également très fort risque d'érosion en cas de travail du sol). Certains travaux mécanisés pourraient néanmoins être envisagés sur des parcelles en pente, tels que la trouaison mécanique avec une tarière portée sur le tracteur pour la mise en place de cultures fruitières par exemple, le broyage ou le sursemis (semis direct) pour l'implantation ou la régénération de pâturages.
- **Le parcellaire** : les parcelles mises en cultures par les agriculteurs sont généralement de très faible surface, le plus souvent de forme rendant difficiles les interventions des engins agricoles motorisés. Ces faibles surfaces expliquent l'importance des temps de travaux (l'exiguïté des parcelles oblige, dans nombre de cas de réaliser les travaux à « passage perdu ». Le travail est effectué dans un seul sens, sans réalisation de demi tour en bout de parcelle, mais en effectuant une marche arrière pour rejoindre l'autre bout de la parcelle).
- **Les accès aux parcelles** sont très souvent inexistants, difficiles ou inadaptés au passage d'engins motorisés (chemins trop étroits, présence de branches limitant la hauteur de passage, ...). L'inaccessibilité des parcelles constitue un des principaux freins au développement de l'agriculture : impossibilité de mécanisation, mais également difficultés pour l'extraction de la production agricole et son transport vers un lieu accessible par des véhicules.
- **La présence de cailloux** sur de nombreuses parcelles rend difficile la mécanisation. Les pierres sont à l'origine de nombreuses ruptures ou torsion de pièces travaillantes. Afin de pouvoir mécaniser ces parcelles, un épierrage préalable devrait être réalisé. La DARTM possède un bulldozer équipé d'un ripper et



d'une lame type Fleco permettant de réaliser un épierrage grossier (avec mise en andains des pierres en bordure de parcelle) sans risque de dégradation de l'état de surface.

- **La présence d'obstacles sur la parcelle** constitue un autre handicap fréquemment rencontré. Il s'agit le plus souvent d'arbres répartis aléatoirement sur la parcelle. Cette présence d'arbres entraîne d'énormes pertes de temps et est à l'origine de fréquentes ruptures ou torsions de pièces (racine, branches).



- **Le nombre très restreint de professionnels en machinisme agricole** constitue un frein au développement des agroéquipements. Au moment de la mission, une seule structure affiche une activité et des compétences en machinisme agricole (société TECMA). Cette structure (dont le gérant est un ancien technicien du service de mécano culture de Coconi) est essentiellement spécialisée dans le petit équipement (tronçonneuses, débroussailleuses, pulvérisateurs) pour lequel elle assure un service après vente. Elle est très peu sollicitée pour la mécanisation, les opérateurs préférant généralement acheter directement leurs équipements auprès des fournisseurs métropolitains ou réunionnais. Les agriculteurs justifient cet achat à l'extérieur par des prix généralement inférieurs à ceux consentis par la société TECMA. Dans une telle configuration, la société TECMA renâcle à assurer le SAV d'équipements qu'elle n'a pas vendu, ce qui est parfaitement compréhensible. A côté des tronçonneuses et débroussailleuses, TECMA propose dans son catalogue de petits équipements motorisés allant du motoculteur au microtracteur. Cette société mériterait d'être davantage sollicitée pour l'acquisition d'équipements agricoles par les agriculteurs. Elle assure qu'elle effectuerait une mise en route des équipements qu'elle aurait vendu, assurerait la formation des utilisateurs (diminution des risques de pannes liés à une mauvaise utilisation) et effectuerait toutes les opérations d'entretien et de réparation. En devenant un opérateur significatif de la mécanisation, cette société pourrait avoir un stock de pièces détachées permettant de réduire considérablement les temps d'immobilisation des engins lors de pannes.

### ***2.3 Principales causes de dysfonctionnement des agroéquipements***

- La principale cause de dysfonctionnement des outils provient de l'absence d'un remisage correct (remisage du matériel sous abri, dans un local fermé). Le climat chaud humide de Mayotte associé à la salinité entraîne une importante corrosion et accélère la sénescence des équipements. Cela se traduit par des pannes principalement sur les vérins hydrauliques dont le chromage des tiges est altéré et, par suite, endommage les joints des vérins. Au moment de la mission, un tracteur de 130 ch. était arrêté en raison d'une fuite sur un vérin de direction, la

herse étrille est inutilisable en raison de la corrosion de la tige de vérin, ... Compte tenu de la rudesse des conditions climatiques, nous suggérons que les engins soient remisés systématiquement dans des hangars bardés (un abri tel que celui de la DARTM nous paraît insuffisant pour éviter la corrosion des engins et leur dégradation).



- L'absence d'atelier de maintenance rattaché exclusivement aux agroéquipements pour effectuer l'entretien courant (vidange, graissage, soufflage des filtres, et petites réparations...) constitue un fort handicap. Certaines opérations d'entretien doivent en effet pouvoir être réalisées quotidiennement, condition indispensable pour prévenir et limiter les risques de panne. L'ADVA ne dispose d'aucun atelier adapté. Le service de mécanoculture n'a pas d'atelier à disposition et les opérations d'entretien et de réparation sont réalisées par l'atelier central (souvent occupé prioritairement à l'entretien ou réparation de véhicules). Dans ces conditions, l'entretien n'est souvent fait que de façon partielle et les réparations sont différées, ce qui peut être source de nouvelles pannes. Les tractoristes ne sont par ailleurs équipés d'aucune caisse à outils leur permettant, le cas échéant, de faire les premières interventions ou dépannages sur le terrain.
- De nombreux moteurs diesels rencontrent des problèmes de grippage de pompe à injection (uniquement sur certains types de pompe), en lien vraisemblablement avec la qualité du carburant utilisé. Celui-ci semble avoir un taux de soufre élevé. En présence d'eau de condensation qui se forme la nuit dans les réservoirs des engins ou des cuves de stockage, il y a formation de boues et d'acide sulfurique qui polluent le gas-oil et occasionnent ces problèmes d'injection. Une attention toute particulière doit être portée sur le stockage des carburants et les réservoirs devraient être systématiquement remplis après utilisation des engins, avant remisage. Une réflexion est cependant à conduire sur les procédures à mettre en œuvre pour éviter les vols de gasoil dans les tracteurs (pratique relativement courante selon certaines personnes rencontrées).
- Les chauffeurs qui utilisent actuellement les engins agricoles n'ont bien souvent reçu aucune formation spécifique et ont acquis leur expérience sur le tas. Ce



déficit de formation de certains tractoristes est parfois à l'origine de détériorations d'outils, de ruptures ou d'usures prématurées de pièces. A titre d'exemple, un des tractoristes rencontrés pense que la pression de gonflage des pneumatiques arrière du tracteur est de l'ordre de 3 bars, alors que celle-ci doit être de l'ordre de 1 bar en travail et 1,5 bar en transport sur route. Cette méconnaissance des normes a pour conséquence une usure prématurée des pneumatiques et une très mauvaise adhérence lors du travail dans les parcelles.

- L'absence d'un réseau de pièces détachées s'ajoute aux difficultés. Les délais d'approvisionnement sont très importants, dépassant le plus souvent le mois, entraînant par là même l'immobilisation de l'engin durant une période équivalente.
- L'unique implantation géographique des deux principaux prestataires de services au centre l'île à Coconi oblige les tracteurs à effectuer d'importants déplacements routiers (pertes de temps considérables, usure des équipements et incidence sur le coût d'utilisation, faible réactivité).



### 3. Identification des demandes et besoins

Les agriculteurs sollicitant l'intervention de prestataires de services pour la réalisation de travaux déplorent un manque de disponibilité des engins (délais d'attente parfois supérieurs à un mois) alors que le travail a été payé d'avance. Pour certains agriculteurs et pour la société EFM, ce manque de disponibilité des engins au moment programmé compromet la planification des productions maraîchères, démotive les agriculteurs et déstabilise la filière.

#### **3.1 Demandes d'EFM**

Au cours de l'année 2006, l'association EFM (Espace Fraîcheur Mahorais) s'est très fortement investie dans le développement de ses activités de collecte et de revente de produits maraîchers. Elle a réussi à donner confiance à une quarantaine d'adhérents producteurs auprès desquels elle s'approvisionne en légumes frais. La société EFM revend ensuite ces produits frais à divers clients, parmi lesquels la grande distribution, SODEXHO, des restaurants collectifs (écoles) et commercialise directement une faible partie en son point de vente de Kaweni. Les importants retards dans la réalisation des travaux agricoles chez plusieurs maraîchers ont eu pour conséquence directe une diminution de la production par rapport à la programmation initiale et un arrêt momentané des livraisons de produits à certains clients (perte de confiance de certains d'entre eux).

Face à ces difficultés, la société EFM a émis le souhait de s'équiper en matériel agricole. Elle est déterminée à fidéliser une clientèle, facteur essentiel pour assurer l'écoulement des produits des adhérents. Elle se propose également de mettre en adéquation la demande et l'offre de produits alimentaires frais. Pour atteindre cet objectif, il est impératif que les travaux agricoles puissent être programmés et réalisés selon un calendrier précis, ce qui n'est pas le cas actuellement. Les délais de prestations sont très importants, pouvant dépasser 2 mois. Dans ces conditions, toute tentative de contractualisation avec les clients (GMS, ...) visant à assurer un approvisionnement régulier et de qualité est vouée à l'échec. Les conséquences sont immédiatement perçues : un mécontentement des clients qui cherchent d'autres fournisseurs et une démotivation de certains agriculteurs.

L'absence de disponibilité de mécanisation pour assurer les travaux auprès des agriculteurs représente aujourd'hui le principal handicap et constitue une limite forte à la mise en œuvre des stratégies visant un meilleur approvisionnement des clients en fruits et légumes frais de qualité. Pour EFM, production et mise en marché sont étroitement liées et constituent un tout indissociable. La régularité de la production permet de fidéliser la clientèle actuelle et la développer. Parallèlement, le développement d'une demande (encouragée par la fourniture de produits locaux frais et de qualité) tire la production et est facteur de développement des exploitations agricoles mahoraises.

Dans le cadre du développement de ses activités, et dans un souci de garantir les approvisionnements en produits frais, la société EFM souhaite acquérir une chaîne motorisée comprenant :

- 1 tracteur
- 1 charrue à socs réversibles
- 1 broyeur de végétaux
- 1 cultivateur rotatif à axe horizontal
- 1 roto butteuse (pour la réalisation de planches maraîchères)
- 1 remorque porte outil pour le déplacement du matériel en un seul voyage

Cette chaîne de mécanisation permettrait à cette association dynamique de réaliser les travaux nécessaires à la mise en place des cultures auprès des adhérents qui en feraient la demande. Les délais de mise en culture seraient ainsi respectés, assurant une continuité dans l'approvisionnement en produits agricoles. Afin de réduire les coûts d'utilisation des équipements acquis, des prestations pourraient également être réalisées auprès d'agriculteurs non adhérents à l'association.

Afin d'optimiser les prestations de service mécanisées, l'association souhaite pouvoir bénéficier d'une assistance technique. Cette assistance pourrait porter sur la gestion technique et économique de la mécanisation (choix des outils en fonction du chantier à réaliser, organisation de chantiers, plannings, suivis techniques et économiques de chantiers, formation du tractoriste, ...) ainsi que sur l'entretien et la maintenance des engins (sous forme de conseils et de formations) et l'aide à la définition de nouveaux équipements en fonction de l'évolution des demandes.

### ***3.2 Demandes de l'ADEM***

Les éleveurs de l'ADEM (Association des Eleveurs Mahorais) sont de plus en plus demandeurs de travaux de préparation de sol pour implanter des cultures fourragères, (pour l'heure, essentiellement la canne fourragère, mais on peut faire l'hypothèse que d'autres espèces fourragères seront mises en place dans les années futures). A l'instar des autres spéculations, la mise en place d'une culture fourragère répond à des exigences climatiques, nécessitant de faire les travaux à une saison précise. Les délais d'intervention sont aujourd'hui très importants et ne permettent qu'à quelques agriculteurs de mettre en place des cultures fourragères dans de bonnes conditions. En conséquence, l'Association des éleveurs de Mayotte qui regroupe 300 éleveurs souhaiterait que soient trouvées des solutions opérationnelles pour que les travaux chez les agriculteurs puissent être réalisés dans les temps et soient de bonne qualité. Compte tenu des difficultés rencontrées avec les structures qui effectuent des prestations chez les éleveurs, ils souhaiteraient également s'équiper en matériels pour ne plus être dépendants de structures extérieures. Cet équipement permettrait d'augmenter significativement les surfaces fourragères, principal levier de développement de l'élevage à Mayotte.

L'ADEM souhaite qu'une réflexion soit conduite rapidement afin d'identifier des solutions pour les reports fourragers. Les conditions climatiques de Mayotte ne permettent en effet pas d'avoir une production fourragère étalée sur l'année. Cette production est fortement excédentaire en saison des pluies alors que les éleveurs connaissent de forts déficits en période sèche (plus de 6 mois), pénalisant la production de viande ou de lait et les résultats économiques de l'exploitation. Compte tenu des conditions climatiques durant la saison des pluies (très forte humidité de l'air et pluies fréquentes), la solution de confection de reports par voie sèche paraît difficilement réalisable. Restent des solutions envisageables par la voie humide (ensilage) ou semi humide (séchage partiel du fourrage et enrubannage des balles rondes). Ces deux techniques requièrent des équipements spécifiques, nécessitent une production fourragère sur des parcelles sans obstacles et relativement plates et font appel à des standards techniques relativement élevés. Par ailleurs, la technique d'ensilage nécessite la mise en place d'un chantier de grande ampleur, faisant appel à plusieurs cellules motrices et plusieurs tractoristes de façon simultanée. A minima, l'ensilage requiert un tracteur pour la coupe et le hachage, un deuxième pour le transport de l'herbe hachée de la parcelle jusqu'au silo et un troisième pour le tassement du silo. Une telle mobilisation d'engins sur Mayotte est aujourd'hui fort difficile.

Dans le cadre de sa réflexion sur le développement de systèmes mécanisés, l'ADEM souhaite bénéficier d'un appui pour le choix des équipements en fonction des besoins et des conditions locales. Dans une deuxième phase et dans un souci d'optimisation de la mécanisation, l'association pourrait également bénéficier d'un appui technique pour la mise en œuvre de ses chantiers (formation à la conduite et à l'entretien des équipements, conseils techniques, suivis économiques, appui à la mise en place d'un système de gestion, ...)



### ***3.3 Demandes de l'ADVA***

Dans son plan sectoriel 2007-2010, l'ADVA souhaite renouveler le matériel de base des GVA (débroussailleuses, élagueuses, brouettes) et acquérir, pour les quatre GVA pilotes identifiés, une chaîne motorisée comprenant un microtracteur (environ 12 ch.), un broyeur, une charrue et un cultivateur rotatif à axe horizontal. Acquis au sein des GVA, ces équipements peuvent trouver leur intérêt (travail auprès de l'ensemble des agriculteurs du groupe permettant de minimiser les coûts de mécanisation). Ce niveau de mécanisation est toutefois bien différent de celui actuellement connu des membres des GVA qui disposent de petits matériels (débroussailleuses et tronçonneuses), nécessitant la mise en place d'un tractoriste. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur la fiabilité et les limites techniques de ces petits équipements (capacité de travail limitée, fragilité des équipements et faible stabilité sur des parcelles en pente).

Afin d'étoffer son parc matériel et mieux répondre aux sollicitations des agriculteurs, l'ADVA souhaite acquérir de nouveaux équipements en complément de la chaîne actuelle : 1 tracteur 4 roues motrices, une charrue à socs réversible, une herse rotative et une remorque surbaissée pour le transport du matériel. L'acquisition de cette deuxième chaîne implique la présence d'un deuxième tractoriste (technicien machinisme).

### ***3.4 Demandes des agriculteurs***

Les travaux agricoles les plus fréquemment demandés par les agriculteurs correspondent à des travaux pénibles ou demandant un fort investissement en temps (principal facteur limitant chez les agriculteurs généralement pluriactifs). Ils concernent plus particulièrement :

- L'aménagement des parcelles (défrichage, ...) ou la création de voies d'accès. Pour de nombreuses parcelles, l'opération d'aménagement constitue un préalable à toute mécanisation.
- Le broyage de la végétation avant mise en place d'une culture. Cette opération précède généralement un travail du sol mécanisé lorsque l'enherbement de la parcelle est trop important pour qu'une charrue puisse travailler directement.
- Le travail du sol par retournement à l'aide d'une charrue à socs (le travail du sol sans retournement est difficilement accepté par les agriculteurs).
- La reprise du labour, le plus souvent à l'aide d'un cultivateur rotatif à axe horizontal. La herse rotative, parfois utilisée par la DARTM semble également bien appréciée des agriculteurs.
- D'autres demandes plus ponctuelles concernent le sous-solage, la trouaison en vue d'une plantation de bananiers ou de fruitiers ou la réalisation de planches maraîchères.

## 4. Propositions d'organisation

Quel type d'organisation pourrait permettre d'améliorer le service aux d'agriculteurs sans pour autant entraîner de contraintes supplémentaires ? Quatre voies semblent possibles : le maintien et le renforcement des structures actuelles, la mise en place d'une entreprise de travaux agricoles (entreprise privée), la constitution d'une coopérative d'utilisation du matériel agricole, la gestion par projet.

### ***4.1 Le maintien et le renforcement des structures actuelles***

Nous l'avons vu dans les paragraphes précédents, les travaux réalisés sous forme de prestations de service, tant par la DARTM que par l'ADVA sont des formes d'intervention adaptées à Mayotte et appréciées par une majorité d'agriculteurs (dans ce schéma, l'agriculteur ne supporte en effet aucune contrainte technique ou économique de la mécanisation et se « limite » à payer une prestation). La principale limite à ce mode d'intervention est liée à l'absence de maîtrise par les agriculteurs de la date de réalisation des travaux et à l'absence de levier sur le processus en cas de retard important du prestataire de service. Dans une moindre mesure, une seconde limite souvent évoquée par les agriculteurs concerne la qualité des travaux.

L'amélioration des délais d'intervention auprès des agriculteurs est liée à deux facteurs principaux : la fiabilité des équipements et l'organisation des chantiers.

La fiabilité des équipements doit pouvoir être améliorée significativement par :

- un remisage de l'ensemble des engins dans un hangar bardé (moindre corrosion)
- la disponibilité d'outillages pour la réalisation de l'entretien quotidien, notamment un compresseur pour le soufflage des filtres, quelques clés, ...
- la disponibilité d'un atelier plus conséquent pour les réparations plus lourdes (atelier dédié aux engins agricoles)
- un stock de pièces détachées (pièces d'usure, courroies, filtres, ...)
- un raccourcissement des délais de commande et de livraison des pièces en cas de pannes. La « contractualisation » avec une entreprise en Europe spécialisée dans l'agrofourniture permettrait de raccourcir considérablement ces délais.

Dans un souci d'optimisation des coûts, une mutualisation du hangar pour le remisage des engins et de l'atelier paraît souhaitable. Cette mise en commun de l'atelier permettrait de pouvoir embaucher un mécanicien qui assurerait l'entretien et les réparations des agroéquipements pour l'ensemble des deux structures (partage des coûts au prorata des interventions, du nombre d'équipement, ...).

L'amélioration de l'efficacité des interventions, notamment en ce qui concerne les délais, passe par une amélioration de l'organisation à toutes les échelles :

- diminution des temps de transport par l'acquisition d'une remorque porte outils pour le déplacement simultané de l'ensemble des engins utilisés sur les chantiers d'une zone
- regroupement des chantiers par grande zone d'intervention (difficile à réaliser compte tenu du faible nombre d'agriculteurs sollicitant l'intervention des engins)
- parkage des outils dans la région d'intervention dans l'hypothèse de chantiers étalés sur plusieurs jours (se pose le problème du gardiennage des engins si ceux-ci ne sont pas remisés dans un lieu « sûr »)

- accords entre les deux structures actuelles pour limiter les interventions sur les mêmes zones au même moment. Ceci implique d'avoir un système de partage de l'information sur les chantiers à réaliser et une gestion partagée des plannings d'intervention
- possibilité pour les tractoristes de réaliser des journées de plus de 8 heures en cas de forte demande ou pour terminer un chantier dans une zone. Mise en place d'un système de récupération attractif du temps de travail, incitant le tractoriste à terminer le chantier.

Dans l'hypothèse d'un renforcement des structures actuelles, l'acquisition d'une chaîne par EFM et par l'ADEM se justifie pleinement et pourrait permettre d'améliorer la réactivité (réduction des délais entre la commande d'un travail mécanisé et sa réalisation). Là encore, une organisation commune entre les structures avec partage de l'information est à mettre en place, dans un souci d'optimisation et de réduction des coûts.

Dans ce schéma, il nous paraît indispensable que le mode de facturation des prestations soit identique pour chacune des structures (même si un prix différencié peut être source d'émulation). Ceci permet à chaque structure de ne pas entrer en concurrence avec une autre et ainsi éviter des interventions simultanées sur une même zone ou le risque d'inactivité de l'une d'entre elles.

Le maintien de structures actuelles implique une remise en état des parcs de la DARTM et de l'ADVA et l'acquisition de chaînes motorisées. Il implique également de mettre en place des règles de fonctionnement précises.

#### Mise en place d'une régie autonome en remplacement du service mécanoculture :

La gestion du matériel agricole par le biais d'une régie autonome pourrait permettre de poursuivre le « service public » actuellement réalisé par le service de mécanoculture tout en assurant une meilleure efficacité. La régie autonome est un établissement public qui reste sous le contrôle de la collectivité mais qui dispose de son propre conseil d'administration et d'un directeur. Son conseil vote le budget et fixe les prix des services. Ainsi, les prestations pourraient continuer à être effectuées à un prix abordable pour l'ensemble des agriculteurs avec une meilleure efficacité liée à l'autonomie de gestion.

De part l'autonomie qu'il procure par rapport au système actuel, ce mode de gestion doit permettre de réduire les temps d'immobilisation des engins, améliorant par là même la réactivité. En outre, la régie pourrait maintenir les emplois et les compétences accumulées depuis de nombreuses années au service mécanoculture.

## **4.2 La création d'une ETA**

La gestion des équipements par une entreprise de travaux agricoles (statut privé) pourrait permettre d'améliorer significativement l'efficacité globale de la mécanisation. Une entreprise privée est tenue de répondre aux attentes des clients, tant en terme de délais que d'un point de vue qualitatif, sous peine de perdre une partie de sa clientèle et voir son chiffre d'affaire diminuer fortement.

La principale contrainte de ce mode de gestion de la mécanisation est liée à la dispersion et la faible taille des chantiers à réaliser. Dans le cas de chantiers éloignés de la base et isolés (seul chantier à réaliser dans la zone), les frais d'approche peuvent dépasser le montant de la prestation facturée à l'agriculteur. Dans ce cas, l'entrepreneur n'a aucun intérêt à réaliser la prestation (et personne ne peut l'y obliger).

Pour limiter les frais d'approche, la solution consisterait à avoir du matériel réparti sur le territoire (3 bases par exemple) ou déplacer les équipements avec un camion. Dans le premier cas, les frais d'approche sont nettement réduits, mais les charges fixes deviennent très élevées en raison de la faible utilisation de chaque chaîne.

Dans la seconde hypothèse, l'entrepreneur peut réaliser l'ensemble des travaux au moyen d'une seule chaîne (minimisation des charges fixes) mais les charges de déplacement du matériel avec un camion sont très importantes.

Dans le contexte actuel, la solution d'une entreprise de travaux agricoles semble difficilement viable en raison des faibles surfaces à réaliser et de la dispersion des chantiers. Par ailleurs, cette solution ne permettra pas aux agriculteurs les « moins rentables » pour l'entreprise de bénéficier de prestations mécanisées.

Afin de limiter les contraintes soulevées ci-dessus, il pourrait être envisagé que quelques agriculteurs s'équipent avec une chaîne de mécanisation et réalisent des prestations auprès des agriculteurs de leur zone. Ce mode de mécanisation pourrait être intéressant, mais la réalisation de travaux à façon nécessite que l'agriculteur entrepreneur puisse dégager du temps, ce qui n'est pas toujours possible.

### **4.3 La mise en place d'une CUMA**

La gestion des équipements agricoles sous forme de CUMA constitue une voie intermédiaire entre les deux modes de gestion précédents. Les CUMA sont un type de coopératives de services qui mettent à la disposition des agriculteurs sociétaires les moyens nécessaires à leurs exploitations. Les CUMA ont largement favorisé l'accès à la mécanisation dans les régions de petites exploitations dans lesquelles le coût de la mécanisation individuelle la rendait inaccessible. Les CUMA permettent souvent d'initier des dynamiques de développement territorial. Elles permettent également aux agriculteurs d'utiliser un matériel performant dont l'investissement ne se justifierait pas sur une seule exploitation.

Peut être adhérent d'une CUMA toute personne physique ou morale ayant des intérêts agricoles (agriculteur individuel, GVA ou autre société agricole). Un nombre minimal de 4 personnes est nécessaire pour la constitution d'une CUMA. Le nombre maximum de sociétaires est limité par la capacité de travail des machines ou du personnel disponible. L'admission de nouveaux membres est soumise à l'accord du conseil d'administration. L'adhésion est donnée pour une période fixée par les statuts (généralement 7 exercices) au terme de laquelle le coopérateur peut se retirer. Il peut néanmoins le faire entre-temps en cas de force majeure. Les sociétaires doivent souscrire des parts du capital social et s'engager à utiliser les services de la coopérative.

Théoriquement, seuls les adhérents d'une CUMA peuvent bénéficier de ses services. Les textes prévoient néanmoins la possibilité que la CUMA travaille avec des tiers non

associés, qui sont des agriculteurs n'ayant pas souscrit de capital social, dans une proportion ne pouvant excéder le cinquième du chiffre d'affaire annuel.

Ce mode de gestion des équipements agricoles renforce l'implication des agriculteurs, dans le processus de mise en oeuvre et laisse augurer une meilleure efficacité de la prestation de service. Chaque adhérent dispose en effet d'une voix et participe de plein droit à la gestion, quel que soit le montant des parts qu'il a souscrit.

Les parts sociales souscrites par les adhérents ont une triple utilité : constitution de trésorerie pour la CUMA, création de capitaux propres, servant de garantie pour les banques dans le cas d'emprunt et engagement de chaque adhérent à l'égard des autres

Le fonctionnement de la CUMA est régi par des statuts à caractère juridique et homologués par arrêté du ministère d'agriculture (cf. annexes). Ces statuts impliquent des règles et une garantie pour les adhérents. Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration de la CUMA. Il précise certains points en complémentarité des statuts. Il détermine les droits et devoirs des associés ainsi que le matériel présent dans la coopérative. Il est signé par chaque membre de la CUMA.

Obligations administratives de la CUMA : la CUMA doit enregistrer toutes les opérations par mois dans un livre comptable et conserver toutes les pièces justificatives pour un éventuel contrôle. A la fin de chaque exercice annuel, la CUMA établit des documents de synthèse : le bilan, le compte de résultat et annexes. Ces comptes sont figurés dans un livre d'inventaire en fonction de la réglementation.

La CUMA est un moyen pour rendre la mécanisation accessible à tous, quelle que soit la surface de l'exploitation agricole. Elle permet de réduire les charges de mécanisation tout en assurant un travail de qualité dans des délais acceptables auprès des agriculteurs adhérents. Dans de nombreuses CUMA, les agriculteurs utilisent eux-mêmes le matériel acquis en commun, selon un planning défini.

Dans le contexte de Mayotte, ce schéma (où chaque agriculteur réaliserait lui-même les travaux sur ses parcelles) ne peut être envisagé, compte tenu de la faible expérience des agriculteurs dans le domaine de l'utilisation des outils agricoles. La CUMA devra alors, comme cela se passe généralement dans le cas de matériels spécialisés tel que des outils de récolte, embaucher un chauffeur qui effectuera les travaux chez chacun des agriculteurs membre de la CUMA.

Afin de ne pas reproduire les problèmes rencontrés par la DARTM ou l'ADVA, il nous semble indispensable de ne pas centraliser l'ensemble du matériel en une seule implantation géographique. Afin d'être plus réactif et assurer un service de proximité, nous suggérons de mettre en place trois chaînes de mécanisation réparties sur l'île : une au sud, une au centre et une dernière au nord. Chaque chaîne interviendra ainsi dans une aire relativement restreinte. Outre la rapidité d'intervention, ce schéma multi sites présente l'intérêt de limiter les déplacements sur route (réduction des coûts de fonctionnement et diminution des usures de pneumatiques). Dans un tel schéma où chaque région posséderait une chaîne, on peut raisonnablement faire l'hypothèse que les délais d'intervention ne devraient pas excéder une dizaine de jours (sauf incident climatique). Pour un bon fonctionnement, chacune des antennes doit pouvoir disposer d'un tractoriste ayant des compétences en mécanique et un équipement atelier minimal.

Il pourrait être imaginé que le service de mécanisation de l'ADVA intègre la CUMA ou soit à tout le moins fortement associé (mutualisation des hangars et de l'atelier, gestion globale de la mécanisation à l'échelle de Mayotte permettant de minimiser les charges). Dans ce schéma, EFM et l'ADEM pourraient également être intégrées à la CUMA.

Chacun des trois sites doit être pourvu d'un bâtiment bardé et fermé pour le remisage des matériels, condition indispensable pour une bonne longévité des équipements.

Nous proposons que le bâtiment situé au centre soit équipé d'un atelier central autonome permettant d'assurer l'entretien et les réparations courantes (démontage pièces, soudure...) Les deux autres sites doivent également disposer d'un équipement d'atelier minimal afin de réaliser l'entretien des engins et faire face à de petites réparations (boîte à outils, compresseur pour soufflage des filtres, ...). L'atelier central doit en outre avoir un stock de pièces détachées permettant de dépanner rapidement les trois chaînes (pour l'entretien, mais également pièces d'usure). Une autonomie minimale à ce niveau est un gage d'efficacité.

#### **4.4 La gestion par projet**

La gestion des équipements agricoles acquis par les différentes structures associatives (ADEM, EFM et ADVA) pourrait être faite sous forme de projet. Dans ce mode de gestion, les résultats sont comparés à des objectifs préalablement définis, en terme de surfaces à réaliser, nombre d'interventions, temps de travaux, ... Ces comparaisons, possibles grâce à l'utilisation d'outils de pilotage et de suivi, permettent d'éventuels réajustements, sont gages d'efficacité pour les structures prestataires de service et permettent une optimisation des moyens. Ce mode de gestion présente en outre l'intérêt d'une grande transparence vis-à-vis du bailleur de fonds.

### **5. Type et niveau de mécanisation**

Le choix d'un équipement agricole se raisonne en fonction de nombreux critères, parmi lesquels :

- la nature du travail à réaliser (fonction des besoins agronomiques de la culture, de la nature des sols, de l'état de surface de la parcelle, ...)
- l'importance des chantiers à effectuer (taille de la parcelle, de l'exploitation, surface totale à réaliser en fonction du temps disponible)
- la prise en compte d'un ensemble de contraintes (accessibilité aux parcelles (hauteur et largeur), obstacles sur la parcelle, travail en intercalaire ou sous abri (prise en compte du type d'abri), difficultés de maintenance, ...).

Le premier critère vise à définir un type d'équipement et une puissance minimale nécessaire et le second aide déterminer la taille des équipements (largeur des outils, puissance des cellules motrices, ...) en lien avec des rendements de chantiers. Le troisième critère va permettre de définir des gabarits (renvoyant à des types pour les cellules motrices (verger, vigneron, conventionnel, ...), des accessoires (cabine ou arceau de sécurité, ...) et asservissements, ...).

Le choix d'un équipement ne peut se raisonner en fonction d'un seul critère, sous peine de risquer d'acquérir des équipements totalement inadaptés aux besoins réels ou aux attentes des agriculteurs.

Les principales demandes actuelles des agriculteurs en matière de mécanisation concernent le broyage et le travail du sol, essentiellement dans le cadre de la mise en place de cultures maraîchères ou vivrières. D'autres demandes relatives à l'élevage concernent la mécanisation des cultures fourragères (mise en place, entretien des prairies, récolte des fourrages, ...). Si la mécanisation de la récolte fait appel à des équipements spécifiques, la mise en place des cultures fourragères peut être réalisée, du moins dans une première phase, avec le matériel de travail du sol présent sur l'île et utilisé pour les cultures vivrières ou maraîchères. Dans une deuxième phase, des matériels de semis direct ou de sur semis pourraient être introduits.

### **Définition de matériels potentiellement adaptés aux besoins actuels**

#### ***5.1 Matériel de travail profond du sol***

Le choix du type de matériel de travail du sol est fonction du type de travail à réaliser (lui-même fonction de la culture à mettre en place), de la nature du sol, .... Les trois principaux critères sont la profondeur de travail, le mélange des horizons et le degré d'émiettement souhaité. En fonction des besoins et de l'état de la parcelle (compaction, enherbement, ...), le travail du sol peut être envisagé par divers types d'outils :

- Pour un travail profond du sol : charrue, machine à bêcher, chisel, actisol
- Pour un travail plus superficiel, dans le cadre d'un travail minimum du sol : pulvérisateur à disques
- Pour une reprise de travail profond du sol : herse rotative, vibroculteur.

##### **5.1.1 Charrue**

Les entretiens que nous avons pu avoir avec différents acteurs font ressortir que le travail du sol par retournement est bien accepté par les agriculteurs. Ce type de travail



permet d'obtenir un horizon ameubli sur une profondeur d'une vingtaine de cm et un état de surface relativement propre.

En terme de travail du sol par retournement, deux outils pourraient être envisagés : la charrue à disques et la charrue à socs. Chacun de ces outils possède des caractéristiques particulières aboutissant à des qualités de travaux différentes. Bien que risquant de créer une zone de discontinuité (semelle de labour) en fonds de raie, la charrue à socs nous paraît mieux adaptée que la charrue à

disques. Cette dernière présente l'inconvénient de pénétrer avec difficulté lorsque le sol est trop dur ou que l'enherbement est trop important et de laisser un état de surface parfois très motteux. La charrue à soc permet de faire un labour dans des conditions qui ne seraient pas favorables aux autres outils.

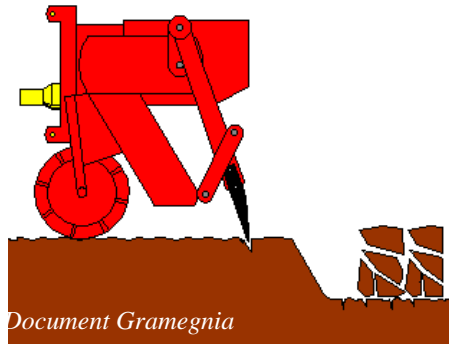
Compte tenu du risque de rencontrer des cailloux ou des souches dans le sous sol, nous préconisons l'acquisition d'une charrue avec sécurité non stop mécanique (remise en position automatique du corps après le passage de l'obstacle).

Afin de limiter les temps de travaux et d'effectuer un retournement de la terre dans un

seul sens, nous préconisons une charrue réversible.

L'utilisation de la charrue ne doit pas être systématisée mais doit répondre à un besoin agronomique réel. Si les cultures maraîchères nécessitent d'avoir un horizon ameubli sur une profondeur d'une vingtaine de cm, la mise en place d'une prairie de graminées ne nécessite pas impérativement le passage d'une charrue, sauf cas particuliers.

### 5.1.2 Machine à bêcher



La rotobêche (machine à bêcher) constitue une alternative au labour. Cet outil animé par la prise de force du tracteur permet d'effectuer un travail du sol sur une profondeur pouvant aller jusqu'à 30 cm. La rotobêche fonctionne selon le même principe que la bêche manuelle. Comparativement à la charrue, la rotobêche présente l'intérêt de ne pas créer de zones de lissage en fonds de raie et de laisser un état de surface plus plat (reprise plus facile). De part le mode d'action des bêches, cet outil ne peut cependant être utilisé que sur des sols exempts de pierres ou

souches. Les rendements de chantier sont sensiblement voisins de ceux du labour avec une charrue : pour une puissance identique, la largeur de travail est supérieure mais vitesse d'avancement moindre.

### 5.1.3 Chisel

Le chisel fait partie du parc matériel de la DARTM. Malgré ces capacités de travail, cet



outil n'est que très rarement utilisé en raison du refus des agriculteurs (pas de retournement de la terre entraînant une apparence de non travail du sol). Le chisel permet de réaliser un travail du sol sur une profondeur voisine de celle de la charrue. Si le sol n'est pas trop humide lors de l'intervention, le travail des dents permet d'assurer un bon éclatement du sol.

Une reprise par un cultivateur rotatif à axe horizontal ou une herse rotative permet d'obtenir une préparation compatible avec les besoins des cultures maraîchères. Cet outil présente deux avantages par rapport à la charrue : meilleur rendement de chantier et absence de zone de lissage de fonds de travail. Les puissances nécessaires sont toutefois importantes.

### 5.1.4 Actisol

L'actisol est un cultivateur à dents rigides montées sur ressorts (famille des tillers). Cet outil permet de réaliser un travail du sol sans retournement sur une profondeur d'une vingtaine de cm. L'actisol peut être équipé de socs patte d'oie permettant de sectionner en sous sol, à l'image d'un soc de charrue, l'ensemble des racines. Son travail peut donc être assimilé à





celui d'un chisel (travail du sol sans retournement) et d'une charrue (section des racines). Comme pour le chisel, une reprise avec un cultivateur rotatif à axe horizontal ou une herse rotative permet d'obtenir un lit de semence de qualité.

Le chisel et l'actisol permettent de réaliser un travail du sol sur une profondeur voisine de 20 cm sans bouleversement des horizons, avec des rendements de chantier nettement supérieurs à ceux de la charrue.

## **5.2 Pulvériseur à disques : travail minimum ou reprise**

Il existe sur le marché deux grands types de pulvérisateurs à disques, fonction de la liaison tracteur outils : les pulvérisateurs portés sur le relevage hydraulique et les pulvérisateurs traînés ou autoportés. Pour chacune des deux catégories précédentes, les pulvérisateurs peuvent être du type « en V » ou tandem. Enfin, ils peuvent être équipés de disques lisses ou crénelés (le plus souvent les deux types de disques sont présents sur le pulvérisateur, soit un type par train, soit en alternance sur le même train).

Les pulvérisateurs à disques permettent de réaliser un travail du sol sans labour préalable ou une reprise de travail du sol (labour, décompactage, ...). Leur efficacité est fonction du type de disque mais surtout du poids par disque. Ce dernier paramètre conditionne le niveau de pénétration dans le sol et détermine la profondeur de travail.



*Doc. Razol*

de sol dur (difficulté de pénétration). Ils peuvent en revanche s'avérer être de bons outils de reprise (travail superficiel), surtout après un travail du sol avec le chisel ou l'actisol.

Les pulvérisateurs portés présentent l'intérêt de la maniabilité et de leur adaptation à des parcelles de surface réduite.

Leur principale limite réside dans leur capacité de travail en lien avec leur poids et le diamètre des disques. Le poids par disque maximal est de l'ordre 40 kg pour des diamètres de disque de 610 mm. Ce faible poids les rend difficilement utilisables sur sol enherbé ou dans des conditions



*Doc. Quivigne*

Les pulvérisateurs autoportés ont un poids par disque supérieur au type précédent (poids de l'ordre de 90 kg) permettant d'obtenir une meilleure pénétration et les rendant moins sensibles à la présence d'herbe ou de résidus de végétaux (broyés ou entiers) sur le sol. A l'instar du modèle précédent, ce type de pulvérisateur peut être utilisé pour la reprise d'un travail du sol (bon émiettement).

Ce type de pulvérisateur est toutefois moins bien adapté au petit parcellaire (moindre maniabilité) que le modèle précédent en raison de son mode de liaison tracteur outil et de sa longueur (nécessite plus d'espace pour tourner en bout de parcelle).

## 5.3 Outils de reprise

### 5.3.1 Herse rotative

La reprise des labours s'effectue traditionnellement à Mayotte à l'aide d'un cultivateur rotatif à axe horizontal (« Rotavator »). Cet outil présente l'intérêt de réaliser un bon émiettement de la terre tout en assurant un bon mélange. Son principal défaut réside, lorsqu'il est équipé de bèches coudées, dans le risque de création d'une zone de discontinuité, préjudiciable à un bon enracinement et aux flux hydriques. Pour la reprise des labours, nous préconisons l'acquisition d'une herse rotative (axe vertical). Ce type de herse permet un bon émiettement du sol sans création d'une zone de lissage. Nous préconisons d'acquérir une herse renforcée (boîtier renforcé) munie d'un rouleau arrière.



### 5.3.2 Vibroculteur

Le vibroculteur (cultivateur à dents souples) est un excellent outil de reprise de labour qui demande peu de puissance. Il s'avère efficace sur des terrains faiblement enherbés et assez friables. Un mauvais enfouissement de l'herbe au moment du labour peut être source de nombreux bourrages. Afin de limiter ces bourrages, nous suggérons le montage de dents vibrantes droites, moins « agressives » que les dents de vibroculteur montées d'origine. La présence d'un rouleau arrière permet d'obtenir un état de surface bien plat et permet un contrôle de la profondeur.

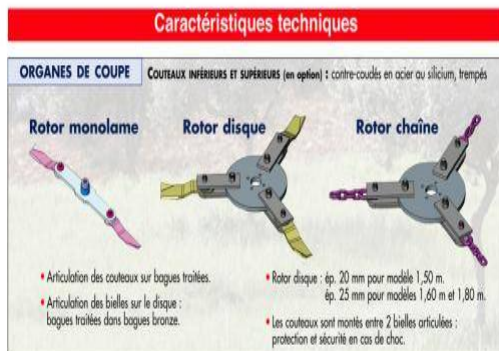


## 5.4 Broyeur de végétaux

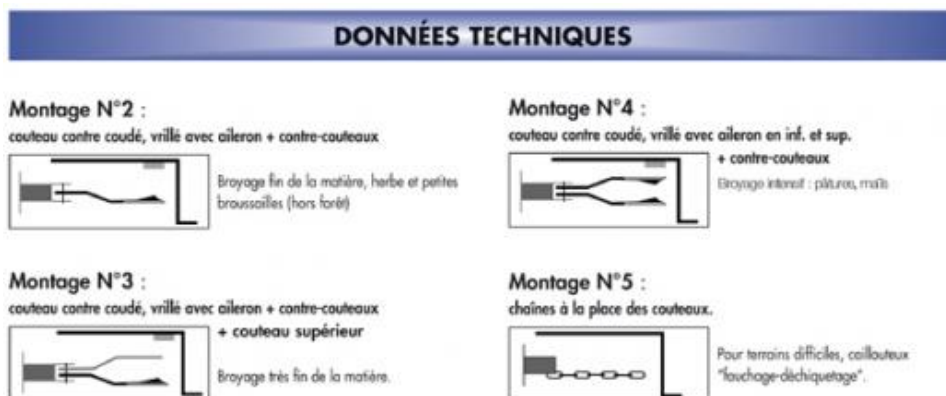
Deux grands types de broyeurs existent sur le marché : les broyeurs à axe horizontal et les broyeurs à axe vertical. Comparativement, les broyeurs à axe horizontal permettent un broyage plus fin de la végétation que ceux à axe vertical mais sont nettement plus sensibles à l'état de surface de la parcelle (cailloux, chicots, ...) et la puissance absorbée est nettement supérieure. De plus les coûts d'investissement et de fonctionnement des broyeurs à axe horizontal sont nettement plus élevés que ceux d'un axe vertical.



Suivant les marques, trois gammes de broyeurs existent : légère, moyenne et renforcée. La première gamme convient pour des broyages de résidus de récolte ou de jachères. A l'opposé, la gamme lourde est utilisée pour la réduction de végétation ligneuse (tôles renforcées, boîtier surdimensionné, ...). Compte tenu de la végétation à réduire et de l'état de surface des parcelles, nous préconisons l'acquisition d'un broyeur de la gamme intermédiaire (tôles renforcées par rapport à la gamme légère et boîtier plus robuste, mais nécessitant une moindre puissance que les broyeurs type forestier).



Ces broyeurs peuvent être équipés de lames ou de chaînes. Les chaînes sont mieux adaptées aux situations difficiles (présence de chicots ou de pierres) que les lames (moins de risque de casse). En revanche, les lames permettent une meilleure réduction de la végétation que les chaînes. Nous suggérons d'acquérir les deux organes de coupe pour chacun des broyeurs. Le système à deux couteaux par lame permet une meilleure réduction de la végétation que les systèmes à lame classique.



Document Desvoys

## 5.5 Remorque porte outils



Ce type de remorque d'une longueur supérieure à 4,5 mètres et d'une charge utile de plus de 4 tonnes permet un chargement facile des outils agricoles et leur transport. La position haute est assurée par 2 vérins simple effet et la sécurité pendant le transport est assurée par blocage d'un faux vérin. Le plancher est en bois. Pour cette remorque, la garde au sol est de 20 cm.

## 5.6 Cellule motrice

Une puissance de l'ordre de 60 ch. nous paraît adaptée pour satisfaire les besoins des travaux chez les agriculteurs. Les tracteurs de cette gamme de puissance sont relativement compacts et mieux adaptés au petit parcellaire communément rencontré à Mayotte que des tracteurs de puissance supérieure.



*Doc. Kubota*

Ce niveau de puissance peut néanmoins s'avérer limite pour la traction du chisel ou d'une rotobutteuse.

Nous préconisons l'acquisition de tracteurs possédant le moins d'asservissements électroniques possibles (toujours sources de problèmes, souvent insolubles par des non spécialistes ou ne disposant pas des systèmes de diagnostic adéquat).

Outre le risque de pannes accru par les conditions climatiques, les pilotages électroniques s'avèrent souvent d'une utilisation plus compliquée (bien que plus précise) que des commandes mécaniques ou hydrauliques.

Compte tenu des pentes sur lesquelles le tracteur sera amené à évoluer et des outils utilisés, le choix d'un double pont moteur se justifie pleinement.

## 5.7 Autres équipements

Afin de mieux répondre aux attentes des agriculteurs, les différentes structures de mécanisation pourraient se doter de petits matériels qu'elles pourraient mettre à disposition des agriculteurs : débroussailleuse, tronçonneuse, motoculteur équipé d'une fraise, broyeur de végétaux, ... . Ces matériels pourraient être loués à la journée aux agriculteurs qui en font la demande.



Ce type de matériel nécessite impérativement la présence d'un mécanicien (ou chauffeur mécanicien) au sein de la structure qui le propose et la mise en place de règles précises pour éviter toute dérive.

Nous n'avons pas proposé de remorque dans la liste des équipements en raison des possibilités qui existent par ailleurs concernant le transport (par voiture notamment) et des difficultés liées au mode de gestion que nous suggérons. Il nous semble en effet qu'un mode de gestion par ETA, association, régie ou CUMA n'est pas très opérationnel pour le transport, cette opération se réalisant au quotidien en fonction des besoins.

Dans le cas d'une mécanisation individuelle (tracteur ou motoculteur), une remorque peut en revanche tout à fait se justifier.

## 5.8 Acquisition ultérieures

En fonction de l'évolution des demandes des agriculteurs, la structure de mécanisation pourra se doter au fil du temps de nouveaux équipements :

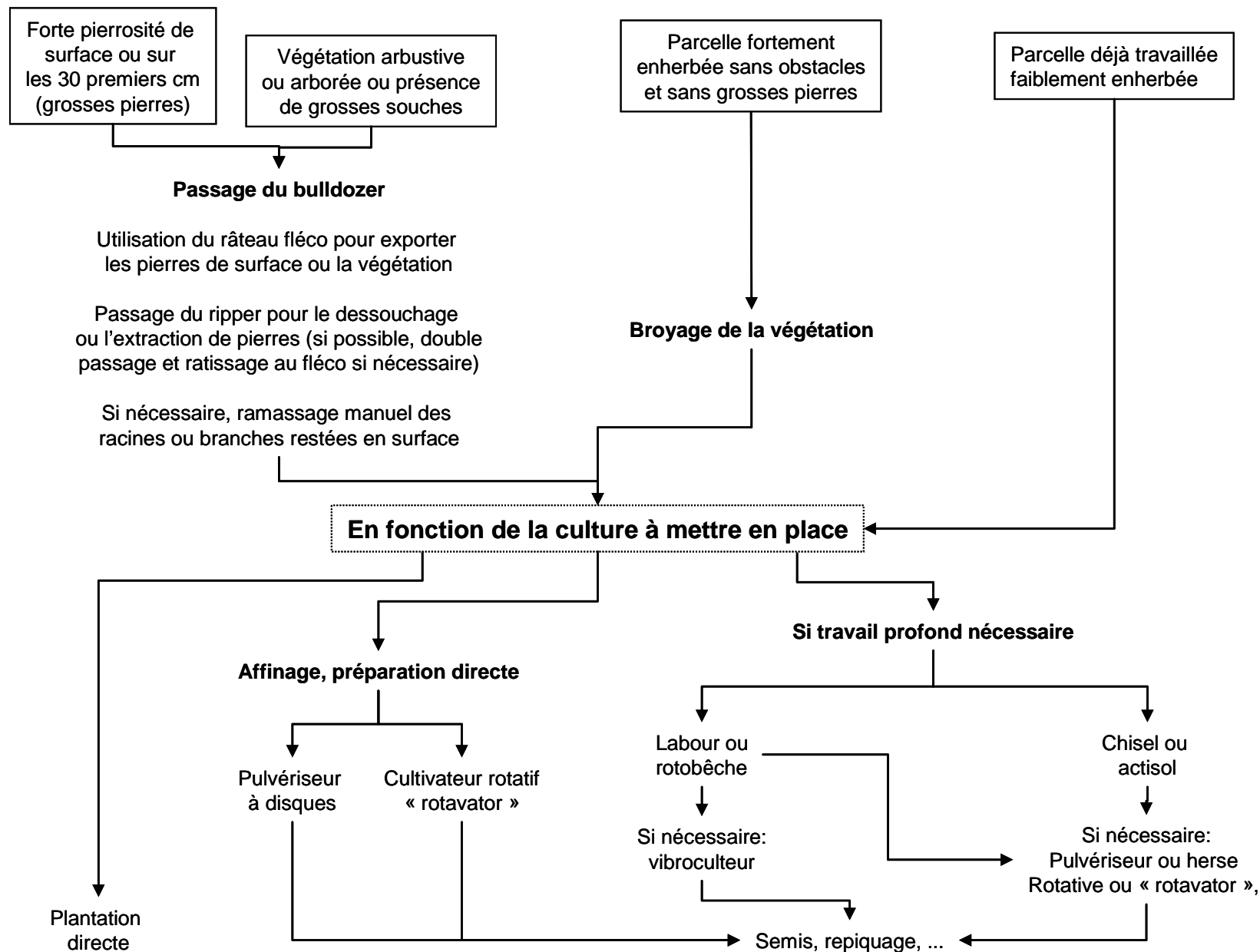
- Matériels spécialisés pour les cultures maraîchères : butteuse animée par prise de force pour la réalisation de planches, ... (puissance nécessaire de l'ordre de 70 ch.)
- Matériel spécifiques pour la mise en place de cultures fourragères (semoir semis direct ou semoir pour sur semis, rouleau, ...). Les semoirs semis direct nécessitent des niveaux de puissance supérieurs à ceux proposés plus haut.
- Matériels de récolte des fourrages (broyeurs de cannes fourragères, ensileuse, presse à balle ronde, enrubanneuse, ...)
- Tracteur de type montagne (AEBI par exemple pour l'entretien des parcelles, la fertilisation ou la récolte sur des zones à forte pente).

### **5.9 Successions d'outils envisageables (travail du sol)**

Le tableau ci-dessous indique les successions d'outils possibles. Si une préparation fine ne s'avère pas nécessaire, seul un travail profond sera réalisé. Par ailleurs, dans le cas de sols peu compacts, l'utilisation d'un outil de reprise ou un motoculteur peuvent s'avérer suffisants.

<b>Travail du sol</b>	<b>Reprise</b>
Charrue à socs	Vibroculteur ou Herse rotative
Machine à bêcher	ou motoculteur équipé de fraises
Chisel ou actisol	Pulvériseur à disques ou Herse rotative La reprise au motoculteur peut être envisagée mais peut s'avérer difficile si le sol est enherbé (enroulement des herbes autour de l'axe de la fraise et difficultés de pénétration) ou trop motteux.
Pulvériseur à disques	Deuxième passage de pulvériseur si nécessaire. Un travail de meilleure qualité est obtenu en faisant un deuxième passage croisé (mini 30° par rapport au premier passage). Très difficile cependant à réaliser sur petites parcelles.

## *Itinéraires en fonction de l'état de la parcelle et des besoins*





## 6. Coûts prévisionnels d'utilisation des équipements

Les calculs de coûts prévisionnels ont été établis pour la charrue, la herse rotative et le broyeur à végétaux :

- Sur la base de trois niveaux de surfaces travaillées par chacune des chaînes : 20 ha, 30 ha et 40 ha.
- La valeur d'acquisition a été estimée à partir des prix clients métropole additionnés d'un coefficient (frais d'approches, taxes, ...)
- Amortissement de 5 ans (eu égard la sévérité des conditions) de type linéaire (valeur résiduelle =0) et un taux d'intérêt de 4 %.
- Les temps de travaux estimatifs sont de 4 h/ha pour le broyage, 7 h/ha pour le labour et 5 h/ha pour la reprise à la herse rotative. Ces temps sont inférieurs à ceux constatés aujourd'hui, mais sont des objectifs à atteindre.

Prix estimatif des matériels rendus Mayotte :

➤ Tracteur 60 cv sans cabine à plateforme de conduite :	42 000 €
➤ Charrue bisocs réversible 14" sécurité mécanique :	7 000 €
➤ Herse animée de 2 m à axe vertical avec rouleau :	8 200 €
➤ Broyeur à axe vertical :	3 100 €
<b>Total investissement par chaîne</b>	<b>60 300 €</b>

Coût de la main d'œuvre salariée :

➤ Main d'oeuvre tractoriste annuelle : 1200 € x 12	14 400 €
--	----------

### 6.1 Coût d'utilisation du tracteur de 60 cv

#### 6.1.1 Charges fixes annuelles :

➤ Amortissement (VA/5 ans)	42000 / 5 :	8 400 €
➤ Intérêt du capital (VA/2 x 0,04	42000/2 x 0.04 :	840 €
➤ Assurance remisage (VA x 0.01)	42000 x 0.01 :	420 €
<b>Total charges fixes annuelles</b>		<b>9 660 €</b>

#### 6.1.2 Charges variables/heure de fonctionnement:

➤ Entretien réparations (VA x 0.0045 %)	1,89 €
➤ Carburant :	10 €
➤ Lubrifiant : 10 litres x 2.6 € / 150	0,17 €
➤ Pneus	1,30 €
<b>Total charges proportionnelles / heure de travail</b>	<b>13,36 €</b>

La consommation de carburant peut paraître relativement élevée par rapport à la puissance, mais elle intègre la consommation hors chantier (déplacements sur route).

De la même façon, les charges en pneumatiques peuvent paraître surévaluées, mais les

déplacements sur route sont importants et les risques de détérioration dans la parcelle sont loin d'être négligeables (chicots).

### **6.1.3 Coût d'utilisation du tracteur**

Le coût d'utilisation du tracteur est fonction du nombre d'heures effectif (fonction de la surface réalisée et de l'outil utilisé). En considérant un travail de broyage, labour et reprise sur chaque parcelle, le nombre d'heures total d'utilisation du tracteur serait de 320 h pour une surface travaillée de 20 ha, de 480 h pour une surface de 30 ha et de 640 h pour une surface de 40 ha. Dans ces conditions, le coût horaire du tracteur, (hors main d'œuvre), varierait de 28,45 €/h pour une surface de 40 ha, à 43,55€/h pour une surface de 20 ha et serait de 33,5 €/h pour une surface de 30 ha

## ***6.2 Coût d'utilisation d'une charrue bisocs réversible***

### **6.2.1 Charges fixes annuelles :**

➤ Amortissement (VA/5 ans)	1 400 €
➤ Intérêt du capital (VA/2 x 0,04)	140 €
➤ Assurance remisage (VA x 0.01)	70 €
<b>Total charges fixes annuelles</b>	<b>1 610 €</b>

### **6.2.2 Charges variables/heure de fonctionnement:**

➤ Entretien réparations (VA x 0.04%)	2,8 €
<b>Total charges proportionnelles</b>	<b>2,8 €</b>

## ***6.3 Coût d'utilisation d'une herse rotative***

### **6.3.1 Charges fixes annuelles :**

➤ Amortissement (VA/5 ans)	1 640 €
➤ Intérêt du capital (VA/2 x 0,04)	164 €
➤ Assurance remisage (VA x 0.01)	82 €
<b>Total charges fixes annuelles</b>	<b>1 886 €</b>

### **6.3.2 Charges variables/heure de fonctionnement:**

➤ Entretien réparations (VA x 0.04%)	5,74 €
<b>Total charges proportionnelles</b>	<b>5,74 €</b>

## ***6.4 Coût d'utilisation d'un broyeur à axe vertical***

### **6.4.1 Charges fixes annuelles :**

➤ Amortissement (VA/5 ans)	620 €
➤ Intérêt du capital (VA/2 x 0,04)	62 €
➤ Assurance remisage (VA x 0.01)	31 €
<b>Total charges fixes annuelles</b>	<b>713 €</b>



#### 6.4.2 Charges variables/heure de fonctionnement:

➤ Entretien réparations (VA x 0.04%)	1,24 €
<b>Total charges proportionnelles</b>	<b>1,24 €</b>

#### 6.5 Coût d'utilisation pour 30 hectares

Base de 480 heures de travail tracteur effectif/an

	Tracteur	Broyeur	Charrue	Herse
Charges fixes/an	9660	620	1610	1886
Charges proportionnelles (€/h)	13,36	1,24	2.8	5.74
Temps de travaux (h/ha)		4 heures	7 heures	5 h
Coût unitaire/heures	33,5	6,41	10,5	18,31

Coût outil + traction	€/heure		39,9	44	51,81
	€/hectare		159,64	308	259

Coût outil + Traction + MO	€/heure		69,9	74	81,81
	€/hectare		279,6	518	409

#### 6.6 Coût d'utilisation pour 20 hectares

Base de 320 heures de travail tracteur effectif/an

	Tracteur	Broyeur	Charrue	Herse
Charges fixes/an	9660	620	1610	1886
Charges proportionnelles (€/h)	13,36	1,24	2.8	5.74
Temps de travaux (h/ha)		4 heures	7 heures	5 h
Coût unitaire/heures	43,55	9	14,3	24,6

Coût outil + traction	€/heure		52,55	57,85	68,15
	€/hectare		210,2	404,95	340,75

Coût outil + Traction + MO	€/heure		97,55	102,85	113,15
	€/hectare		390,2	719,95	565,65

## 6.7 Coût d'utilisation pour 40 hectares

Base de 640 heures de travail tracteur effectif/an

	Tracteur	Broyeur	Charrue	Herse
Charges fixes/an	9660	620	1610	1886
Charges proportionnelles (€/h)	13,36	1,24	2.8	5.74
Temps de travaux (h/ha)		4 heures	7 heures	5 h
Coût unitaire/heures	28,45	5,12	8,55	15,17

Coût outil + traction	€/heure		33,57	37	43,62
	€/hectare		124,28	259	218,1

Coût outil + Traction + MO	€/heure		56,07	59,5	66,12
	€/hectare		224,28	416,5	330,6

## 6.8 Comparatif des coûts des prestations

### 6.8.1 Service mécanoculture de la DARTM

Travail	Montant facturé	Coût réel
Bull	22,87€/h	76,23 €/h
Labour (charrue)	91,87€/ha	306,23 €/ha
Reprise du labour au cultivateur rotatif à axe horizontal	91,87€/ha	306,23 €/ha
Broyage avec un broyeur à axe vertical (lames ou chaînes)	60,90€/ha	203 €/ha

Les montants facturés à l'agriculteur ne représentent que 30% du prix réel (prix subventionnés à hauteur de 70% selon Mr Fayoune).

### 6.8.2 ADVA

Contrairement à la DARTM, l'ADVA facture au temps de travail effectif et intègre les temps de déplacements. Les temps de travaux moyens indiqués par l'ADVA sont de :

- Labour : 12 h/ha, variant de 8 à 14 heures
- Broyage : 7 h/ha
- Reprise rotavator : 8 h/ha, variant de 6 à 11 heures
- Reprise vibroculteur : 3 h/ha

Labour (charrue)	18 €/h	216 €/ha
Travail du sol sans retournement (chisel)	18 €/h	
Reprise du labour au cultivateur rotatif à axe horizontal	18 €/h	144 €/ha
Reprise de labour (vibroculteur)	12 €/h	36 €/ha
Broyage avec un broyeur à axe vertical (lames ou chaînes)	18 €/h	126 €/ha
Déplacement routier (temps A/R entre l'ADVA et le chantier)	7 €/h	20 €/ha (difficile à estimer)

### 6.8.3 Matériel proposé

***Calcul des coûts intégrant l'ensemble des charges y compris le y tractoriste payé à temps plein***

	Surface annuellement réalisée par chaque chaîne		
Travaux	20 ha	30 ha	40 ha
Labour (charrue)	720 €/ha	518 €/ha	416 €/ha
Reprise du labour à la herse rotative	566 €/ha	409 €/ha	331 €/ha
Broyage	390 €/ha	279 €/ha	224 €/ha

Les coûts réels des interventions mécanisées tels que définis dans le rapport sont supérieurs aux montants actuellement payés par les agriculteurs, mais ces coûts intègrent l'ensemble des charges, y compris l'amortissement du matériel et le salaire du tractoriste (base de 14 400€/an) ainsi que les frais d'approche jusqu'à la parcelle.

***Calcul des coûts incluant l'ensemble des charges sauf l'amortissement du matériel avec le tractoriste payé à temps plein***

	Surface réalisée annuellement					
Travaux	20 ha		30 ha		40 ha	
Charrue	66,5 €/h	464 €/ha	49,5 €/h	346 €/ha	42 €/h	294 €/ha
Herse rotative	70,5 €/h	352 €/ha	53,5 €/h	267 €/ha	45 €/h	180 €/ha
Broyeur	63,5 €/h	254 €/ha	47,5 €/h	190 €/ha	39 €/h	156 €/ha

**Calcul des coûts avec amortissement du matériel et tractoriste payé à la tâche (base de calcul : 6,5 €/h)**

	Surface réalisée annuellement					
Travaux	20 ha		30 ha		40 ha	
Charrue	68,6 €/h	480 €/ha	54,5 €/h	382 €/ha	47,4 €/h	331 €/ha
Herse rotative	78,9 €/h	395 €/ha	62,3 €/h	311 €/ha	54 €/h	270 €/ha
Broyeur	63,3 €/h	253 €/ha	50,4 €/h	202 €/ha	43,9 €/h	175 €/ha

**Calcul des coûts sans amortissement et avec tractoriste payé à la tâche (base de calcul : 6,5 €/h)**

	Surface réalisée annuellement					
Travaux	20 ha		30 ha		40 ha	
Charrue	32,1 €/h	225 €/ha	30,3 €/h	212 €/ha	29,2 €/h	205 €/ha
Herse rotative	36,2 €/h	181 €/ha	34 €/h	170 €/ha	32,8 €/h	164 €/ha
Broyeur	29 €/h	116 €/ha	27,7 €/h	111 €/ha	26,9 €/h	108 €/ha

Afin de rendre la mécanisation accessible au plus grand nombre et dans des conditions identiques quelle que soit la structure qui effectue la prestation, nous recommandons une homogénéisation des prix d'intervention. Cette harmonisation des prix est gage d'une efficacité globale de la mécanisation (non concurrence mais complémentarité entre les structures prestataires). Compte tenu des coûts réels des travaux mécanisés, la mise en place d'un système de subventions des prix semble nécessaire. Cette subvention des prix des travaux agricoles mécanisés permettrait d'avoir des niveaux de prix acceptables par les agriculteurs et d'assurer le fonctionnement sur le long terme des équipements pour les diverses structures prestataires de services.

## 7. Mode de gestion

### 7.1 Organisation générale

Compte tenu de la structure des exploitations agricoles et des risques économiques pour un privé, une gestion de la mécanisation par les associations en place (sous forme de CUMA, projet mécanisation, ...) et (ou) une régie de travaux paraît fonctionnelle.

Dans l'hypothèse d'une gestion par CUMA ou projet, plusieurs schémas peuvent être envisagés, parmi lesquels :

- une localisation des équipements sur trois sites afin de minimiser les délais d'intervention (acquisition de trois chaînes gérées par la CUMA ou le projet). Un tractoriste mécanicien serait affecté dans chacune des trois bases. Chaque tractoriste aurait la responsabilité du parc matériel auquel il serait rattaché.
- L'intégration des associations (EFM, ADVA et ADEM) au sein de la CUMA ou du projet, chacune d'entre elles intervenant préférentiellement sur un territoire défini

afin de limiter les déplacements (matériel polyvalent pour chacune des structures) ou effectuant des travaux spécifiques sur l'ensemble du territoire. Dans cette hypothèse, l'ADVA pourrait avoir une chaîne « généraliste », l'ADEM un équipement plus spécialisé pour les besoins de l'élevage et EFM des matériels plus ciblés sur les besoins des cultures maraîchères ou fruitières. Ces trois entités travailleraient aux côtés de la cellule mécanisation de la DARTM.

Un responsable « mécanisation » aura en charge la gestion globale de la CUMA (gestion financière, organisation des chantiers et la réalisation de plannings, commandes de pièces détachées, ...). En sus de ces fonctions, il assurera, au moins dans une première phase, l'accompagnement et la formation des tractoristes. Il réalisera également des visites de chantiers en vue d'une amélioration des prestations. A partir des données de suivi de chantiers, il aura en charge d'affiner les coûts des prestations de service (intégrant notamment les déplacements entre chantiers).

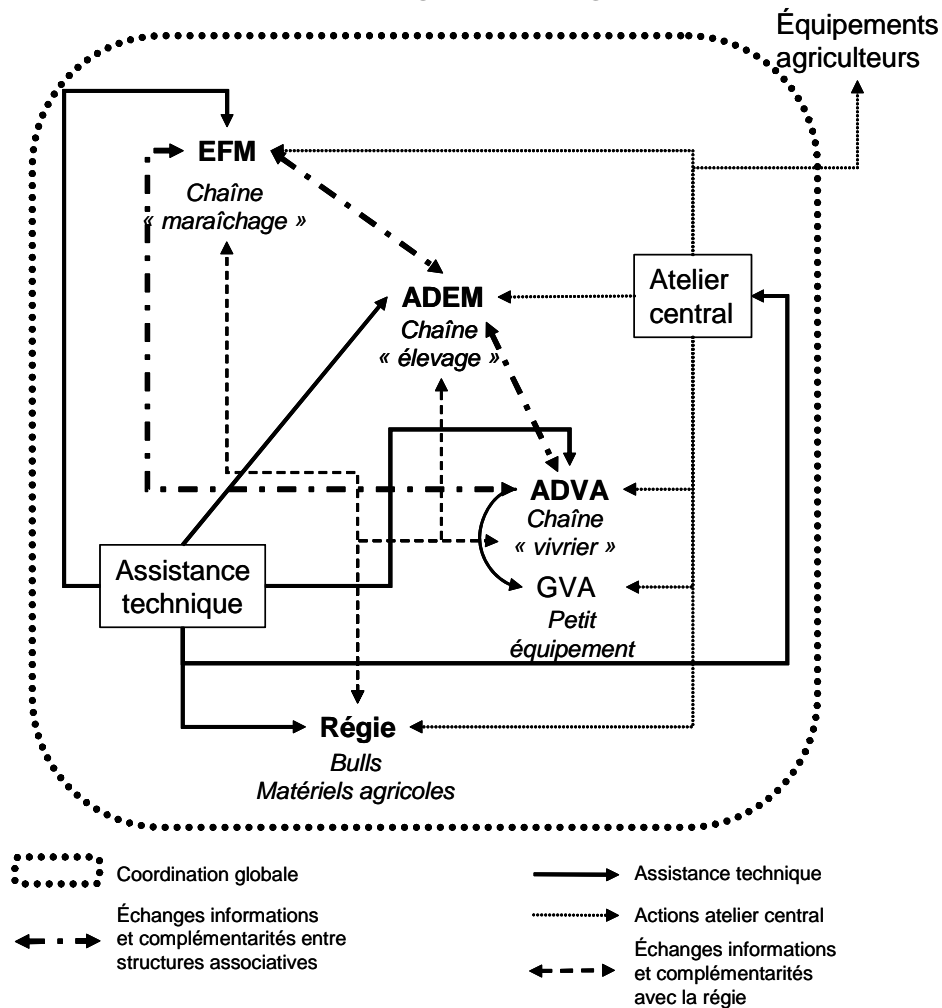
Une visite préalable des chantiers sera assurée par les tractoristes ou par le responsable mécanisation. Cette visite a pour but :

- d'identifier la parcelle et la demande,
- de voir l'accessibilité et la faisabilité du chantier
- d'identifier l'outil le mieux approprié pour répondre aux attentes de l'agriculteur (y compris un travail lourd au bull avant le passage des engins agricoles)
- de mesurer la parcelle et établir la facture
- de faire signer un devis à l'agriculteur (accord sur opérations mécaniques, surface à réaliser et montant à payer)

Cette opération de visite de chantiers est indispensable. Aucun chantier ne peut être effectué sans visite préalable de la parcelle et accord écrit de l'agriculteur (signature de l'engagement).

Dans l'hypothèse d'une gestion par une régie de travaux agricoles, nous suggérons, afin de limiter les déplacements des engins, que le matériel puisse être stocké au sud et au nord (la base restant à Coconi). Dans cette hypothèse, les associations représentées par l'ADEM, l'ADVA et EFM pourraient acquérir des équipements spécifiques (élevage, vivrier et maraîchage) pour satisfaire les demandes de leurs adhérents et intervenir, à la demande, auprès d'autres agriculteurs. Afin d'optimiser l'utilisation des équipements et améliorer l'efficacité globale de la mécanisation, il nous semble nécessaire qu'il y ait une coordination globale de la mécanisation (partage de l'information, unicité des prix, mutualisation de certains service, notamment en ce qui concerne la maintenance des engins, ...).

### Proposition d'un schéma d'organisation globale de la mécanisation



### 7.2 Suivi des chantiers

Pour assurer le suivi des chantiers, une fiche sera systématiquement remplie par le tractoriste. Elle indiquera :

- A partir de l'horamètre du tracteur : l'heure de départ du tracteur du lieu de remisage, l'heure d'arrivée sur la parcelle, l'heure de début de chantier, l'heure de fin de chantier, l'heure d'arrivée au nouveau point (parcelle ou garage).
- Le lieu de travail, le nom du client
- L'outil utilisé
- L'état de la parcelle avant travail, sa surface
- Les difficultés rencontrées, l'appréciation qualitative du travail réalisé

Ces données permettront au responsable mécanisation de réaliser des calculs notamment les temps moyens d'intervention en fonction des chantiers ainsi que les temps de déplacement. Ces données réelles serviront de base pour l'ajustement éventuel des coûts des prestations et permettront d'identifier des systèmes mécanisés adaptés aux différents besoins.

### ***7.3 Mode de facturation des prestations***

Deux modes de facturation des travaux agricoles peuvent être envisagés : à la surface ou au temps de travail effectif

1. A la surface : facturation forfaitaire. Ce mode de facturation est celui qui devrait présenter le moins de contestations de la part des agriculteurs et qui sera le plus simple à gérer pour les prestataires de service. Pratiquement, la surface de la parcelle est mesurée avec précision avant la réalisation de la prestation de service à l'aide d'un topo fil, en présence de l'agriculteur. Cette surface sert de base à l'établissement du coût de la prestation (fonction de l'outil utilisé). L'agriculteur donne son accord en signant le bon de commande et paie le montant de la facture avant la réalisation des travaux (déclenchement des travaux dans un délai maximal d'une quinzaine de jours après le règlement de la facture). Ce mode de facturation présente l'inconvénient de ne pas intégrer la réalité de la parcelle. Ramené à l'unité de surface, les coûts des travaux seront en effet identiques quels que soient l'état de surface de la parcelle (présence d'obstacles, de pierres, ...), sa taille ou sa pente.
2. Au temps de travail effectif : facturation sur une base réelle. Ce mode de facturation ne peut intervenir qu'après la réalisation des travaux. Elle se base sur les temps de travaux réellement mesurés pour la réalisation des travaux. Ce mode de facturation est plus « juste » dans la mesure où il intègre les caractéristiques de la parcelle, mais présente l'inconvénient majeur de pouvoir être contesté par l'agriculteur si ce dernier n'est pas présent sur le chantier au moment de la réalisation des travaux. L'autre limite est liée au chauffeur : en fonction de l'expérience ou de l'habileté des chauffeurs, les temps de travaux peuvent varier, pour un même chantier, dans de grandes proportions. Enfin, l'agriculteur peut être tenté de faire marcher le chauffeur plus vite sur un chantier afin de limiter le coût de la prestation (risques de détérioration des équipements). La dernière limite et non des moindres est liée au règlement à posteriori : plusieurs relances peuvent être nécessaires avant que le règlement ne soit effectif, occasionnant une perte de temps au niveau des services administratifs, voire des pertes en cas de non paiement des factures. Le seul recours possible en cas de non paiement sera le refus de réaliser de nouveaux travaux sur son exploitation. Afin d'éviter des pertes trop importantes, il pourrait être envisagé de faire payer des arrhes à l'agriculteur (50%).

## **8. Investissements et personnel**

### ***8.1 Investissements***

#### **8.1.1 Equipements agricoles**

Afin d'optimiser la gestion des pièces détachées et diminuer les temps d'immobilisation en cas de pannes, nous suggérons que des matériels de même type et même marque soient acquis par les différentes structures.

- ADVA : 1 tracteur, 1 broyeur, 1 charrue à socs, 1 herse rotative, 1 vibroculteur et 1 remorque surbaissée pour le transport des équipements
- ADEM : 1 tracteur, 1 broyeur, 1 pulvérisateur à disques, 1 actisol. Dans une deuxième phase, acquisition de matériels pour la récolte des fourrages
- EFM : 1 tracteur, 1 broyeur, 1 charrue, 1 herse rotative, 1 vibroculteur, 1 remorque porte outils, 1 actisol ou (et) 1 chisel, 1 motoculteur avec sa chaîne (notamment fraise rotative arrière). Dans une deuxième phase, EFM pourrait acquérir une butteuse rotative lui permettant de réaliser des planches maraîchères après un travail profond du sol.

Il convient que chacune des trois structures s'équipe d'un outillage minimal lui permettant d'assurer l'entretien quotidien et les réglages des machines, comprenant au minimum :

- ✓ 1 clé pour filtre à huile
- ✓ 1 compresseur d'air 15 m<sup>3</sup>/h avec soufflette de nettoyage
- ✓ 1 manomètre de gonflage de précision 0 à 4 bars
- ✓ 1 cric hydraulique 10t (crevaison)
- ✓ 1 caisse à outil complète avec clés de 8 à 32 mm pipes débouchées, mixtes plate et œil, lot de tournevis, marteaux, ...
- ✓ 1 établi
- ✓ 1 étau ouverture 180 mm
- ✓ 1 pompe à graisse

Chacune des structures doit s'équiper d'un matériel de mesure des parcelles (topofil, boussole, calculateur de surfaces)

### 8.1.2 Equipement de l'atelier central :

1 lot d'outillage comprenant : Clés mixtes de 6 à 32 mm, clés à pipe débouchées de 8 à 32 mm, clés à molette, jeu de douilles standard de 8 à 32, jeu de douilles camion de 30 à 55, lot de tournevis, lot de clés mâles, lot de clés à empreinte Torx, lot de pinces, lot de pinces à circlips, lot de pinces étau, instruments de mesure (mètre, pied à coulisse, ...), scie à métaux, coupe boulon, cisaille à tôle, jeu de limes, lot de marteaux, lot de chasse goupilles et chasse clous, burin, clé serre tube, coffret rivetage, pince à sertir, contrôleur multifonction, clé pour filtre à huile ? ...

1 compresseur d'air 30 m<sup>3</sup>/h avec soufflette et manomètre de gonflage de précision 0 à 4 bars

1 clés à choc carré 1/2 avec 1 jeu de douilles à choc carré 1/2 17 à 21

1 clés à choc carré 3/4 avec 1 jeu de douilles à choc carré 3/4 19 à 26

1 pompe à graisse

1 perceuse visseuse portative

1 poste à soudure à l'arc triphasé redresse (20 A à 180A)

1 poste oxyacétylénique

1 meuleuse d'angle

1 perceuse à colonne diamètre de perçage 32 mm

1 jeux de forets 1 à 14 mm

1 jeux de forets 15 mm à 32.

1 meuleuse

1 touret



- 1 enclume
- 1 étau ouverture 230 mm
- 1 établi
- 1 armoire de rangement
- 1 desserte
- 1 testeur électrique
- 1 Chargeur démarreur
- 1 jeu de câbles de démarrage type camion
- 1 tronçonneuse sur socle
- 1 palan
- 1 chariot roulant
- 1 lève palette manuel
- 1 cric roulant 4 t
- 1 cric bouteille 12 t
- 1 grue d'atelier

### **8.1.3 Véhicules**

- 1 véhicule type 4x4 pour le suivi des chantiers et les réparations sur site, affecté principalement au coordinateur
- 1 moto par structure (ou par tractoriste) pour l'identification préalable des chantiers

## **8.2 Personnel nécessaire**

Pour le bon fonctionnement des unités de prestations de service mécanisées, nous suggérons la mise en place du personnel suivant :

- tractoristes
- 1 coordinateur
- 1 secrétaire
- 1 mécanicien (atelier central : pour l'entretien et réparation des engins agricoles mais également des petits équipements des adhérents, notamment débroussailleuses, élagueuses, pulvérisateurs, ...). Ce mécanicien pourra intervenir sur le terrain et auprès des autres prestataires pour réaliser des réparations.

### **Fonctions des employés :**

1. Coordinateur, secrétaire :
  - ✓ Appui à la mise en place et du système de gestion
  - ✓ Organisation globale des chantiers, élaboration des plannings (en partenariat avec la secrétaire). La mutualisation des moyens à ce niveau entre plusieurs structures (ADEM, ADVA, EFM, ...) permettrait de faire des économies d'échelle et de renforcer l'efficacité globale de la mécanisation
  - ✓ Mise en place d'un système de gestion des activités mécanisation.
  - ✓ Saisie informatique des fiches de chantier (secrétariat). Utilisation de logiciels spécialisés de comptabilité et de gestion.
  - ✓ Suivi de chantiers aux plans technique, organisationnel et économique
  - ✓ Analyse des travaux réalisés chez les agriculteurs. Elaboration de

références et de fiches de synthèse sur la mécanisation à Mayotte.  
Affinage des coûts de mécanisation et de l'organisation globale

- ✓ Mise en place d'une démarche qualité
- ✓ Définition de nouveaux équipements en fonction des demandes et attentes des agriculteurs. Analyse prospective de la mécanisation.
- ✓ Suivi des tractoristes et du mécanicien

## 2. Tractoristes :

- ✓ Visites préalables de chantier : identification du chantier, mesures de la parcelle, définition du matériel le mieux approprié au chantier, élaboration de la fiche de travaux indiquant le montant à payer. Au départ, ces visites seront effectuées avec le coordinateur.
- ✓ Réalisation des travaux agricoles
- ✓ Saisie des fiches de chantier
- ✓ Entretien courant du matériel

## 3. Mécanicien :

- ✓ Entretien et réparation des équipements des structures de mécanisation en atelier et sur le terrain
- ✓ Entretien et réparation des équipements des adhérents (en atelier)
- ✓ Gestion des ateliers et des stocks de pièces détachées
- ✓ Elaboration de fiches de travaux

Afin de réduire les charges de mécanisation et ainsi proposer un prix abordable pour les agriculteurs, on pourrait imaginer employer les tractoristes à temps partiel, mais cette solution, dans le contexte de Mayotte où il n'y a que très peu de tractoristes professionnels, paraît peu adaptée et présente le risque de voir partir les chauffeurs expérimentés vers d'autres structures.

En vue de limiter les coûts en personnel, le mécanicien pourrait cumuler les fonctions de mécanicien et de tractoriste, mais ce profil à double compétence risque d'être difficile à trouver à Mayotte. Si ce double profil ne peut être trouvé, le mécanicien pourrait réaliser des réparations d'outils des agriculteurs, cette activité permettant d'assurer sa rémunération.

# 9 Perspectives

Actuellement, les surfaces mécanisées sont relativement faibles, mais une demande en travaux agricoles existe et n'est pas satisfaite. Nous pouvons raisonnablement penser que si les délais d'intervention sont raccourcis et que les attentes des agriculteurs sont satisfaites, la surface à traiter augmentera. Néanmoins, compte tenu des contraintes (taille du parcellaire, accès aux parcelles, pente, ...), les surfaces mécanisées ne seront jamais très importantes. Les surfaces pourraient cependant augmenter par le développement de travaux liés à la mise en place de prairies ou la récolte de fourrages.

## 10 Conclusion

Compte tenu des structures d'exploitation actuelles, la mécanisation individuelle ne peut se justifier d'un point de vue économique (à l'exception de quelques exploitations). Les structures de prestation de service actuelles (ADVA et DARTM) réalisent des travaux mécanisés auprès des agriculteurs qui en font la demande et répondent à leurs attentes. Les agriculteurs se plaignent néanmoins des délais d'attente entre la commande d'un travail et sa réalisation, délais liés à des contraintes techniques ou organisationnelles.

Après comparaison de trois modes de gestion des équipements, la mission recommande la mise en place d'une CUMA (ou d'un projet mécanisation) et (ou) le renforcement du service de mécanoculture actuel par la mise en place d'une régie autonome. Quel que soit le mode de gestion retenu, il paraît souhaitable de renforcer l'offre en prestation de service par un équipement des associations EFM, ADEM et par le renforcement de l'ADVA.

En donnant plus de responsabilités et de pouvoir aux agriculteurs, la gestion par une CUMA peut permettre de réduire les délais d'intervention tout en répondant à l'ensemble des demandes. La mise en place d'une régie autonome peut permettre, quant à elle, de maintenir un service public tout en améliorant la réactivité. La gestion de la mécanisation par régie autonome permettrait une meilleure gestion des pièces détachées entraînant une moindre immobilisation des engins et donc une meilleure réactivité.

Une des principales causes de pannes étant liée à l'absence de remisage, nous préconisons la construction de hangars bardés pouvant être répartis sur l'île pour diminuer les charges de déplacements. Nous recommandons également, dans la mesure du possible, l'acquisition de matériels identiques (optimisation des pièces détachées). Dans une optique d'optimisation de la mécanisation au niveau global, nous recommandons la mutualisation de certains moyens (atelier de réparation, hangar de stockage, échange de matériels, ...) et le partage de l'information.

Afin que l'ensemble des agriculteurs puisse bénéficier de travaux mécanisés de façon équitable, nous préconisons une harmonisation des prix pratiqués par les différentes structures. Compte tenu de l'importance des charges de mécanisation, il ressort que la viabilité des différentes structures ne peut être assurée que par la prise en charge d'une partie de celles-ci par les pouvoirs publics. Cette subvention permettrait alors de réaliser des travaux mécanisés auprès des agriculteurs à des prix abordables, voisins de ceux pratiqués aujourd'hui par la DARTM.

Afin d'optimiser les prestations mécanisées, tant au niveau des structures que globalement, nous suggérons la mise en place d'une assistance technique en appui à la mécanisation. Cette assistance, au service de chacune des structures prestataires de service, pourrait apporter un appui à la gestion technique, économique et organisationnelle de la mécanisation à Mayotte. Elle pourrait également participer à la formation des tractoristes, assurer des suivis de chantiers et apporter son concours dans le choix des équipements ou aider à la définition de modes de gestion appropriés.

## ANNEXE 1

### Parc mécanoculture DARTM

- 1 D5 Caterpillar équipé d'une lame Fléco 3800 h (en panne)
- 1 D5 Caterpillar
- 1 130-90 Fiat, relevage frontal, équipé d'un treuil pour débardage, 1900 h
- 1 tracto pelle Case 1993, 7000 heures
- 55-66 Fiat, 1996, 2000h, HS
- Same Laser 130, 1400 heures. Uniquement dédié à la traction de la remorque porte outils. Problème de vérin de direction
- Remorque porte char pour transport bulls. Absence de signalisation, hors norme routière.
- 55-66 Fiat, 6000 heures : réforme
- 80-66 Fiat, 6424 heures
- 284-4 MF Problème démarreur. Utilisé pour transport du bois pour la distillation de l'ylang-ylang
- Iséki 4270 (30ch) équipé d'un chargeur frontal et d'une pelle rétro. 1485 heures. Problème sur vérin sabot pelle (panne depuis plus d'un an pour fuite joint vérin !!)
- Explorer II Same 810 heures. BE
- Charrue bidisques Quivogne (disques lisses + rasettes). Neuve.
- Charrue bidisques Quivogne (disques lisses + rasettes). Jamais utilisée. Bâti 3 disques, mauvais positionnement disque arrière !
- Argon 60 Same 2RM, 900 heures
- 80-90 Fiat. Problème BV, réparé. 6000 heures
- Broyeur gyrax 3 chaînes
- Broyeur Gyrax 3 chaînes HS
- Broyeur Gard ( ? ) 3 chaînes utilisé
- Broyeur Gard ( ? ) 3 lames non utilisé (rupture fréquente des lames)
- Vibro dents souples 13 dents + rouleau arrière (utilisé)
- Charrue bisocs Huard réversibilité mécanique (panne), socs HS, versoirs mauvais état, sécurité mécanique (genouillère). Mauvais état, utilisée en planches.
- Sous soleur Huard monocorps Utilisé uniquement par LEPA et station Dembéni
- Chisel 5 dents TBE, non utilisé car refus des agriculteurs (non retournement)
- Cultivateur 7 dents queue de cochon, acheté avec Carraro 30 ch rétrocédé à la Pointe Mahabout. Non utilisé (neuf)
- Herse rotative lourde. Utilisée 2 fois pour essais. Inutilisée car puissance absorbée trop élevée. Avait travaillé directement sur sol non labouré avec 130-90 pour préparation stade Kavani.
- Herse rotative Kuhn avec rouleau arrière. Fortement appréciée par les agriculteurs pour la qualité du travail obtenu
- Cultivateur rotatif à axe horizontal avec bêches. En service, mais majorité de bêches cassées !!
- Pulvérisateur à disques porté 16 disques (crénelés avant, lisses arrière), Huard (léger)

- Pulvériseur à disques auto porté 20 disques (crénelés avant, lisses arrière), Gard. Les deux pulvés sont essentiellement utilisés en reprise de labour.
- 1 charrue bisocs Huard sécurité NSM (ressorts à flammes)
- 1 tarière Rabaud

Disponibilité pour travaux :

- Tracteurs agricoles 4 / 10
- Broyeur gyrax 1 / 2
- Broyeur végétaux 1 / 2
- Charrues à disques 1 / 2
- Charrues à soc 1 / 2
- Reprise labour 2 / 6
- Autre matériel travail du sol 1 / 3
- Tarière 0 / 1

Sur 28 matériels potentiellement utilisables chez les agriculteurs, seuls 11 sont réellement utilisables à ce jour (sous réserve de contrôle mécanique plus approfondi)

## Annexe 2

### Parc mécanation ADVA

- 1 tracteur FIATAGRI 80 66, 731h
- 1 pulvérisateur porté équipé de 2 lances, 400 litres (jamais utilisé)
- 1 semoir en lignes DARIO à sabots, 15 rangs (non utilisé)
- 1 broyeur à branches (actuellement non utilisé)
- 1 bineuse Quivogne, dents et disques, 5 rangs (jamais utilisée)
- 1 semoir monograine à distribution mécanique 2 rangs avec fertiliseur (non utilisé)
- 1 tracteur Massey Fergusson 154-4 (non utilisé)
- 1 broyeur à axe vertical E-MEGA 3 chaînes
- Cultivateur à dents queue de cochon, 12 dents, rouleau arrière. Etat moyen, utilisé occasionnellement
- 1 chisel 5 dents, état moyen (non utilisé actuellement)
- 1 herse étrille, 3 compartiments avec relevage hydraulique, neuve (jamais utilisée, inutilisable car vérins piqués)
- 1 lame arrière Massey (actuellement non utilisée. Servait dans le cadre de chantiers d'ensilage). Il s'agit d'un ancien équipement du SDA « jeté » et récupéré par l'ADVA
- 1 Remorque ensilage Majar, 3,7 tonnes, très mauvais état (non utilisée actuellement)
- 1 Epandeur de fumier 2 hérissons Dario, corrosion très importante (jamais utilisé)
- 1 charrue à disques Gard (récupérée du SDA). Parfois utilisée
- Charrue bisoc réversible Huard, socs à pointe, versoirs cylindriques, coute droit, réversibilité mécanique, sécurité par boulon de cisaillement
- 1 remorque Gilibert. A servi dans le cadre de chantiers d'ensilage. Actuellement non utilisée et inutilisable en raison du planché totalement corrodé.
- 1 ensileuse monorang mais New-Holland portée. Non utilisée et inutilisable

Ce matériel est majoritairement inutilisable en raison de la forte corrosion.

En plus de ce matériel, (acquis pour l'essentiel d'occasion en France par l'ancien directeur), l'ADVA utilise quelques équipements du Lycée Agricole : charrue bisoc et outil de reprise du labour notamment.

## ANNEXE 3 : Devis équipement atelier central

### ZOOM - Boutique BOSCH

RC N° 8278 / 98 - BANQUE BFC 9022604 00 / Clé RIB 06

Kawéni le 27 Mars 2007

C I R A D  
A l'attention de Mr DANFLOUS  
97600 MAMOUDZOU

Nos Ref : Devis n° 07 / 03 / 021  
Objet : Outillage SAM

DESIGNATION	QUANTITE	Prix Unitaire	Remise	Prix TOTAL
Coffre 150 outils SAM - CP-150CF	1	4315,00	10	3883,50
Tournevis philips SAM - TB3-P150	1	11,05	10	9,95
Tournevis philips SAM - TB4-P200	1	14,55	10	13,10
Tournevis philips SAM - TT-1P40	1	8,10	10	7,29
Tournevis philips SAM - TT-2P40	1	8,45	10	7,61
Tournevis pozidriv SAM - TB-3PZ150	1	13,60	10	12,24
Tournevis pozidriv SAM - TB-4PZ200	1	16,80	10	15,12
Coffret 1/4 44 outils SAM - 73-R44	1	409,85	10	368,87
Clé à molette SAM - 54-C18	1	110,30	10	99,27
Clé serre tube SAM - 630-24	1	145,95	10	131,36
Trousse clé male longue 6 pans SAM - 63-TR12	1	43,20	10	38,88
Tournevis coudé SAM - 255-M9	1	5,95	10	5,36
Tournevis coudé SAM - 255-M10	1	6,10	10	5,49
Tournevis coudé SAM - 265-M9	1	8,30	10	7,47
Tournevis coudé SAM - 265-M11	1	11,25	10	10,13
Clé mécanique DYNASTOP SAM - DYS-200-4	1	585,30	10	526,77
Coffret impact 3/4 SAM - 72-NC18	1	789,70	10	710,73
Jeu clé male torx 6 pans SAM - 66-R9A	1	57,65	10	51,89
Coupe boulon SAM - CB-3-AT	1	189,90	10	170,91
Coffret découpe joints SAM - 694-C330N	1	188,50	10	169,65
Coffret 25 forets SAM - F1-C25	1	97,65	10	87,89
Equerre simple 90° SAM - E1-200	1	27,60	10	24,84
Niveau fiole incassable SAM - 168-50	1	42,80	10	38,52
Trousse 4 pointeaux SAM - 8-TR4NA	1	23,70	10	21,33
Marteau rivoir SAM - 310-BD-50A	1	32,20	10	28,98
Marteau à piquer SAM - 318-4N	1	21,80	10	19,62
Coffret tarauds filières SAM - CTF-31	1	567,85	10	511,07
Multimètre SAM - FL-16	1	269,25	10	242,33
Etau à base tournante SAM - 399-3N	1	399,20	10	359,28
Perceuse à percussion SAM - P-13A	1	405,60	10	365,04
Touret meulage 3 postes SAM - TM-152	1	715,80	10	644,22
Perceuse à colonne 12 vitesses SAM - PC-12A	1	1059,00	10	953,10
Poste à souder 4,5 Kw SAM - PS-110	1	579,20	10	521,28
Kit d'accessoires SAM - PS-110-K1	1	112,65	10	101,39
Fer à souder 30 à 40 W SAM - 1234	1	74,20	10	66,78
Enrouleur de cable SAM - UK-250	1	319,75	10	287,78
Pompe à graisse SAM - 680	1	64,85	10	58,37
Burette toile acier SAM - 675-30	1	21,50	10	19,35
Serre joint SAM - 451-50A	2	43,20	10	77,76

**SARL ZOOM BOSCH - BP 225 97600 MAMOUDZOU**  
**Tel : 02.69.61.35.79 - Fax : 02.69.61.35.73**

**ZOOM - Boutique BOSCH**  
**RC N° 8278 / 98 - BANQUE BFC 9022604 00 / Clé RIB 06**

Extracteur simple vis SAM - EX-652	1	1400,65	10	1260,59
Extracteur hélicoïdal SAM - 761-C5	1	52,85	10	47,57
Coffret impact 3/4 SAM - 72-NC18	1	789,70	10	710,73
Clé à choc double frappe SAM - PN-204	1	789,30	10	710,37
Chargeur démarreur 12/24V SAM - CHB-3	1	925,00	10	832,50
Presse à colonne hydraulique SAM - HP-15-A (1)	1	1328,50	10	1195,65
Cric bouteille SAM - HCB-6	1	102,65	10	92,39
Chandelle SAM - 897-P33	2	139,90	10	251,82
Chandelle SAM - 897-P31	2	56,75	10	102,15
Cric rouleur RASSANT - 2020-2RP (2)	1	685,00	10	616,50
Grue démontable SAM - CG-10A	1	1469,80	10	1322,82
Meuleuse électrique diamètre 230 mm	1	299,00	0	299,00
Meuleuse électrique diamètre 125 mm	1	222,00	0	222,00
Compresseur d'air DIXAIR DNX2000 - 200 Litres	1	1278,00	10	1150,20
Pistolet de gonflage VL/PL	1	142,00	10	127,80
Soufflette d'air SAM - PN-251	1	48,85	10	43,97
Baladeuse antichoc panier 100W SAM - BAL-9	1	61,25	10	55,13
<b>TOTAL</b>				<b>19715,62</b>

- (1) Référence HP-10-A supprimée du catalogue SAM  
(2) Référence CR-30-SA supprimée du catalogue SAM

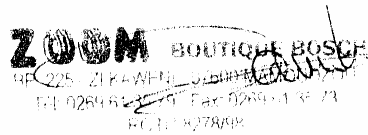
Arrêté le présent devis à la somme de : **Dix neuf mille sept cent quinze euros et 62 centimes** .

Validité de la proposition : 1 Mois

Délai : Date de commande 4 à 5 semaines pour le petit outillage - 75 à 90 jours pour le gros outillage .

Conditions de paiement : Selon nos conditions habituelles

MAMODE Chahine



**SARL ZOOM BOSCH - BP 225 97600 MAMOUDZOU**  
**Tel : 02.69.61.35.79 - Fax : 02.69.61.35.73**



## ANNEXE 4 : Devis équipement ateliers des structures de mécanisation

### **ZOOM - Boutique BOSCH**

RC N° 8278/98 - BANQUE BFC 902260400 / Clé RIB 06

Kawéni le 27 Mars 2007

**C I R A D**

**A l'attention de Mr DANFLOUS  
97600 MAMOUDZOU**

**Nos Ref : Devis n° 07 / 03 / 022**

Objet : Outillage SAM

DESIGNATION	QUANTITE	Prix Unitaire	Remise	Prix TOTAL
Caisse 53 outils SAM - CP-53BT	1	998,35	10	898,52
Cric bouteille SAM - HCB-6	1	102,65	10	92,39
Poste à souder 4,5 Kw SAM - PS-110	1	579,20	10	521,28
Kit d'accessoires SAM - PS-110-K1	1	112,65	10	101,39
Enrouleur de cable SAM - UK-250	1	319,75	10	287,78
Pompe à graisse SAM - 680	1	64,85	10	58,37
Burette tole acier SAM - 675-30	1	21,50	10	19,35
Clé à molette SAM - 54-C18	1	110,30	10	99,27
Clé serre tube SAM - 630-24	1	145,95	10	131,36
Perceuse à percussion SAM - P-13A	1	405,60	10	365,04
Jeu de 22 clé à pipe vanatub SAM - 89-SDJ22	1	565,45	10	508,91
Meuleuse électrique diamètre 230 mm	1	299,00	0	299,00
Meuleuse électrique diamètre 125 mm	1	222,00	0	222,00
Marteau à piquer SAM - 318-4N	1	21,80	10	19,62
Compresseur d'air DIXAIR DNX295 - 100 litres	1	714,00	10	642,60
Pistolet gonflage VL/PL	1	142,00	10	127,80
Soufflette d'air SAM - PN-251	1	48,85	10	43,97
Baladeuse antichoc panier 100W SAM - BAL9	1	61,25	10	55,13
<b>TOTAL</b>				<b>4493,74</b>

Arrêté le présent devis à la somme de : **Quatre mille quatre cent quatre vingt treize euros et 74 centimes .**

Validité de la proposition : 1 Mois

Délai : Date de commande 4 à 5 semaines pour le petit outillage - 75 à 90 jours pour le gros outillage .

Conditions de paiement : Selon nos conditions habituelles

MAMODE Chahine

**ZOOM BOUTIQUE BOSCH**

BP. 225 - ZI KAWENI - 97600 MAMOUDZOU  
Tél: 0269 61 35 79 - Fax: 0269 61 35 73  
RC N° 8278/98

**SARL ZOOM BOSCH - BP 225 97600 MAMOUDZOU**  
**Tel : 02.69.61.35.79 - Fax : 02.69.61.35.73**

# S T A T U T S

## de la SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE CUMA

### de

## TITRE PREMIER - CREATION

### **Article 1<sup>er</sup> - Constitution**

Il est constitué entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts une société coopérative agricole à capital variable régie par les dispositions du code rural, notamment du livre V par les dispositions de la loi n°47-1175 du 10 septembre 1947 modifiée, des articles L 231-1 à L 231-8 et L 247-10 du code de commerce, des textes qui les ont modifiés ou qui les modifieront, ainsi que par les dispositions qui suivent.

### **Article 2 – Dénomination, circonscription territoriale**

1. La coopérative prend la dénomination de
  
  
  
2. La circonscription territoriale comprend :

### **Article 3 - Objet**

1. La société a pour objet de fournir à ses seuls associés coopérateurs et pour l'usage exclusif de leurs exploitations, les services ci-après énumérés, nécessaires à ces exploitations :

1° Mise à disposition de matériels, de machines et d'équipements agricoles et forestiers et de travaux d'aménagement rural.

2° Mise à disposition d'immeubles, d'ateliers et d'équipements destinés à la remise, à l'entretien et à la réparation de matériels (dans les conditions fixées par le règlement intérieur).

3° Mise à disposition de personnel spécialisé et de tous moyens propres à assurer le développement des exploitations associées.

La coopérative pourra, sous réserve d'en donner avis à l'autorité qui a procédé à son agrément, fournir à ses seuls associés coopérateurs tous autres services nécessaires à l'usage exclusif de leurs exploitations.

2. En dehors de l'objet ci-dessus défini, la société peut également effectuer à titre accessoire, à la demande des associés coopérateurs et sans engagement de ces derniers, en application de l'article 7 ci-après, des opérations d'écoulement et de fourniture de biens, se rapportant directement à son objet principal.
3. Les opérations ci-dessus définies et, le cas échéant, toutes autres qu'elle estimerait utiles peuvent également être faites par la société en ce qui concerne les exploitations qui lui appartiennent en propre, qu'elle a louées ou qui lui ont été concédées.
4. La société pourra mettre à la disposition d'une autre société coopérative agricole ou d'une société d'intérêt collectif agricole dont elle est adhérente tout ou partie de ses immeubles, de son matériel ou de son outillage, notamment ses moyens de transports.

#### **O 4 bis**

[La société pourra, en application de l'article L 522-5 du code rural, traiter toutes opérations correspondant à son objet statutaire avec des tiers non associés dans une proportion qui ne pourra excéder le cinquième de son chiffre d'affaires annuel].

5. L'objet ci-dessus défini de la société ne peut être modifié que par décision de l'assemblée générale extraordinaire.

En aucun cas, il ne saurait être porté atteinte au caractère de société coopérative régie par les dispositions législatives et réglementaires visées à l'article premier, sauf application des dispositions de l'article 25 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947.

### **Article 3 bis – Opérations diverses**

En dehors des opérations définies à l'article 3 ci-dessus, la coopérative pourra :

- 1° Rendre, à toute société coopérative agricole ou union membre d'une union de coopératives agricoles dont elle-même fait partie, tous services indispensables à cette société sous réserve de l'autorisation de ladite union et inversement, sous la même réserve, recevoir d'une telle société tous services qui lui seraient indispensables.
- 2° Prêter à toute union de coopératives agricoles ou société d'intérêt collectif agricole dont elle fait partie les services nécessaires à la réalisation de l'objet statutaire de cette union ou de cette S.I.C.A.
- 3° Echanger, sous réserve de l'autorité chargée de l'agrément de la coopérative, des services avec tout membre d'une société d'intérêt collectif agricole dont elle-même fait partie.

#### Article 4 – Durée

1. La durée de la société est fixée à            années, à dater du jour de sa constitution définitive ou de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.  
\* [La durée de la société fixée à            années à dater du jour de sa constitution définitive, ou de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés est prorogée de            à compter du            sauf prorogation ou dissolution anticipée].
2. La coopérative n'est pas dissoute lorsqu'un associé décède, est exclu, interdit, mis en état de liquidation judiciaire ou de faillite personnelle, se trouve en déconfiture ou se retire, ou lorsqu'il y a dissolution de la communauté conjugale ou dissolution d'une personne morale adhérente. Elle continue de plein droit entre les autres associés coopérateurs.

#### Article 5 – Siège social

1. Le siège social est établi à
2. Il peut être transféré en tout autre lieu à l'intérieur de la circonscription territoriale définie à l'article 2 ci-dessus par simple décision du conseil d'administration. Avis en sera donné à l'autorité qui a procédé à l'agrément de la société.

## TITRE II - ASSOCIES

#### Article 6 – Admission

1. La coopérative doit compter au moins quatre associés coopérateurs parmi lesquels les personnes physiques doivent être individuellement chefs d'exploitation.

#[En sus des associés coopérateurs qui s'engagent à traiter des opérations avec la coopérative et, corrélativement, souscrire un nombre déterminé de parts du capital social, la coopérative peut admettre des associés non coopérateurs souscrivant un nombre de parts de capital social fixé par la convention d'adhésion prévue à l'article 7 ci-après].

2. Peuvent être associés coopérateurs :

- 1° Toute personne physique ou morale ayant la qualité d'agriculteur ou de forestier dans la circonscription de la société coopérative agricole ;
  - 2° Toute personne physique ou morale possédant dans cette circonscription des intérêts agricoles qui correspondent à l'objet social de la société coopérative agricole et souscrivant l'engagement d'activité visé à l'article 7 suivant ;
  - 3° Tout groupement agricole d'exploitation en commun de la circonscription ;
  - 4° Toutes associations et syndicats d'agriculteurs ayant avec la coopérative un objet commun ou connexe ;
  - 5° D'autres sociétés coopératives agricoles, unions de ces sociétés et sociétés d'intérêt collectif agricole, alors même que leurs sièges sociaux seraient situés en dehors de la circonscription de la société coopérative agricole.
  - 6° Toute personne physique ou morale ayant la qualité d'agriculteur ou de forestier, ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne et dont le domicile ou le siège est situé hors du territoire de la République française dans une zone contiguë à la circonscription de la société coopérative agricole.
3. Ces personnes physiques ou morales devront, pour être associés coopérateurs, souscrire le nombre de parts sociales prévu à l'article 12 ci-dessous.

4. Les associations et les syndicats d'agriculteurs peuvent devenir associés coopérateurs pour les opérations relevant de leur activité propre et à condition qu'ils exercent celle-ci à l'intérieur de la circonscription de la coopérative.  
Les membres d'une association ou d'un syndicat d'agriculteurs associé coopérateur ne peuvent bénéficier des services de la coopérative que s'ils sont eux-mêmes associés coopérateurs de cette dernière.

5. Nul associé coopérateur ne peut faire partie d'une autre coopérative agricole au titre de la même exploitation et pour des services de même nature que ceux résultant des engagements obligatoirement contractés en application de l'article 7 ci-après.

6. L'admission des associés coopérateurs a lieu sur décision du conseil d'administration qui peut déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou à un comité constitué à cet effet en son sein.

Le refus d'admission ne peut résulter que d'une décision prise par le conseil d'administration à la majorité des membres en fonction et dans un délai de trois mois à compter du jour où la demande d'adhésion a été formulée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation, le refus d'admission ne peut intervenir que dans les conditions prévues à l'article 16 ci-après.

Les héritiers de l'associé coopérateur décédé succèdent aux droits et obligations de ce dernier au titre des exploitations dont ils héritent et pour lesquelles le de cujus avait adhéré à la coopérative.

- # 7. Il sera tenu au siège de la coopérative [un registre des adhésions : un registre des associés coopérateurs et un registre des associés non coopérateurs]. Les associés seront inscrits par ordre chronologique d'adhésion et numéros d'inscription avec indication du capital souscrit.

- # 8. [Peuvent être associés non coopérateurs :

- 1° D'anciens associés coopérateurs.
- 2° Des salariés de la coopérative, de ses filiales et des organismes coopératifs agricoles auxquels elle adhère.
- 3° Des associations, fédérations ou syndicats agricoles.
- 4° Des établissements de crédit et celles de leurs filiales ayant pour objet de prendre des participations.
- 5° Des caisses mutuelles d'assurance agricole ou de réassurance agricole.
- 6° Des chambres régionales ou départementales d'agriculture.
- 7° Des organismes de droit privé, à caractère professionnel ou interprofessionnel, intervenant dans l'orientation des productions agricoles et habilités par leurs statuts à prendre des participations en capital.
- 8° Des groupements d'intérêt économique professionnels ou interprofessionnels à vocation agricole].

- # 9. [L'admission ou le refus d'admission d'un associé non coopérateur ne peut résulter que d'une décision prise par le conseil d'administration].

- # 10. [Les héritiers de l'associé non coopérateur décédé succèdent aux droits et obligations de ce dernier, dans la mesure où ils ont qualité pour être eux-mêmes associés non coopérateurs. S'ils n'ont pas cette qualité, ils se voient rembourser sans délai le capital social qu'ils détiennent de leur auteur].

## Article 7 – Obligations des associés

L'adhésion à la coopérative entraîne pour les associés coopérateurs #[et pour les associés non coopérateurs] les obligations ci-dessous :

1. L'adhésion à la coopérative entraîne, pour l'associé coopérateur :
  - a) L'engagement d'utiliser, en ce qui concerne son exploitation et dans toute la mesure de ses besoins les services que la coopérative est en mesure de lui procurer.
  - b) L'obligation, en application des dispositions du second paragraphe de l'article 12 ci-après, de souscrire ou d'acquérir par voie de cession, et dans ce dernier cas avec l'accord de la coopérative, le nombre de parts sociales correspondant aux engagements pris.
2. En application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 ci-après et selon les modalités fixées par le règlement intérieur, l'augmentation ultérieure des engagements ou de l'importance des services fournis à l'associé coopérateur par la coopérative entraîne le rajustement du nombre de parts sociales.
3. Nul ne peut demeurer associé coopérateur s'il n'est lié par aucun \* engagement [sous réserve des dispositions de l'article 731 du code rural]
4. La durée de l'engagement est fixée à                    exercices consécutifs à compter de l'expiration de l'exercice en cours à la date à laquelle il a été pris.
5. A l'expiration de cette durée comme à l'expiration des reconductions ultérieures, l'engagement se renouvelle par tacite reconduction par                   , si l'associé coopérateur n'a pas notifié sa volonté de se retirer, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la fin du dernier exercice de la période d'engagement concernée. Les effets de cette dénonciation sont réglés par l'article 9.
6. Sauf cas de force majeure dûment établi, le conseil d'administration pourra décider de mettre à la charge de l'associé coopérateur n'ayant pas respecté tout ou partie de ses engagements une participation aux frais fixes restant à la charge de la collectivité des producteurs.

Cette participation correspond à la quote-part que représente le chiffre d'affaires des services non effectués pour la couverture, au cours de l'exercice de constatation du manquement, des charges suivantes :

- les charges correspondant à celles comptabilisées dans les comptes 61 et 62 ;
- les impôts et taxes (compte 63) ;
- les charges de personnel (compte 64) ;
- les autres charges de gestion courante (compte 65) ;
- les charges financières (compte 66) ;
- les charges exceptionnelles (compte 67) ;
- les dotations aux amortissements et aux provisions (compte 68)
- les participations des salariés aux résultats de l'entreprise (compte 69) ;
- les impôts sur les sociétés (compte 69).

7. En cas d'inexécution totale ou partielle de ses engagements par un associé coopérateur, le conseil d'administration pourra, en outre, décider de lui appliquer une ou plusieurs des sanctions suivantes :

une pénalité égale à                    % du montant des travaux non exécutés, estimés sur la base des engagements souscrits ;  
Cette base de calcul pourra être multipliée par le nombre d'exercices au titre desquels l'associé coopérateur a souscrit un engagement non respecté.

En cas de récidive au cours de la période d'engagement, les pénalités visées ci-dessus pourront être doublées sans préjudice de l'exclusion.

Avant de se prononcer sur les sanctions prévues ci-dessus, le conseil d'administration devra, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre en demeure l'intéressé de fournir des explications.

Tous frais de gestion et de poursuites entraînés par la mise en application des sanctions ci-dessus seront à la charge de l'associé coopérateur lorsque la décision du conseil d'administration sera devenue définitive soit après recours éventuel devant l'assemblée générale, soit en l'absence d'un tel recours.

Le conseil d'administration ne pourra plus prononcer les sanctions ci-dessus passé un délai de                    après expiration de l'exercice auquel se rapportent les manquements constatés.

8. Avant de se prononcer sur la participation aux frais fixes et sur les sanctions respectivement prévues aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus, le conseil d'administration devra, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre en demeure l'intéressé de fournir des explications.

- #9. [L'associé non coopérateur doit conserver pendant un nombre entier d'exercices de la coopérative les parts du capital social souscrites ou acquises dans les conditions fixées par la convention d'adhésion passée lors de son admission. Toutefois, ces conventions d'adhésion ne peuvent faire obstacle à la libre cession des parts sociales prévue par l'article 17 paragraphe 7 des statuts].

## Article 8 – Sans objet

## Article 9 – Retraite

1. Sauf cas de force majeure dûment justifié et soumis à l'appréciation du conseil d'administration, dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessous, nul associé coopérateur ne peut se retirer de la coopérative avant expiration de la période d'engagement en cours résultant de l'application, en ce qui le concerne, des dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 7 ci-dessus.
2. 1° En cas de motif valable, le conseil d'administration peut, à titre exceptionnel, accepter la démission d'un associé coopérateur en cours de période d'engagement si le départ de celui-ci ne doit porter aucun préjudice au bon fonctionnement de la coopérative et n'a pas pour effet, en l'absence de cession des parts sociales de l'intéressé, d'entraîner la réduction du capital social souscrit au-dessous des trois quarts du montant le plus élevé constaté par une assemblée générale depuis la constitution de la société ou d'entraîner une réduction quelconque du capital social souscrit au cas où la coopérative a reçu un prêt non encore intégralement remboursé de la Caisse nationale de crédit agricole.
- 2° Le conseil apprécie les raisons invoquées à l'appui de la demande de démission en cours de période d'engagement et fait connaître à l'intéressé sa décision motivée, dans les trois mois de la date à laquelle la demande a été notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président du conseil d'administration. L'absence de réponse équivaut à décision de refus.
- 3° La décision du conseil peut faire l'objet d'un recours devant la plus prochaine assemblée générale sans préjudice d'une action éventuelle devant le tribunal de grande instance compétent.
- 4° L'associé coopérateur désirant exercer son droit de recours devant l'assemblée générale devra, à peine de forclusion, le notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au président du conseil d'administration dans les trois mois au plus suivant soit la décision dudit conseil, soit à l'expiration du délai de trois mois laissé à celui-ci pour statuer. Le conseil d'administration devra, en ce cas, porter le recours à l'ordre du jour l'assemblée générale convoquée postérieurement à la réception de la notification du recours.
3. La décision de retrait en fin de période d'engagement doit être notifiée, sous peine de forclusion, trois mois au moins avant la date d'expiration de cet engagement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président du conseil d'administration, qui en donne acte.

#4. [L'associé non coopérateur se retire de la coopérative à l'expiration de la convention d'adhésion visée à l'article 7 (paragraphe 9)].

#5. [Un associé non coopérateur peut, à titre exceptionnel, se retirer de la coopérative avant le terme prévu par la convention d'adhésion, avec l'agrément du conseil d'administration qui décide si le retrait est acceptable et ne porte pas préjudice au bon fonctionnement de la coopérative].

#6. [Le retrait d'un associé non coopérateur est de droit lorsque cet associé perd la qualité lui permettant de demeurer associé non coopérateur, telle que définie à l'article 6 (paragraphe 8) ci-dessus].

#7. [Le retrait de l'associé non coopérateur intervenant avant le terme fixé dans la convention d'adhésion prend effet à l'expiration de l'exercice social au cours duquel il a été accepté].

#### Article 10 – Exclusion

1. L'exclusion d'un associé coopérateur peut être prononcée par le conseil d'administration pour des raisons graves, notamment si l'associé coopérateur a été condamné à une peine criminelle, s'il a nui ou tenté de nuire sérieusement à la coopérative par des actes injustifiés, s'il a contrevenu sans l'excuse justifiée de la force majeure aux engagements contractés aux termes de l'article 7.

La décision du Conseil d'administration est immédiatement exécutoire.

2. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement à cet égard qu'à la condition de réunir le quorum des deux tiers de ses membres et de se prononcer à la majorité des deux tiers des voix des administrateurs présents.

3. La décision d'exclusion peut faire l'objet d'un recours devant l'assemblée générale. Ce recours doit être exercé à peine de forclusion par l'associé coopérateur dans les deux ans suivant la date de notification par le conseil d'administration de la décision d'exclusion.

Il doit être notifié au président du conseil d'administration qui en saisira la première assemblée générale convoquée postérieurement à la réception par lui de la notification. Ce recours n'est pas suspensif.

4. L'associé coopérateur exclu a droit au remboursement de ses parts de capital social dans les conditions fixées à l'article 18 ci-après, réserve faite de l'application de l'article 731 du code rural.

#5. [L'exclusion d'un associé non coopérateur peut être prononcée par le conseil d'administration pour des raisons graves, notamment si l'intéressé a été condamné à une peine criminelle, s'il a nui ou tenté de nuire à la coopérative par des actes injustifiés.

Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article sont applicables en cas d'exclusion de l'associé non coopérateur.

L'associé non coopérateur exclu a droit au remboursement de ses parts de capital social dans les conditions fixées à l'article 18 ci-dessous].

#### Article 11 – Conséquence de la sortie

1. Tout membre qui cesse de faire partie de la coopérative à un titre quelconque reste tenu, pendant cinq ans et pour sa part telle qu'elle est déterminée par l'article 58, envers les autres membres et envers les tiers, de toutes les dettes sociales existant au moment de sa sortie.

\*2. [L'associé coopérateur reste également tenu, le cas échéant, notamment en application de l'article 50, par les engagements solidaires contractés soit auprès de la Caisse nationale de crédit agricole, soit auprès des caisses de crédit agricole mutuel].

# [L'associé non coopérateur ne répond en toute hypothèse des dettes sociales qu'à concurrence de ses parts sociales].

3. Les clauses du présent article sont applicables, s'il y a lieu, aux héritiers ou ayants droits de l'associé décédé.

4. En aucun cas, un ancien associé ni son héritier ou ayant droit ne peut provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune façon dans les affaires sociales ou actes d'administration de la coopérative.

## TITRE III – CAPITAL SOCIAL

#### Article 12 – Constitution du capital

1. Le capital social est formé de parts nominatives et indivisibles souscrites par chacun des associés coopérateurs et associés non coopérateurs et transmissibles dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 ci-dessous.

2. Le capital social initial est fixé à la somme de                    euros et divisé en                    parts d'un montant de                    euros chacune.

\*[Le capital social initial s'élevait à la somme de                    .  
Par suite des augmentations de capital réalisées depuis la constitution de la société, le capital social souscrit à la date du                    s'élève à                    .  
Il est divisé en                    parts d'un montant de                    chacune].

#[Il est divisé en deux fractions correspondant l'une aux souscriptions des associés coopérateurs, l'autre aux souscriptions ou acquisitions des associés non coopérateurs. Les associés coopérateurs doivent en permanence détenir plus de la moitié du capital social].

Le capital souscrit par les associés coopérateurs est réparti entre ceux-ci en fonction des opérations qu'ils s'engagent à effectuer avec la coopérative selon les modalités et conditions suivantes :

3. Il est permis, sous réserve de l'accord du conseil d'administration, de souscrire ou d'acquérir des parts au-delà de la proportion statutaire.

4. Chaque part doit être libérée :

# 5. [Le nombre de parts souscrites ou acquises par les associés non coopérateurs est déterminé conformément aux dispositions de la convention d'adhésion prévue à l'article 7 (paragraphe 9). Chaque part doit être entièrement libérée lors de sa souscription].

# 6. [Le capital détenu par les établissements de crédit et leurs filiales spécialisées de participation ne peut excéder 20% du capital social].

### Article 13 – Augmentation du capital

1. Le capital social est susceptible d'augmentation par suite de l'admission de nouveaux associés coopérateurs ou de la souscription de parts nouvelles par les associés coopérateurs.

¶[Il est également susceptible d'augmentation à la suite de sa revalorisation par prélèvement sur la réserve de réévaluation du bilan ou sur les réserves libres d'affectation, ces deux opérations étant cumulables. La revalorisation du capital ne peut être effectuée dans tous les cas que dans la limite du barème en vigueur fixant le taux de majoration applicable aux rentes viagères ; elle ne peut intervenir qu'après présentation à l'assemblée générale extraordinaire d'un rapport spécial de révision établi par un organisme agréé.

L'augmentation du capital donne lieu à majoration de la valeur nominale des parts sociales antérieurement émises ou à distribution de nouvelles parts sociales].

2. Le conseil d'administration pourra porter, en une ou plusieurs fois, le capital social au maximum de euros au moyen de la souscription de nouvelles parts créées postérieurement à la constitution de la coopérative.  
Le maximum ainsi fixé pourra être augmenté par décision de l'assemblée générale ordinaire.
  3. Le capital est en outre susceptible d'augmentation collective résultant de la modification par l'assemblée générale extraordinaire des obligations de souscription fixées par l'article 12 ci-dessus. L'assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur la modification des obligations de souscription visées ci-dessus doit toujours réunir un nombre d'associés coopérateurs présents ou représentés au moins égal aux deux tiers de celui des associés coopérateurs inscrits à la date de convocation.
- # 4. [Le capital social est susceptible également d'augmentation par suite de l'admission de nouveaux associés non coopérateurs ou de la souscription de parts nouvelles pour ceux déjà admis].

### Article 14 – Réduction du capital

1. Le capital est susceptible de réduction par suite de démission, exclusion, décès, interdiction, liquidation judiciaire, faillite personnelle, déconfiture, dissolution de la communauté conjugale des associés coopérateurs ou dissolution d'une personne morale adhérente.
  2. Le capital souscrit ne peut être réduit au-dessous des trois quarts du montant le plus élevé constaté par une assemblée générale depuis la constitution de la coopérative. Toutefois, cette limite ne s'applique pas en cas d'exclusion de l'associé coopérateur, interdiction, liquidation judiciaire, faillite personnelle, déconfiture, dissolution de la communauté conjugale ou dissolution d'une personne morale adhérente et, en cas de retrait de l'associé coopérateur, à l'expiration de sa période d'engagement.
  3. Le remboursement des parts annulées doit être compensé par la constitution d'une réserve prélevée sur le résultat faute de cession à un tiers ou à d'autres associés coopérateurs dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 ci-dessous. La dotation à cette réserve est égale au montant des parts remboursées pendant l'exercice, diminué, le cas échéant, du montant des nouvelles parts souscrites pendant cette période.  
Si le résultat de l'exercice s'avère insuffisant, cette réserve sera dotée en totalité ou complétée, selon le cas, par prélèvement sur les résultats excédentaires ultérieurs.
- \* 4. [Conformément aux dispositions de l'article 731 du code rural, si la coopérative reçoit une avance de la Caisse nationale de crédit agricole, le capital social ne pourra être réduit sous aucun prétexte avant le remboursement intégral de cette avance].
- # 5. [Le capital social est susceptible également de réduction par suite de retrait, décès, dissolution ou exclusion d'associés non coopérateurs, nonobstant les limites fixées au paragraphe 2 et au paragraphe 4 ci-dessus].

### Article 15 – Parts sociales

1. La propriété des parts est constatée par l'inscription sur les registres de la coopérative dans l'ordre chronologique.  
\* [Les certificats de parts éventuellement délivrés sont extraits de registres à souches et sont signés de deux administrateurs.]
  2. Les parts sont indivisibles à l'égard de la coopérative qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part ou pour des parts indivises entre copropriétaires. En conséquence, tous les copropriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sont tenus de se faire représenter auprès de la coopérative par un seul d'entre eux agréé par le conseil d'administration.
  3. Les convocations aux assemblées générales seront valablement adressées à ce seul copropriétaire indivis de parts sociales, représentant l'ensemble des indivisaires et c'est entre ses mains que la coopérative se libérera valablement des intérêts aux parts, ristournes et autres sommes revenant à l'indivision.  
  
Tous les indivisaires n'en demeurent pas moins tenus conjointement et solidairement des obligations résultant pour les associés des dispositions des présents statuts et des dispositions législatives et réglementaires visées à l'article premier ci-dessus, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions du code rural relatives aux rapports de la coopérative avec le crédit agricole.
  4. Aucun dividende ne sera attribué aux parts. L'intérêt servi aux parts est fixé annuellement par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration et en fonction des résultats de l'exercice clos. Cet intérêt est au plus égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie.
- # 5. [Les parts des associés non coopérateurs n'ouvrent pas droit aux ristournes annuelles sur les éléments d'activités. Elles donnent droit à un intérêt dont le taux maximum est fixé à deux points au-delà de celui déterminé à l'alinéa ci-dessus. Elles bénéficient aussi d'une priorité sur les parts des associés coopérateurs pour le service de ces intérêts].
6. Ledit intérêt ne peut être servi que si un excédent a été réalisé au cours de l'exercice. En cas d'insuffisance des résultats d'un exercice, les sommes nécessaires pour parfaire l'intérêt y afférent peuvent être prélevées sur une "provision" spécialement constituée à cet effet par l'assemblée générale par prélèvement sur l'excédent du ou des exercices antérieurs.

### Article 16 – Mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation

1. L'associé coopérateur s'engage, en cas de mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation au titre de laquelle il a pris à l'égard de la coopérative les engagements prévus à l'article 7 ci-dessus, à transférer ses parts sociales au nouvel exploitant qui, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après, sera substitué pour la période postérieure à l'acte de mutation, dans tous les droits et obligations de son auteur vis-à-vis de la société.
2. Le cédant doit dénoncer la mutation à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de trois mois à dater du transfert de propriété ou de jouissance.
3. Dans le délai de trois mois suivant la dénonciation prévue au paragraphe précédent, le conseil d'administration peut, par décision motivée, refuser l'admission du nouvel exploitant. Il ne peut délibérer valablement à cet égard qu'à la condition de réunir le quorum des deux tiers de ses membres et de se prononcer à la majorité des deux tiers des voix des administrateurs présents.
4. L'intéressé désirant, sans préjudice de son droit de recours devant le tribunal compétent, exercer son droit de recours devant l'assemblée générale devra, à peine de forclusion, le notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au président du conseil d'administration dans les trois mois au plus suivant la décision dudit conseil. Celui-ci devra, en ce cas, porter le recours à l'ordre du jour de la première assemblée générale convoquée postérieurement à la réception de la notification du recours.

## Article 17 – Cession des parts

1. Le conseil d'administration peut autoriser le transfert de tout ou partie des parts d'un associé coopérateur par voie de cession à un ou plusieurs autres associés coopérateurs ou à un ou plusieurs tiers dont l'adhésion comme associé coopérateur a été acceptée.  
Sous réserve des dispositions prévues à l'article 16 ci-dessus en cas de mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation, la cession ne peut valablement intervenir qu'après autorisation du conseil d'administration.
  2. La transmission des parts s'opère par simple transcription sur le registre des associés coopérateurs.
  3. La cession ne peut être autorisée si elle a pour résultat de réduire le nombre de parts de l'associé coopérateur cédant au-dessous de celui exigible en application de l'article 12 en fonction des opérations effectuées avec la coopérative.
  4. En cas de cession à un tiers, la décision de refus du conseil d'administration n'aura pas à être motivée et sera sans recours.
  - \* 5. [En cas de cession à un ou plusieurs associés coopérateurs et sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, la décision de refus d'autorisation devra être motivée et les associés coopérateurs intéressés pourront exercer un recours devant la première assemblée générale à charge pour eux de notifier leur décision à cet égard au conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les trois mois de la réception par eux de la notification du refus par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le conseil d'administration devra, dans ce cas, porter la question à l'ordre du jour de la première assemblée générale].
  6. Sans objet
- # 7. Il peut de plus, avant le terme fixé par la convention d'adhésion à la coopérative ou à l'arrivée de ce terme, transférer ses parts à un associé non coopérateur ou à un tiers qui a qualité pour devenir associé non coopérateur et dont l'adhésion a été acceptée.  
Le transfert de parts donne lieu à information du conseil d'administration.  
En cas de modification des conditions afférentes aux parts sociales prévues par la convention d'adhésion, le transfert de ces parts ne peut s'opérer qu'après accord du conseil d'administration sauf en ce qui concerne les cessions de parts des fonds communs de placement.  
Les parts susvisées ne pourront être remboursées avant le terme fixé par la convention d'adhésion souscrite par le cédant].

- # 8. [Les cessions de parts intervenues au titre du paragraphe précédent font l'objet des transcriptions utiles sur les registres des associés].

## Article 18 – Remboursement des parts pendant la durée de la société

1. Les parts sociales donnent lieu à remboursement pendant la durée de la société en cas d'exclusion, d'interdiction, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle, de déconfiture, de dissolution de la communauté conjugale d'un associé coopérateur ou de dissolution d'une personne morale adhérente.  
  
Il en est de même en cas de démission de l'associé coopérateur à l'expiration normale de sa durée d'engagement dans les conditions prévues à l'article 9, paragraphe 3, ci-dessus.
  2. Les parts sociales donnent lieu également à remboursement en cas de démission de l'associé coopérateur, en cours d'engagement, s'il a l'accord des organes compétents de la coopérative selon les dispositions de l'article 9, paragraphe 2, ci-dessus, et sous réserve de l'application de l'article 731 du code rural.  
Le remboursement dans ce cas de démission anticipée ne peut avoir pour effet de réduire le capital social souscrit au-dessous des trois quarts du montant le plus élevé constaté par une assemblée générale depuis la constitution de la coopérative.
  3. Les parts sont remboursées dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus. Le remboursement s'effectue à leur valeur nominale sans préjudice des intérêts, des dividendes et des ristournes qui peuvent revenir à l'intéressé mais sous déduction des sommes éventuellement dues au titre de l'article 7, paragraphe 6.
  4. En tout état de cause, le remboursement du capital social est réduit à due concurrence de la contribution de l'associé aux pertes inscrites au bilan lorsque celles-ci sont supérieures aux réserves autres que la réserve légale, les réserves indisponibles et la réserve constituée pour compenser les parts annulées.
  5. Le conseil d'administration fixe la ou les époques auxquelles pourra intervenir le paiement des sommes dues de façon à éviter tout préjudice au bon fonctionnement de la société. En tout état de cause, le délai de remboursement ne pourra dépasser le délai de dix ans.
- # 6. [Les parts sociales de l'associé non coopérateur donnent lieu à remboursement au terme fixé par la convention souscrite par l'intéressé et, le cas échéant, pendant la durée du contrat, dans les conditions fixées par la convention d'adhésion].

# TITRE IV – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

## Article 19 – Composition du conseil d'administration

1. La coopérative est administrée par un conseil composé de membres.  
Les administrateurs, choisis parmi les associés coopérateurs, sont désignés par le collège de ces derniers.
- # [Les associés non coopérateurs sont obligatoirement représentés au conseil d'administration sans que leur nombre puisse être supérieur au tiers du nombre des administrateurs.  
Ils sont désignés par le collège des associés non coopérateurs constitué au sein de l'assemblée générale].
2. Les associés personnes morales de droit public ou de droit privé peuvent, comme les associés personnes physiques, être administrateurs de la société. Dans cette éventualité, les personnes morales sont représentées au conseil d'administration par leur représentant légal ou par un délégué régulièrement habilité par elles à cet effet, sans qu'il soit nécessaire que ce représentant légal ou ce délégué soit personnellement associé de la coopérative.

Lorsque les époux participent ensemble et de façon habituelle à une exploitation agricole non constituée sous forme sociale, l'un ou l'autre est éligible au conseil d'administration.

3. Tout administrateur doit :
  - 1° Etre soit de nationalité française, soit ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne, soit ressortissant d'un Etat avec lequel existe un accord de réciprocité, soit bénéficiaire d'une dérogation accordée par l'autorité chargée de l'agrément de la coopérative après avis de la ou des commissions compétentes.
  - 2° Ne pas participer directement ou indirectement, d'une façon habituelle ou occasionnelle, à une activité concurrente de celle de la coopérative ;
  - 3° N'avoir subi aucune des condamnations visées à l'article 6 du décret du 8 août 1935 instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société.

[Ces causes d'incompatibilité sont applicables aux personnes physiques désignées pour les représenter par les associés personnes morales de droit public ou de droit privé].

- \* [Le nombre des administrateurs personnes physiques, ou des représentants légaux ou des délégués des administrateurs personnes morales ayant dépassé l'âge de ne pourra être supérieur au des administrateurs en fonction].
- \* [Lorsque ce pourcentage est dépassé, l'administrateur, personne physique ou le représentant légal, ou le délégué, le plus âgé est réputé démissionnaire d'office].
- \* [Aucun administrateur ne peut dépasser l'âge de ].

Toute nomination intervenue en violation des dispositions qui précèdent est nulle.

4. Sous réserve des dérogations admises par le Ministre chargé de l'agriculture ou le préfet de région, ou le préfet du département après avis de la commission d'agrément compétente, les conjoints, les ascendants, descendants et collatéraux au deuxième degré ne peuvent simultanément être membres du conseil d'administration, sauf le cas où le nombre des associés coopérateurs demeurerait au plus égal à cinquante.
5. L'élection des membres du conseil d'administration doit avoir lieu au scrutin secret lorsque le conseil d'administration le décide ou lorsque ce scrutin secret est demandé avant l'assemblée générale ou dans le cours de celle-ci par un ou plusieurs associés.

#### **Article 20 – Durée et renouvellement du mandat des administrateurs**

1. Les administrateurs sont nommés pour ans et renouvelables par chaque année.
2. Les premières séries sont désignées par le sort ; le renouvellement se fait ensuite à l'ancienneté.
  - \* [En cas d'admission de nouveaux administrateurs en sus du minimum statutaire, ceux d'entre eux qui doivent être remplacés à l'issue de l'année en cours ou des années suivantes seront désignés par le sort].
- \* 3. [Les administrateurs sortants sont rééligibles].
- \* 4. [Le conseil d'administration est tenu de donner connaissance à l'assemblée générale des candidatures au mandat d'administrateur qui lui auraient été notifiées par les intéressés dix jours francs à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception].
- # 5. Les conditions de durée et de renouvellement des mandats des administrateurs représentant les associés non coopérateurs sont fixées comme suit :

#### **Article 21 – Désignation provisoire d'administrateurs**

1. En cas de vacance par décès, démission ou départ pour toute autre cause d'un ou plusieurs administrateurs, le conseil d'administration
  - # peut procéder provisoirement à leur remplacement [dans la catégorie à laquelle ils appartiennent].
2. Le choix du conseil doit être soumis à la ratification de la plus prochaine assemblée générale.
3. Si les nominations faites par le conseil d'administration n'étaient pas ratifiées par cette assemblée, les délibérations prises et les actes accomplis par lui n'en seraient pas moins valables.
4. L'associé coopérateur nommé en remplacement d'un administrateur dont le mandat n'est pas expiré ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir sur la durée de son mandat.
5. La faculté laissée au conseil d'administration de pourvoir aux vacances d'administrateurs cesse toutefois d'exister si, au cours d'un exercice, le nombre de vacances vient à atteindre la moitié du nombre minimum statutaire des administrateurs.

6. Dans ce cas, le conseil d'administration devra, à son initiative ou sur requête du ou des commissaires aux comptes, convoquer immédiatement une assemblée générale à l'effet de procéder aux nominations nécessaires d'administrateurs.

#### **Article 22 – Responsabilité des administrateurs**

1. Tout membre du conseil d'administration peut être révoqué # par [le collège compétent de ] l'assemblée générale.
2. Conformément aux règles de droit commun, les administrateurs sont responsables, individuellement ou solidairement, suivant les cas, envers la coopérative ou envers les tiers, des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion.
3. En sus des parts souscrites en application de l'article 12 ci-dessus, chaque administrateur doit être propriétaire, pendant toute la durée de son mandat, d'un nombre de parts fixé à Ces dernières parts sont affectées à la garantie de tous les actes de sa gestion, même de ceux qui lui seraient exclusivement personnels. Elles sont inaliénables.
4. Toute convention entre la coopérative et l'un de ses administrateurs, personnes physiques ou morales, ou leurs représentants légaux, ou leurs délégués, doit être soumis à l'autorisation préalable du conseil d'administration. Avis en est donné aux commissaires aux comptes qui sont tenus, conformément aux dispositions des articles 30 et 44-3, de présenter à l'assemblée générale annuelle, chargée d'examiner les comptes, un rapport spécial sur les conventions autorisées par le conseil.
5. Les dispositions du paragraphe 4 ci-dessus sont applicables aux conventions entre la coopérative et une autre entreprise si l'un des administrateurs de la coopérative personne physique ou personne morale, ou son représentant légal, ou son délégué est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance de ladite entreprise.

Elles sont également applicables aux conventions auxquelles un administrateur, personne physique ou morale ou son représentant légal ou son délégué est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la coopérative par personne interposée.

L'administrateur personne physique ou morale ou son représentant légal ou son délégué qui se trouve dans un des cas précédents, est tenu d'informer immédiatement le conseil, dès qu'il a connaissance de la convention. L'intéressé ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

6. Les conventions approuvées par l'assemblée générale comme celles qu'elle désapprouve produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude.
7. Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la coopérative des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge de l'administrateur intéressé, personne physique ou morale ou son représentant légal ou son délégué et, éventuellement, des autres membres du conseil d'administration.
8. Les dispositions du paragraphe 4 ne sont applicables ni aux opérations résultant normalement des engagements régulièrement contractés en application de l'article 7 ni aux opérations normalement effectuées par la coopérative en dehors de toute convention particulière.
9. Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter des emprunts auprès de la société sous quelque forme que ce soit, de se faire consentir par elle un découvert dont la durée dépasse une année ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers. Toutefois, cette interdiction ne s'étend pas aux emprunts, découverts, cautions, ou avals susceptibles d'être consentis à l'occasion des opérations résultant normalement des engagements régulièrement contractés par les intéressés en application de l'article 7 ci-dessus. La même interdiction s'applique aux représentants des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.



## **Article 23 – Présidence du conseil d'administration et bureau**

1. Le conseil nomme un président parmi ses membres, personnes physiques ou parmi les représentants légaux ou délégués en son sein des associés personnes morales qui en font partie. Cette nomination doit être faite au cours de la première séance du conseil d'administration suivant l'assemblée générale ordinaire qui a été chargée de l'examen annuel des comptes ou qui a procédé au renouvellement total du conseil d'administration.
2. Le président du conseil d'administration représente la société en justice tant en demandant qu'en défendant. C'est à sa requête ou contre lui que doivent être intentées toutes les actions judiciaires.
3. Le conseil d'administration nomme un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire et un trésorier, parmi ses membres, personnes physiques ou parmi les représentants légaux ou délégués en son sein des associés personnes morales qui en font partie, lesquels constituent avec le président le bureau du conseil.
4. En cas d'empêchement du président ou du ou des vice-présidents, le conseil nomme, pour chaque séance, celui de ses membres qui doit présider la réunion.

## **Article 24 – Réunion du conseil**

1. Le conseil d'administration se réunit au siège social ou dans tout autre lieu, aussi souvent que l'intérêt de la coopérative l'exige et au moins une fois par trimestre, sur la convocation du président ou, en cas d'empêchement, sur celle du vice-président. Il doit être convoqué toutes les fois que le tiers de ses membres en fait la demande.  
Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation, en indiquant l'ordre du jour de la séance.
2. Sauf les cas prévus aux articles 10 et 16, le conseil d'administration doit, pour délibérer valablement, réunir au moins  
# la moitié de ses membres en exercice, [laquelle doit représenter la moitié des administrateurs élus parmi les associés coopérateurs]. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président de la séance est prépondérante. Nul ne peut voter par procuration au sein du conseil.

## **Article 25 – Constatation des délibérations du conseil**

1. Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre spécial coté et paraphé par le président. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire de la séance ou, à défaut, par deux administrateurs qui y ont pris part.
2. Les copies ou extraits des délibérations à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président du conseil ou le vice-président ou par deux administrateurs en fonction.
- \*3. [Ainsi certifiés, ils sont valables pour les tiers. La justification du nombre d'administrateurs en exercice et de la qualité d'administrateurs en exercice, ainsi que des pouvoirs conférés par les personnes morales administrateurs à leurs représentants, résultent valablement, vis-à-vis des tiers, de la simple énonciation, dans le procès-verbal de chaque délibération et dans les copies ou extraits qui en sont délivrés, des noms tant des administrateurs et des représentants des personnes morales administrateurs présents que ceux des administrateurs absents].

## **Article 26 – Pouvoirs du conseil**

1. Le conseil d'administration est chargé de la gestion de la coopérative dont il doit assurer le bon fonctionnement.
2. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer toutes les affaires sociales et pourvoir à tous les intérêts sociaux sans aucune limitation autre que celle des pouvoirs et attributions expressément réservés à l'assemblée générale par les textes législatifs et réglementaires ou par les présents statuts.
3. Il établit, à la clôture de chaque exercice, un inventaire et des comptes annuels.

Il établit, en outre, un rapport aux associés et, le cas échéant, des comptes consolidés ainsi qu'un rapport sur la gestion du groupe.

4. En plus des attributions expressément énoncées aux présents statuts, il dispose notamment des pouvoirs suivants, lesquels sont indicatifs et non limitatifs.
5. Il représente la coopérative devant l'Etat, les administrations publiques ou privées et tous tiers et il fait toutes les opérations que comporte cette représentation.
6. Il fait retirer de tous bureaux de l'administration des postes et télécommunications et de toutes entreprises de transport ou de roulage, toutes lettres, dépêches, plis, colis, mandats destinés à la coopérative ; il en fait donner décharge.
7. Il statue sur tous marchés et traités.
8. Il fait toucher les sommes dues à la coopérative et payer celles qu'elle doit.
9. Il fait ouvrir et fonctionner à la Banque de France, aux bureaux des chèques postaux, dans toutes caisses de crédit agricole et dans toutes maisons de banque ou établissements de crédit, tous comptes courants, comptes de dépôts ou autres, aux conditions qu'il détermine et sans limitation, et donne toutes délégations pour leur fonctionnement.
10. Il fixe l'emploi des disponibilités.
11. Il acquiert, aliène et transfère tous fonds d'Etat ou autres valeurs mobilières, négociables ou non négociables.
12. Il fait souscrire, endosser, accepter et acquitter tous effets de commerces ou autres et notamment tous warrants agricoles. Il accorde la caution ou l'aval de la société.
13. Il consent tous crédits ou avances sous quelque forme que ce soit, avec ou sans garantie. Toutefois, lorsque lesdits crédits ou avances sont consentis en dehors des conditions générales normalement applicables aux opérations effectuées par la coopérative avec ses associés coopérateurs, le ou les commissaires aux comptes devront en être avisés.
14. Il contracte tout emprunt, réserve faite des émissions de valeurs mobilières qui doivent être autorisées par l'assemblée générale et seulement dans la limite d'un total de euros pour l'ensemble des emprunts de financement ou de campagne et d'un total de euros pour l'ensemble des emprunts d'investissement à moyen ou à long terme.
15. Il constitue toutes hypothèques ou autres garanties sur les biens de la coopérative.
16. Il acquiert et échange tout immeuble ; il peut aliéner les immeubles qui ne sont pas indispensables au fonctionnement de la coopérative.
17. Il consent et accepte tous baux et contrats d'affermage à l'exception des baux emphytéotiques.
18. Il accepte tous legs et dons.
19. Il décide les prises de participation de la coopérative dans toute personne morale.  
Si l'activité principale de cette personne morale n'est pas identique à l'activité de la coopérative ou complémentaire de cette activité, il doit, avant la réalisation définitive de la prise de participation, solliciter l'autorisation prévue aux articles L.523-5 et R.523-8 à R.523-10 du code rural.  
Dans le cas contraire, il communique cette prise de participation à l'autorité qui a prononcé l'agrément de la coopérative.  
En toute hypothèse, il désigne les personnes physiques représentant la coopérative à l'assemblée générale, et le cas échéant, aux organes d'administration des personnes morales.  
Il informe l'assemblée générale, dans son rapport annuel, de la nature et du montant des engagements souscrits.  
Il décide l'adhésion de la coopérative à tous syndicats régis par le titre 1er du Livre IV du code du travail, ou à toutes associations de la loi du 1er juillet 1901.

Il désigne les personnes physiques représentant la coopérative à l'assemblée générale, et le cas échéant, au conseil d'administration desdits syndicats ou associations.

20. Il autorise le président à exercer toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant.
21. Il provoque toutes résolutions de contrats, traite, compose, compromet et transige en tout état de cause avec ou sans indemnité.
22. Il fixe les modes de libération des débiteurs, il consent toute prolongation de délais.
23. Il donne tous acquiescements ou désistements ainsi que toutes mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits avec ou sans paiement ; il consent toutes antériorités.
24. Il cède et transporte toutes créances, tous loyers, toutes redevances échues ou à échoir.
25. Il conclut tous accords généraux de salaires ou conventions collectives de travail d'établissement et participe à la conclusion d'accords ou de conventions de portée plus générale.
26. Il élit domicile.
27. Il établit tous règlements intérieurs dans les limites prévues à l'article 61 ci-après.
28. Sans objet.

#### **Article 27 – Gratuité des fonctions d'administrateur**

Les fonctions des membres du conseil d'administration sont exercées gratuitement sous réserve du remboursement auxdits membres, personnes physiques ou morales ou à leurs représentants légaux ou à leurs délégués le cas échéant et sur leur demande, des frais spéciaux nécessités par l'exercice de ces fonctions. Les indemnités compensatrices de l'activité consacrée à l'administration de la société que peuvent recevoir les administrateurs, personnes physiques ou morales, ou leurs représentants légaux, ou leurs délégués, sont attribuées dans la limite d'une allocation globale décidée et fixée chaque année par l'assemblée générale.

#### **Article 28 – Délégation des pouvoirs du conseil**

1. Le conseil d'administration peut conférer des délégations de pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, personnes physiques ou à un ou plusieurs des représentants légaux ou délégués en son sein des associés personnes morales qui en font partie.

## **TITRE V – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

#### **Article 30 – Commissaires aux comptes**

- \* 1. L'assemblée générale ordinaire désigne [au scrutin secret], pour une durée de six exercices, au moins un commissaire aux comptes et un suppléant, lorsque le chiffre d'affaires hors taxes, à la clôture de l'exercice social, dépasse 110 000 euros. Il n'y a plus lieu à désignation si, pendant les deux exercices qui précèdent l'expiration du mandat, le chiffre d'affaires n'a pas dépassé 110 000 euros. Le mandat de commissaire aux comptes peut être exercé par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 225-219 du code de commerce ou par une fédération de coopératives agricoles agréée en application de l'article L 527-1 du code rural.

La coopérative peut être tenue également de désigner un commissaire aux comptes en application d'autres dispositions législatives ou réglementaires, quel que soit le montant de son chiffre d'affaires.

Les fonctions des commissaires aux comptes expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes du sixième exercice écoulé depuis leur nomination. Lorsque, à l'expiration des fonctions d'un commissaire aux comptes, il est proposé à l'assemblée de ne pas le renouveler, le commissaire doit être, s'il le demande, entendu par l'assemblée générale.

2. Le conseil d'administration peut en outre, pour un ou plusieurs objets déterminés, conférer des mandats spéciaux à des associés non administrateurs ou à des tiers.

#### **Article 29 – Directeur**

1. Le conseil d'administration peut nommer un directeur qui, s'il est associé coopérateur ne doit pas être membre du conseil. Le directeur ne peut également en aucun cas être le représentant au sein du conseil d'une personne morale qui en fait partie. L'engagement du directeur doit donner lieu à l'établissement d'un contrat écrit approuvé par le conseil d'administration.
2. Le directeur exerce ses fonctions sous la direction, le contrôle et la surveillance du conseil d'administration qu'il représente vis-à-vis des tiers dans la limite des pouvoirs qui lui sont confiés par délibération du conseil d'administration.
3. Sa rémunération annuelle est arrêtée, dans le cadre de son contrat d'engagement, par le conseil d'administration qui détermine aussi les autres avantages qui peuvent lui être accordés et éventuellement un pourcentage sur les excédents nets de l'exercice après dotation des réserves, dans la limite du maximum de rétribution annuelle fixé pour une durée de cinq ans au plus par le conseil d'administration.
4. En aucun cas, il ne peut être alloué au directeur un pourcentage sur le chiffre des opérations réalisées par la coopérative.
5. Nul ne peut être chargé de la direction de la coopérative :
  - 1° S'il participe, directement ou indirectement, d'une façon habituelle ou occasionnelle, à une activité concurrente de celle de la société ou des unions auxquelles celle-ci est adhérente ;
  - 2° S'il a fait l'objet d'une des condamnations visées à l'article 6 du décret du 8 août 1935 instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société.
6. Le contrat d'engagement du directeur doit préciser qu'il lui est interdit d'exercer une activité incompatible avec ses fonctions.
- \*7. [Le personnel salarié est placé sous les ordres du directeur qui embauche et licencie le personnel].

Le ou les commissaires aux comptes suppléants sont appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

A défaut de nomination des commissaires par l'assemblée générale, ou en cas d'empêchement ou de refus d'un ou plusieurs des commissaires nommés, tout associé peut demander leur nomination ou leur remplacement par ordonnance du président du tribunal de grande instance du siège de la société statuant en référé, le président du conseil d'administration dûment appelé. Le mandat ainsi conféré prend fin lorsqu'il a été pourvu par l'assemblée générale à la nomination du commissaire aux comptes.

2. Les commissaires aux comptes exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les articles L 210-1 et suivants du code de commerce sur les sociétés commerciales sous réserve des règles propres aux sociétés coopératives agricoles. Les commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la coopérative à la fin de cet exercice.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport aux associés établi par le conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Les commissaires aux comptes s'assurent que l'égalité a été respectée entre les associés.

A toute époque de l'année, les commissaires aux comptes, ensemble ou séparément, opèrent toutes vérifications et tous contrôles qu'ils jugent opportuns et peuvent se faire communiquer sur place toutes les pièces qu'ils estiment utiles à l'exercice de leur mission, et notamment tous contrats, livres, documents comptables et registres de procès-verbaux.

Pour l'accomplissement de leurs contrôles, les commissaires aux comptes peuvent, sous leur responsabilité, se faire assister ou représenter par tels experts ou collaborateurs de leur choix, qu'ils font connaître nommément à la coopérative.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toutes les assemblées générales au plus tard lors de la convocation des associés et en même temps que les administrateurs, à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé. Les convocations sont faites par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les commissaires aux comptes proposent au président du conseil d'administration la convocation dudit conseil s'ils l'estiment utile ou lui demandent la convocation de l'assemblée générale soit s'ils l'estiment utile, soit dans le cas où ils y sont tenus en application de l'article 21 des présents statuts lorsque le nombre des administrateurs devient au plus égal à la moitié du nombre statutaire.

Les commissaires aux comptes portent à la connaissance du conseil d'administration :

- 1° Les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé et les différents sondages auxquels ils se sont livrés ;
  - 2° Les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications leur paraissent devoir être apportées en faisant toutes observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents ;
  - 3° Les irrégularités et les inexactitudes qu'ils auraient découvertes ;
  - 4° Les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du précédent exercice.
3. Lorsque les commissaires aux comptes relèvent, à l'occasion de l'exercice de leur mission, des faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de la société, ils en informent le président du conseil d'administration.

A défaut de réponse écrite de ce dernier sous quinze jours ou si celle-ci ne permet pas d'être assuré de la continuité de l'exploitation, les commissaires aux comptes invitent, par écrit, le président à faire délibérer le conseil d'administration de la société sur les faits relevés. Les commissaires aux comptes sont convoqués à cette séance. La délibération du conseil d'administration est communiquée au comité d'entreprise. Les commissaires aux comptes en informent le président du tribunal de grande instance.

En cas d'inobservation de ces dispositions ou s'ils constatent, qu'en dépit des décisions prises, la continuité de l'exploitation demeure compromise, les commissaires aux comptes établissent un rapport spécial qui est présenté à la prochaine assemblée générale.

Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise.

Si, à l'issue de la réunion de l'assemblée générale, les commissaires aux comptes constatent que les décisions prises ne permettent pas d'assurer la continuité de l'exploitation, ils informent de leurs démarches le président du tribunal de grande instance et lui communiquent les résultats.

4. Lorsque la coopérative est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement et un plan de financement, les commissaires aux comptes présentent leurs observations et rapports sur lesdits documents, conformément aux dispositions de l'article L612-2 du code de commerce.
5. Les commissaires aux comptes reçoivent de la part de la coopérative des honoraires fixés selon les modalités réglementaires en vigueur.
6. Ils sont responsables, tant à l'égard de la coopérative que des tiers, des conséquences dommageables des fautes et négligences par eux commises dans l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, leur responsabilité ne peut pas être engagée pour les informations ou divulgations de faits auxquelles ils procèdent en exécution de leur mission relative à la continuité de l'exploitation.

7. Ne peuvent être choisis comme commissaires aux comptes :

- 1° Les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ou le conjoint d'un administrateur, personne physique ou d'un représentant légal ou d'un délégué d'un administrateur personne morale de la société ;
- 2° Les personnes recevant sous une forme quelconque un salaire ou une rémunération des administrateurs, personnes physiques ou morales de la société ou de leur représentant légal ou de leur délégué, en raison de fonctions autres que celles de commissaire aux comptes ;
- 3° Les personnes à qui l'exercice de la fonction d'administrateur, de gérant ou de directeur est interdit ou qui sont déchues de leur droit d'exercer cette fonction ;
- 4° Les conjoints des personnes ci-dessus visées.

Si l'une des causes d'incompatibilité indiquées ci-dessus survient au cours du mandat d'un commissaire aux comptes, l'intéressé doit cesser immédiatement ses fonctions et en informer le conseil d'administration au plus tard quinze jours après la survenance de cette incompatibilité.

8. Les personnes physiques exerçant au nom des fédérations éventuellement chargées du mandat de commissaire aux comptes ne pourront être admises à procéder au contrôle des opérations de la société qu'après déclaration par elles qu'elles ne tombent pas sous le coup des incompatibilités prévues au paragraphe 7 ci-dessus en ce qui concerne les commissaires aux comptes. Les nom et qualité des agents ayant participé à l'exercice du mandat de commissaire aux comptes devront être portés par la fédération à la connaissance de l'assemblée générale.
9. Les délibérations prises par l'assemblée générale, conformément au rapport fait par un commissaire aux comptes, nonobstant les dispositions des paragraphes 7 et 8 ci-dessus, ne peuvent être annulées de ce chef.

## TITRE VI – ASSEMBLEES GENERALES

### Article 31 – Composition et rôle de l'assemblée générale

1. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des associés régulièrement inscrits sur le registre des adhésions à la date de convocation de l'assemblée.
- # [Toutefois, lorsqu'il s'agit soit des modifications des obligations de souscription des associés coopérateurs, soit de l'élection des administrateurs, l'assemblée générale délibère séparément en deux collèges :
- le collège des associés coopérateurs
  - le collège des associés non coopérateurs.
- Chacun de ces collèges délibérant sur les questions le concernant].
2. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, dissidents ou incapables.

### Article 32 – Convocation

1. L'assemblée générale ordinaire est convoquée par le conseil d'administration soit à son initiative, soit dans les deux mois au plus tard de la demande qui lui serait présentée par le cinquième au moins des associés coopérateurs régulièrement inscrits ou par le ou les commissaires aux comptes.
2. L'assemblée générale extraordinaire est convoquée par le conseil d'administration soit à son initiative, soit dans les deux mois au plus tard de la demande qui lui serait présentée par le quart au moins des associés coopérateurs régulièrement inscrits ou par le ou les commissaires aux comptes.

#### # 2.Bis

[Lorsque la majorité en voix des associés non coopérateurs le demande, la réunion de l'assemblée est de droit, dans la limite d'une fois par an].

3. Sous réserve des prescriptions contenues aux articles 39 et 41 ci-après pour les assemblées réunies sur seconde convocation, la convocation à l'assemblée générale doit être publiée au moins quinze jours avant la date fixée dans un journal d'annonces légales du département ou de l'arrondissement où se trouve le siège social. L'insertion doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée et préciser les lieu, date et heure de la réunion.
4. Il est en outre adressé à chaque associé, quinze jours au moins avant la date de la réunion, une convocation individuelle l'invitant à assister à l'assemblée générale et lui précisant la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour.
5. Lorsqu'il s'agit d'une convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, l'insertion et la convocation individuelle devront mentionner que les associés ont la faculté, à partir du quinzième jour précédant la date de cette assemblée, de prendre connaissance au siège de la coopérative des comptes annuels, du rapport aux associés, du texte des résolutions proposées, des rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels et, s'ils doivent être établis, des comptes consolidés, du rapport sur la gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

6. La convocation individuelle peut être faite par l'envoi à chaque associé d'un exemplaire d'un journal ou d'un bulletin sur lequel elle figure. Pour l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, la mention de la faculté laissée aux associés de prendre communication au siège social, dans le délai prévu, des documents susvisés, devra figurer sur cet exemplaire.
7. La convocation individuelle, effectuée soit par lettre, soit par l'envoi d'un journal ou d'un bulletin, est adressée valablement au dernier domicile que les associés auront fait connaître à la coopérative.

### Article 33 – Ordre du jour

1. L'ordre du jour de l'assemblée générale est arrêté par le conseil d'administration. Il doit comporter, outre les propositions émanant du conseil ou, s'il y a lieu, des commissaires aux comptes, toute question présentée au conseil six semaines au moins avant la convocation de l'assemblée générale sur proposition écrite revêtue de la signature d'un dixième au moins du nombre total des associés inscrits.
2. L'ordre du jour de l'assemblée générale convoquée sur la demande des commissaires aux comptes est arrêté en accord avec ceux-ci.
3. Il ne peut être mis en délibération dans toute assemblée que les questions portées à l'ordre du jour.

### Article 34 – Bureau de l'Assemblée Générale

1. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et, en son absence, par le vice-président ; à défaut, par l'administrateur que le conseil a désigné ; à défaut encore, l'assemblée nomme son président.
2. Les fonctions de scrutateur sont remplies par deux associés désignés par l'assemblée générale et choisis en dehors du conseil d'administration.
3. Le bureau ainsi composé désigne le secrétaire qui peut ne pas être associé.
4. Le président assure la police de l'assemblée et veille à ce que les discussions ne s'écartent pas de l'ordre du jour et de leur objet spécial.

### Article 35 – Admission, droit de vote et représentation

1. Tout associé a le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale.  
Lorsque les époux participent ensemble et de façon habituelle à une exploitation agricole non constituée sous forme sociale, l'un ou l'autre peut participer aux assemblées générales.  
Un ou plusieurs tiers peuvent être admis en raison de leurs qualités, sur invitation du conseil d'administration.
2. Chaque associé, présent ou représenté, ne dispose que d'une voix quel que soit le nombre des parts qu'il possède.

Toutefois, pour l'exercice du droit de vote en assemblée générale, lorsqu'un groupement agricole d'exploitation en commun est adhérent de la coopérative, tous les membres du groupement considérés comme chefs d'exploitation agricole sont réputés associés coopérateurs, sans que les chefs d'exploitation membres d'un même groupement considérés comme chefs d'exploitation agricole sont réputés associés coopérateurs, sans que les chefs d'exploitation membres d'un même groupement puissent, en cette qualité, détenir plus de 49% des voix.

# [Les associés non coopérateurs ne peuvent détenir ensemble plus d'un cinquième des voix en assemblée générale].

3. L'associé empêché peut donner mandat de le représenter à l'assemblée générale. Le mandataire doit être un autre associé, le conjoint du mandant, un de ses descendants majeurs ou un allié au même degré. Les mandataires non associés ne peuvent représenter que leur conjoint, ascendant ou allié.

# [Toutefois l'associé coopérateur ne peut donner mandat de le représenter qu'à un associé coopérateur et l'associé non coopérateur qu'à un associé non coopérateur].

4. L'associé mandaté par d'autres associés ne peut disposer que de voix, la sienne comprise.

5. Les mandats sont annexés au procès-verbal de l'assemblée générale.

#### **Article 36 – Constatation des délibérations de l'assemblée générale**

1. Il est tenu une feuille de présence indiquant les nom et domicile de chacun des associés et le nombre de parts dont il est porteur.

2. Cette feuille de présence, émarginée par les associés ou, en leur nom, par leurs mandataires, est certifiée exacte par les membres du bureau de l'assemblée et est déposée au siège social pour être jointe aux rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, ainsi qu'aux procès-verbaux des délibérations.

\* [Ces procès-verbaux sont inscrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau de l'assemblée].

\* 3. [Les copies ou extraits des délibérations à produire en justice sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs].

#### **Article 37 – Réunions et objet de l'assemblée générale ordinaire**

1. L'assemblée générale ordinaire doit être convoquée au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

2. L'assemblée générale ordinaire annuelle doit, après lecture du rapport aux associés dont le contenu est précisé à l'article 44 ci-dessous et du ou des rapports des commissaires aux comptes :

- Examiner, approuver ou rectifier les comptes ;
  - Donner ou refuser le quitus aux administrateurs ;
  - Déterminer éventuellement les modalités de répartition des excédents et, notamment, en premier lieu, le montant de la dotation obligatoire à la réserve légale ;
  - Décider, s'il y a lieu, de verser un intérêt aux parts et éventuellement en fixer le taux ;
  - Décider éventuellement de distribuer tout ou partie des dividendes reçus au titre des participations détenues par la coopérative ;
- #- Procéder à la nomination des administrateurs, [par collège séparé] et des commissaires aux comptes ;
- Constater la variation du capital social au cours de l'exercice ;
  - Délibérer sur toutes autres questions figurant à l'ordre du jour.

3. Les délibérations de l'assemblée générale sont nulles si elles n'ont pas été précédées de la lecture du ou des rapports des commissaires aux comptes.

\*4. [Si la coopérative a obtenu un prêt de la Caisse nationale de crédit agricole ou un prêt d'une caisse de crédit agricole mutuel, les comptes annuels doivent avoir été communiqués à la caisse de crédit agricole un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, accompagnés du projet d'affectation du résultat].

#### **Article 38 – Réunions et objet de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement**

1. L'assemblée générale ordinaire peut être réunie extraordinairement, en dehors de l'assemblée annuelle, par le conseil d'administration chaque fois que celui-ci juge utile de prendre l'avis des associés coopérateurs ou d'obtenir un complément de pouvoirs. Le conseil d'administration doit également réunir extraordinairement l'assemblée générale ordinaire dans les deux mois au plus tard de la demande qui lui serait présentée par écrit pour des motifs bien déterminés par un groupe représentant le cinquième au moins des associés

# coopérateurs inscrits [ou la majorité des voix des associés non coopérateurs, dans la limite fixée à l'article 32 (paragraphe 2 bis)]

2. Elle doit être convoquée immédiatement dans les mêmes conditions pour procéder à la nomination de nouveaux

# administrateurs, [par collège séparé] dans l'éventualité prévue à l'article 21 des présents statuts.

#### **Article 39 – Quorum et majorité en assemblée générale ordinaire ou convoquée extraordinairement**

1. L'assemblée générale ordinaire ou convoquée extraordinairement n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'associés présents ou représentés au moins égal au tiers de celui des associés inscrits à la coopérative à la date de la convocation.

2. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation est faite avec le même ordre du jour dix jours au moins avant la date de la nouvelle réunion de l'assemblée, en suivant les mêmes règles que pour la première et en indiquant dans la convocation la date et le résultat de la précédente assemblée.

3. La deuxième assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première assemblée.

4. Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

# 5. [Les règles édictées dans les paragraphes précédents s'appliquent lorsque les associés votent par collège séparé].

#### **Article 40 – Objet de l'assemblée générale extraordinaire**

1. L'assemblée générale extraordinaire a seule pouvoir pour délibérer sur les modifications des statuts, la dissolution de la société, sa prorogation dans les formes prévues par l'article 1844-6 du code civil ou sa fusion avec d'autres sociétés coopératives agricoles. Elle a seule la possibilité de décider une variation du capital par mesure collective en modifiant la base de répartition des parts prévues à l'article 12.

# 2. [Le collège des associés coopérateurs a seul la possibilité de modifier les obligations de souscription mentionnées à l'article 12 paragraphe 2].

#### **Article 41 – Quorum et majorité en assemblée générale**

1. L'assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si elle est composée d'un nombre de membres présents ou représentés au moins égal à la moitié de celui des associés inscrits à la coopérative à la date de la convocation, sauf le cas prévu au paragraphe 4 ci-dessous.
2. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde convocation est faite avec le même ordre du jour, dix jours au moins avant la date de la nouvelle réunion de l'assemblée en suivant les mêmes règles que pour la première et en indiquant dans la convocation la date et le résultat de la précédente assemblée.

## **TITRE VII – DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **Article 42 – Durée de l'exercice**

L'exercice commence le                      et finit le                     

- \* [Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé entre la date du                      à laquelle la société a été régulièrement constituée, et le                      ]

#### **Article 43 – Tenue de la comptabilité**

1. La coopérative établit des comptes annuels suivant les principes et les méthodes définis aux articles L. 123-12 à L. 123-22 du code de commerce et au décret n°83-1020 du 29 novembre 1983, sous réserve des règles posées par le plan comptable adopté par le Comité de la réglementation comptable après avis du Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole.
- O [Les opérations traitées avec des tiers non associés, dans les conditions prévues à l'article 3 (paragraphe 4 bis) ci-dessus, font l'objet d'une comptabilité spéciale].

#### **Article 43 bis – [Révision]**

- O [La coopérative s'engage à soumettre sa gestion à révision tous les                      ans par les soins d'une fédération de coopératives agréée au titre de la révision par le Ministre de l'agriculture, conformément à l'article L 527-1 du code rural].

#### **Article 44 – Etablissement des comptes**

1. A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit un inventaire et les comptes annuels ; il établit en outre un rapport aux associés. Ce rapport expose la situation de la coopérative durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants entre la date de clôture de l'exercice écoulé et la date à laquelle il est établi et, le cas échéant, ses activités en matière de recherche et de développement. Le conseil d'administration établit, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi qu'un rapport sur la gestion du groupe. L'ensemble de ces documents est mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée générale.
2. Les commissaires aux comptes établissent un rapport dans lequel ils rendent compte à l'assemblée générale de l'exécution du mandat qu'elle leur a confié et doivent signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils auraient relevées, notamment en ce qui concerne l'application des statuts.
3. Les commissaires présentent en outre à l'assemblée générale un rapport spécial sur les conventions qui auraient été autorisées par le conseil d'administration, conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 de l'article 22 ci-dessus, entre la coopérative et certains de ses administrateurs, personnes physiques ou morales ou leurs représentants légaux ou leurs délégués, ou entre la coopérative et une autre entreprise dont un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales ou leurs représentants légaux ou leurs délégués seraient associés indéfiniment responsables, gérants, administrateurs, directeur général ou membre du directoire ou du conseil de surveillance.

3. La deuxième assemblée délibère valablement sauf le cas prévu au paragraphe 4 ci-dessous, quel que soit le nombre des associés présents ou représentés, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première assemblée.
4. Lorsque le collège des associés coopérateurs est convoqué en assemblée générale pour décider une augmentation collective de capital par augmentation des obligations de souscription prévues à l'article 12, l'assemblée doit toujours réunir un nombre de membres présents ou représentés au moins égal à celui des deux tiers des associés coopérateurs inscrits à la date de la convocation.
5. Dans tous les cas, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

#### **Article 45 – Présentation des comptes**

1. Les comptes annuels qui sont présentés à l'assemblée générale comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Ils sont établis à la clôture de chaque exercice selon les principes et les méthodes définis aux articles L. 123-12 à L. 123-22 du code de commerce et au décret n°83-1020 du 29 novembre 1983, sous réserve des règles posées par le plan comptable adopté par le Comité de la réglementation comptable après avis du Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole.
2. Ces documents, ainsi que l'inventaire, le rapport aux associés, le texte des résolutions, les rapports des commissaires sur les comptes annuels, sont tenus à la disposition des associés coopérateurs au siège social de la coopérative à partir du quinzième jour précédant la date de l'assemblée. Lorsqu'ils sont établis, les comptes consolidés, qui comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe consolidés, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont également tenus à la disposition des associés, dans les mêmes conditions, à partir du quinzième jour précédant la date de l'assemblée générale.

#### **Article 46 – Excédent net et excédent réparti**

1. L'excédent de chaque exercice est la résultante des produits et des charges de la société. Ces produits ne comportent pas le montant total des subventions d'investissement reçues de l'Etat, des collectivités ou des établissements publics, qui doivent être portées directement à une réserve indisponible spéciale.

Constituent des charges de chaque exercice, notamment, les charges spécifiques comme les acomptes versés aux associés coopérateurs sur les produits livrés par ceux-ci et la provision pour faire face aux dépenses exceptionnelles de réparation des biens subventionnés.

L'excédent réparti sous forme de ristournes ne peut comprendre en particulier les sommes qui ont été affectées à des comptes de réserves. Ces comptes de réserves sont dotés,

- O dans l'ordre, au profit [de la réserve indisponible spéciale correspondant à la quote-part de l'excédent provenant des opérations traitées avec des tiers non associés], de la réserve légale, des réserves statutaires, réglementées et facultatives.
2. Par ailleurs, sont prélevées notamment sur l'excédent avant le calcul de la ristourne les sommes éventuellement affectées au service des intérêts aux parts.
  3. La quote-part de l'excédent résultant d'autres opérations que celles normalement effectuées par la coopérative avec des associés coopérateurs et les acheteurs des produits commercialisés par la société ne peut en aucun cas faire l'objet, sous une forme quelconque, d'une répartition entre les associés.

Il en est de même pendant la durée de la société de l'excédent constaté au cours d'un exercice antérieur à moins qu'il n'ait été affecté à une provision spécialement ouverte au titre de cet exercice en vue de sa distribution éventuelle. Cette provision ainsi que l'excédent provenant de reprises de "provisions" pourront être répartis entre les associés coopérateurs, mais seulement au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux au cours de l'exercice sur l'excédent duquel ils ont été prélevés

- \* 4. [Les charges doivent être réparties entre les diverses subdivisions du compte de résultat selon leur nature, sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale. L'excédent réparti afférent à chaque subdivision du compte de résultat doit être réparti entre les associés coopérateurs au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux au titre de cette subdivision, à moins qu'il ne soit utilisé en tout ou partie à la couverture de déficits d'une ou de plusieurs autres subdivisions du compte de résultat].

#### **Article 47 – Modalités d'affectation de l'excédent annuel**

1. L'affectation de l'excédent annuel est décidée sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale ordinaire qui en détermine les modalités sous réserve des dispositions ci-après.
- O 2. Il est effectué annuellement sur l'excédent net [à l'exclusion de la quote-part de l'excédent provenant d'opérations traitées avec des tiers non associés, qui est porté à une réserve indisponible spéciale], un prélèvement d'un dixième destiné à la constitution de la réserve légale prévue à l'article R. 524-21 du code rural. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand cette réserve atteint une somme correspondant au montant du capital social.
- O [Les excédents de l'exercice provenant d'opérations traitées avec des tiers non associés sont portés à une réserve indisponible spéciale, qui lorsqu'elle a été utilisée pour amortir des pertes sociales, doit être reconstituée par prélèvement prioritaire sur les excédents ultérieurs subsistant après l'alimentation de la réserve légale obligatoire].
- 3. [Sous réserve des dispositions de l'article 13 (paragraphe 1)], les réserves quelles qu'elles soient, ne pourront être partagées entre les associés pendant la durée de la société.
4. L'excédent affecté au service de ristournes aux associés coopérateurs ne peut être réparti entre ceux-ci que proportionnellement aux opérations qu'ils ont réalisées avec
- \* la coopérative [et suivant les modalités prévues par le paragraphe 4 de l'article 46 ci-dessus].
5. L'assemblée générale peut, sur proposition du conseil d'administration, décider de distribuer à ses associés coopérateurs et à ses associés non coopérateurs tout ou partie des dividendes reçus au titre des participations détenues par la coopérative. Cette distribution est faite au prorata des parts sociales libérées.

Toutefois, lorsque les résultats propres de la coopérative sont déficitaires, les dividendes sont, à due concurrence, affectés à l'apurement de ce déficit.

- \* 6. [L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, peut décider de différer le paiement des intérêts et des ristournes, dont le montant, inscrit au compte de chaque associé, demeure à la disposition de la coopérative, en vue de faciliter sa trésorerie jusqu'à la date obligatoirement fixée par la décision de l'assemblée.

Elle peut en outre constituer notamment une "provision" destinée à parfaire les sommes nécessaires au service de l'intérêt aux parts en cas d'insuffisance du résultat de l'exercice].

#### **Article 48 – Exercice déficitaire**

1. Les déficits éventuels d'une ou plusieurs subdivisions du compte de résultat peuvent être prélevés, par simple décision du conseil d'administration, sur les provisions spécialement constituées à cet effet
2. Les déficits non couverts en application du paragraphe 1 ci-dessus peuvent être prélevés, par décision de l'assemblée générale, sur les provisions et excédents éventuels afférents aux autres subdivisions du compte de résultat.
3. En cas de déficit de l'exercice non couvert en application des dispositions précédentes, le déficit constaté au cours de l'exercice est, par décision de l'assemblée générale, soit affecté en report à nouveau, soit imputé sur les "provisions", réserves facultatives s'il en a été constitué
- [sur la réserve indisponible spéciale correspondant à la quote-part de l'excédent des opérations traitées avec des tiers non associés] et, en dernier lieu, après épuisement des autres ressources, sur la réserve légale.
- O 3. bis  
[Lorsque cette réserve indisponible spéciale correspondant à la quote-part de l'excédent provenant des opérations effectuées avec des tiers non associés a été utilisée pour amortir des pertes sociales, elle doit être reconstituée par prélèvement prioritaire sur les excédents ultérieurs subsistant après l'alimentation de la réserve légale obligatoire].
4. Le conseil d'administration devra, dans ce cas, présenter à l'assemblée générale, dans son rapport, toutes propositions jugées nécessaires pour assurer le redressement financier de la coopérative.

#### **Article 49 – Prescription des intérêts**

Tout intérêt non réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au profit de l'Etat, sous réserve que ledit intérêt n'ait pas fait l'objet d'une remise en compte courant entraînant novation.

## **TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 50 – [Solidarité des associés coopérateurs en cas d'avances]**

- \* [Si la société reçoit une avance de la Caisse nationale de crédit agricole, les associés coopérateurs sont eux-mêmes, indépendamment des autres garanties prévues par la législation et la réglementation du Crédit agricole mutuel, tenus solidairement pour le remboursement de ladite avance vis-à-vis de toute caisse de Crédit agricole mutuel qui aurait elle-même remboursé ladite avance à la caisse nationale].

#### **Article 51 – [Privilège de l'Etat sur les parts sociales en cas d'avances]**

- \* [L'Etat jouit d'un privilège sur les parts composant le capital social de la coopérative pour toutes les sommes dues à raison des avances ou prêts consentis à l'aide de fonds publics].

#### **Article 52 – Sanctions en cas de non observation des conditions d'attribution des avances**

- \* 1. [Si la coopérative n'observe pas les conditions d'attribution de l'avance consentie par la Caisse nationale de crédit agricole, le remboursement de cette avance devient immédiatement exigible ; en outre, la coopérative est tenue de verser à la Caisse nationale de crédit agricole la différence entre l'intérêt réduit auquel l'avance a été consentie et l'intérêt fixé par l'article 726 du code rural, cette différence calculée de la date de l'encaissement de l'avance à celle de son remboursement].
- \* 2. [Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables notamment au cas où la coopérative vient à céder ses installations à un industriel, à un commerçant ou à une société d'actionnaires si elle n'a pas obtenu l'autorisation de la Caisse nationale de crédit agricole].

3. En outre, si la coopérative bénéficie pour ses installations d'une subvention de l'Etat, elle doit constituer chaque année, en plus de la réserve indisponible correspondant aux subventions reçues de l'Etat visée à l'article 46, paragraphe 1, ci-dessus, une provision complémentaire pour faire face aux dépenses exceptionnelles de réparation sur les biens subventionnés.
4. En cas de cession par la coopérative de l'installation subventionnée à un autre organisme coopératif, l'obligation prévue au paragraphe 3 ci-dessus doit être insérée dans le contrat de vente.

#### **Article 53 – Contrôle du Ministre de l'Agriculture et de l'Inspection des Finances**

1. La coopérative est soumise au contrôle de l'autorité chargée de son agrément qui communique ses observations éventuelles au président de la société et qui peut donner directement avis desdites observations aux commissaires aux comptes, lesquels seront alors tenus d'en rendre compte à la plus prochaine assemblée générale.
- \* 2. [Si elle reçoit des avances de la Caisse nationale de crédit agricole, elle se soumet également au contrôle de cet établissement ; il en est de même si elle reçoit des prêts des caisses régionales de crédit agricole mutuel].

3. Elle est tenue par ailleurs de produire sa comptabilité et les justifications nécessaires tendant à prouver qu'elle fonctionne conformément aux dispositions législatives et réglementaires visées à l'article premier des présents statuts à toute réquisition des inspecteurs des finances et des agents de l'administration des finances ayant au moins le grade de contrôleur, receveur-contrôleur ou inspecteur.

#### **Article 54 – Conséquences du contrôle du Ministre**

1. Si le contrôle institué par l'article précédent fait apparaître soit l'inaptitude des administrateurs, soit la violation des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires, soit encore la méconnaissance des intérêts du groupement, une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée, selon le cas, par le Ministre chargé de l'agriculture, par le préfet de région ou par le préfet du département.
2. Dans le cas où les mesures décidées par l'assemblée apparaîtraient comme inopérantes, l'autorité chargée de l'agrément de la coopérative peut prononcer, après avis du Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole, la dissolution du conseil d'administration et nommer une commission administrative provisoire.
3. Si, dans un délai d'un an suivant la désignation du nouveau conseil, le fonctionnement normal de la coopérative n'a pas été rétabli, une décision de retrait d'agrément peut être prise à son égard par l'autorité chargée de l'agrément de la coopérative après avis du Conseil supérieur d'orientation de la coopération agricole.

## **TITRE IX – DISSOLUTION, LIQUIDATION, DEVOLUTION**

#### **Article 55 – Cas de dissolution de la coopérative**

1. En cas de perte des trois quarts du capital social augmenté des réserves, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur la dissolution de la coopérative. Sa résolution doit être publiée dans les trente jours dans un journal d'annonces légales du département ou de l'arrondissement où la coopérative a son siège.
2. A défaut de décision de l'assemblée, tout membre peut demander la dissolution judiciaire de la coopérative.
3. Dans le cas de retrait de l'agrément, l'assemblée générale extraordinaire doit être convoquée par le conseil d'administration dans le mois suivant la notification du retrait d'agrément en vue de prononcer la dissolution de la société ou sa transformation dans la limite des dispositions de l'article 25 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

La fraction de l'actif net représentative des réserves indisponibles est attribuée soit à des établissements ou oeuvres d'intérêt général agricole avec l'assentiment de l'autorité qui a pouvoir d'agrément ou avec l'assentiment des collectivités publiques ou des établissements publics donateurs lorsque cette fraction a résulté de leurs libéralités, soit à d'autres coopératives ou unions.

La différence entre l'excédent d'actif net et la fraction représentative des réserves indisponibles visée à l'alinéa ci-dessus peut être répartie entre les associés, avec l'assentiment de l'autorité chargée de l'agrément de la coopérative, au prorata de leurs parts du capital social.

#### **Article 58 – Responsabilité financière des associés coopérateurs**

1. Si la liquidation fait apparaître des pertes excédant le montant du capital social lui-même, ces pertes sont, tant à l'égard des créanciers qu'à l'égard des associés eux-mêmes, divisées entre les associés proportionnellement au nombre des parts du capital social appartenant à chacun d'eux ou qu'ils auraient dû souscrire en application de l'article 12 ci-dessus.
2. Sous réserve des dispositions des articles 656 et 732 du code rural, la responsabilité encourue par chaque associé coopérateur en application du paragraphe 1 ci-dessus est limitée à deux fois le montant des parts du capital social qu'il a souscrites ou qu'il aurait dû souscrire, y compris le montant desdites parts.

# [En ce qui concerne les associés non coopérateurs leur responsabilité est limitée au montant des parts du capital social qu'ils ont souscrites en application de la convention d'adhésion].

#### **Article 56 – Liquidation de la coopérative**

1. En cas de dissolution anticipée, de même qu'à l'expiration de la durée contractuelle de la coopérative, l'assemblée générale règle de mode de liquidation ; elle nomme un ou plusieurs liquidateurs ou confie la liquidation aux administrateurs en exercice. Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la coopérative.
2. Toutes les valeurs de la coopérative sont réalisées par les liquidateurs qui disposent, à cet effet, des pouvoirs les plus étendus.

#### **Article 57 – Dévolution de l'excédent**

En cas de dissolution de la coopérative si la liquidation fait apparaître un excédent de l'actif net sur le capital social, cet excédent est dévolu à d'autres coopératives ou à des oeuvres d'intérêt général agricole.



## TITRE X – DISPOSITIONS GENERALES

### Article 59 – Règlement des contestations

1. Toutes contestations s'élevant à raison des affaires sociales sont soumises à l'examen du conseil d'administration qui s'efforce de les régler à l'amiable.
2. En cas de litige pendant la durée de la coopérative ou au cours de la liquidation, le différend est jugé par les tribunaux compétents en vertu des dispositions du nouveau code de procédure civile.
3. La coopérative peut, au moment où elle contracte, convenir de soumettre à des arbitres les contestations qui viendraient à se produire en raison de ses opérations.

### Article 60 – Connaissance des statuts

Toute personne peut exiger qu'il lui soit donné, au siège de la coopérative, connaissance des statuts ou qu'il lui en soit délivré à ses frais une copie certifiée.

### Article 61 – Etablissement des règlements intérieurs

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est établi un ou plusieurs règlements intérieurs par les soins du conseil d'administration.

### Article 62 – Respect des dispositions statutaires et réglementaires

L'adhésion à la coopérative comporte engagement de se conformer aux présents statuts ainsi qu'à son ou ses règlements intérieurs.

## **Articles modifiables**

Article 3 (alinéa 4 bis)  
Article 4 (alinéa 1, §2)  
Article 6 (alinéa 1, §2)  
Article 4 (alinéa 1, §2 ; alinéa 7, alinéa 8, alinéa 9, alinéa 10)  
Article 7 (introduction, alinéa 3, 9)  
Article 9 (alinéa 4, 5, 6 et 7)  
Article 10 (alinéa 5)  
Article 11 (alinéa 2)  
Article 12 (alinéa 2, 5 et 6)  
Article 13 (alinéa 1 et 4)  
Article 14 (alinéa 4 et 5)  
Article 15 (alinéa 1, §2 ; alinéa 5)  
Article 17 (alinéa 1 §2)  
Article 19 (alinéa 1 et 3)  
Article 20 (alinéa 2, 3 et 4)  
Article 21 (alinéa 1, §2)  
Article 22 (alinéa 1)  
Article 24 (alinéa 2)  
Article 25 (alinéa 3)  
Article 29 (alinéa 7)  
Article 30 (alinéa 1)  
Article 31 (alinéa 1, §1)  
Article 32 (alinéa 2 bis)  
Article 35 (alinéa 2 et 3)  
Article 36 (alinéa 2 et 3)  
Article 37 (alinéa 2 et 4)  
Article 38 (alinéa 1 & 2)  
Article 39 (alinéa 5)  
Article 40 (alinéa 4)  
Article 42  
Article 43 (dernier §) et 43 bis  
Article 46 (alinéa 1, dernier §)  
Article 46 (alinéa 4)  
Article 47 (alinéa 2, 3, 4 et 6)  
Article 48 (alinéa 3 & 3 bis)  
Articles 50 et 51  
Article 52 (alinéa 1 & 2)  
Article 53 (alinéa 2)  
Article 58 (alinéa 3)

**Articles à compléter : sont concernées toutes les parties entre [    ]**

Article 2

Article 4 (alinéa 1)

Article 5 (alinéa 1)

Article 7 (alinéa 4, 5, 7)

Article 12 (alinéa 2)

Article 13 (alinéa 2)

Article 19 (alinéa 1)

Article 20 (alinéa 1 et 5)

Article 22 (alinéa 3)

Article 26 (alinéa 14)

Article 35 (alinéa 4)

Article 42

## **BUTTEUSE A ROTORS**



Quadri rotor 6 pales, réversible par rotor. Châssis carters étanches, pignon et chaîne à bain d'huile. Carter réglable par vérin à vis.

Caractéristiques		
	Butteuse n°1	Butteuse n°2
Entraînement	Prise de force à 540 tours minute	540 tours minute
Transmission	Pignon et chaînes à bain d'huile	Pignon et double chaînes à bain d'huile
Limiteur de couple	En option	Oui
Quadri rotor	Diamètre 750 mm	Diamètre 900 mm
Entraxe rotor	1500 mm	1500 mm
Equipement rotor	4 à 6 pâles suivant utilisation	4 à 6 pâles suivant utilisation
Vitesse rotation arbre	210 tours minutes	240 tours minutes
Dimension		
Largeur	2320 mm	2500mm
Hauteur capot	1030 mm	1150 mm
Hauteur 3 <sup>ème</sup> Point	1200 mm	1275 mm
Utilisation		
Attelage	3 points normalisé	3 points normalisé
Puissance utilisation	Minimum : 70cv 2 RM Conseillé : 85cv 4 RM Maximum : 100cv 4 RM	Minimum : 75cv 2 RM Conseillé : 85cv 4 RM Maximum : 120cv 4 RM
Poids	900 à 1000kg suivant équipement (report sur l'avant) = 100 kg	900 à 1000kg suivant équipement (report sur l'avant) = 100 kg

## *Topofil Chaix - Mesureurs à fil perdu*

**Les mesureurs tous terrains pour faire seul en une heure, sans fatigue, ce que font avec peine deux chaîneurs en une journée !**



Topofil® Chaix à 2 bobines  
Topofil® Chaix à 1 bobine.

Les "Topofils® Chaix" sont des mesureurs à fil perdu dont un compteur enregistre la longueur de fil sortant des appareils. Le procédé est facile, rapide, exact.

L'opérateur attache l'extrémité du fil à un point fixe. En manoeuvrant le levier, le compteur est mis à 0. La longueur du fil déroulé est lue sur le compteur. Après mesure, le fil est coupé et abandonné.

Modèle décimétrique : donne les longueurs en mètres et décimètres. La mesure doit-être faite à la vitesse d'un homme au pas. Maximum : 6 km/h (tous les modèles sont livrables en décimètre).

Dans la limite des vitesses indiquées pour chaque modèle, les mesures sont précises (+ou- 0,1%).

**Bobine de fil "TOPOFIL®" pour recharge valable sur les deux modèles.**

Longueur 5. 000 mètres, qualité et bobinage spéciaux pour Topofil.  
Fil de coton biodégradable.

**Topofil® est une marque déposée par TOPOCHAIX**

## *Topofil Chaix - Mesureurs à fil perdu*

**2 mini modèles "mains libres",  
2 instruments de faible encombrement.**



TOPOFIL® Pouce 2.500



TOPOFIL® Mini 5.000

### **Topofil® pouce 2.500 :**

- Utilise une bobine de 2.500 mètres (la même que le Topofil® Chaix de ceinture en étui cuir).
- Se tient entre le pouce et l'index ou s'accroche à la ceinture.
- Poids avec bobine : 460 g.
- Dimensions : 115 x 70 x 75 mm

### **Topofil® pouce 5.000 :**

- Utilise une bobine de 5.000 mètres.
- La plus grande autonomie sous le plus faible encombrement.
- Se porte également à la ceinture.
- Poids avec bobine : 700 g.
- Dimensions : 120 x 75 x 150 mm.

**Topofil® est une marque déposée par TOPOCHAIX**

### **Boîtiers ouverts**



Grande facilité d'accès pour changement de bobine.

## Logiciel de terrain ATF-TOPOCHAIX



Ce logiciel a été conçu pour tenir à jour le plan parcellaire d'un domaine agricole ou forestier, au fur et à mesure de son évolution. Il aide à formaliser les éléments indispensables à la gestion que sont les **contours parcellaires** (dessin d'un plan) et leurs contenances (calcul de la surface utile cultivable).

Certaines entreprises l'utilisent aussi pour qualifier les surfaces de leurs chantiers, afin de pouvoir les prendre en compte et programmer les calendriers de travail, ensuite leur préparer une facturation réaliste.

**Pour valoriser l'équipement matériel et le logiciel TOPOCHAIX, il existe un mode opératoire, lequel a précédé, dans sa conception, celle du logiciel.**

Ce mode opératoire est conçu pour travailler seul, en visée arrière sur une cible perdue mise en place au fur et à mesure. Mais il est possible de travailler en équipe et en visée avant. Tout cela, ainsi que le choix des unités de mesure d'angle (grades / 400 ou degrés / 360), est réglable dans le menu de configuration du logiciel.

Le mode opératoire qui soutient l'utilisation du matériel TOPOCHAIX a été validé pour une utilisation agro-forestière, c'est à dire pour définir des surfaces et des contours en vue de la gestion d'espaces cultivés ou naturels, en termes techniques ou économiques (facturation de prestations dont la surface est l'unité de mesure).

La précision des mesures obtenues peut approcher 1/1000 en surface, elle est plus généralement de l'ordre de 1/100, soit + ou - 1 are pour une aire d'un hectare.

**Mode opératoire validé par : Institut "Services Géographiques" - Toulouse - 1995**

De nombreuses entreprises utilisent déjà le logiciel ATF-TOPOCHAIX, associé au matériel de mesure de distances TOPOFIL®, plusieurs centres de formation en sont également équipés, mais l'introduction de ce matériel dans ces organisations montre qu'un apprentissage des gestes ainsi que du mode opératoire est recommandé. ATF, Organisme de Formation Professionnelle Continue, qui a contribué à la mise au point de cette instrumentation, enregistré en Aquitaine sous le n° 72 33 011886 33, peut intervenir lors de cette phase d'apprentissage.

## Les boussoles Chaux...



### Boussole "Broussarde"

Boussole directrice et de relèvement à l'usage des Topographes, des Agronomes, des Forestiers, des Moniteurs Agricoles, etc...

Caractérisée par une lecture extrêmement aisée du gisement : la graduation très grossie apparaissant toujours placée sous le point visé.

Une graduation croissante évite toutes les erreurs possibles de lecture. Le prisme est réglable et s'adapte à la vue de tous les opérateurs même myopes ou presbytes.

Instrument idéal pour le relevé par cheminements et, monté sur pied, pour les travaux de génie rural et d'arpentage agricole.

La "Boussarde" se caractérise par sa grande luminosité, ce qui permet une parfaite utilisation en forêt. Le prisme grossissant se règle à la vue de l'opérateur et toujours une graduation très lisible se présente sous le point de visée.

- **Graduation grades ou degrés ou millièmes ( à spécifier )**
- **Diamètre de la rose : 64 mm**
- **Grossissement de la loupe du prisme de lecture 22x,**
- **Livrée en étui cuir**